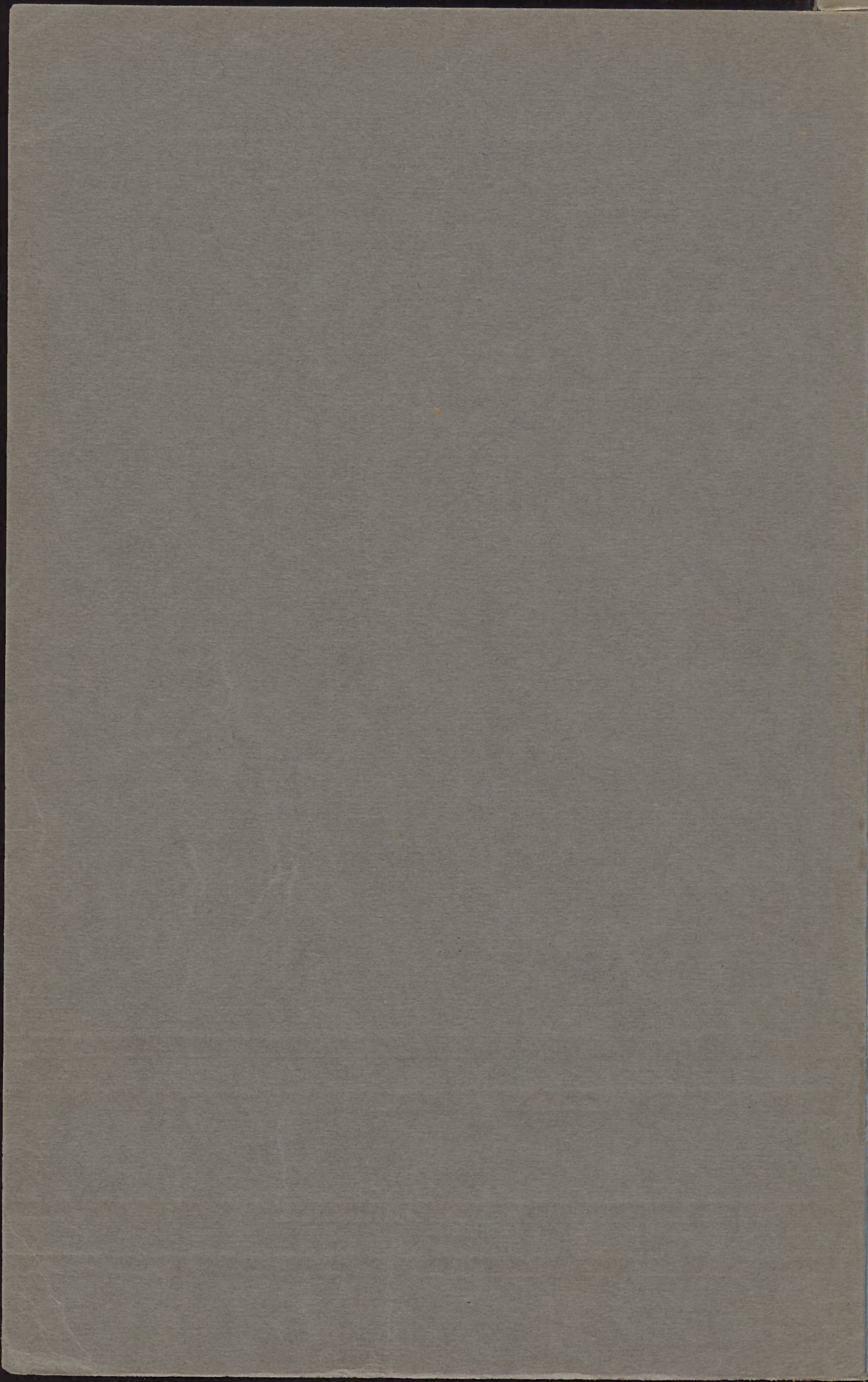


Bibliothek
des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel

Signatur

D 2207

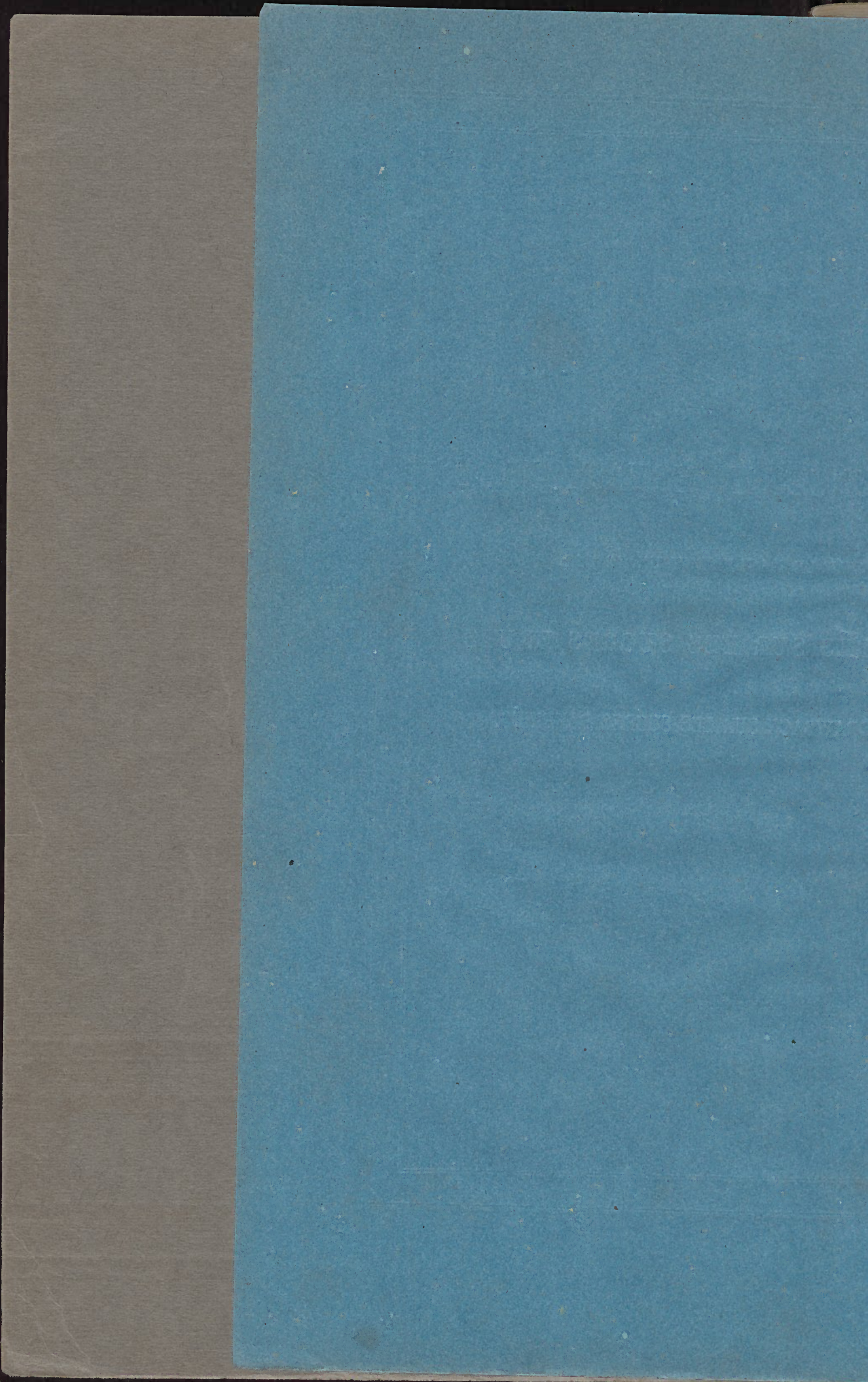


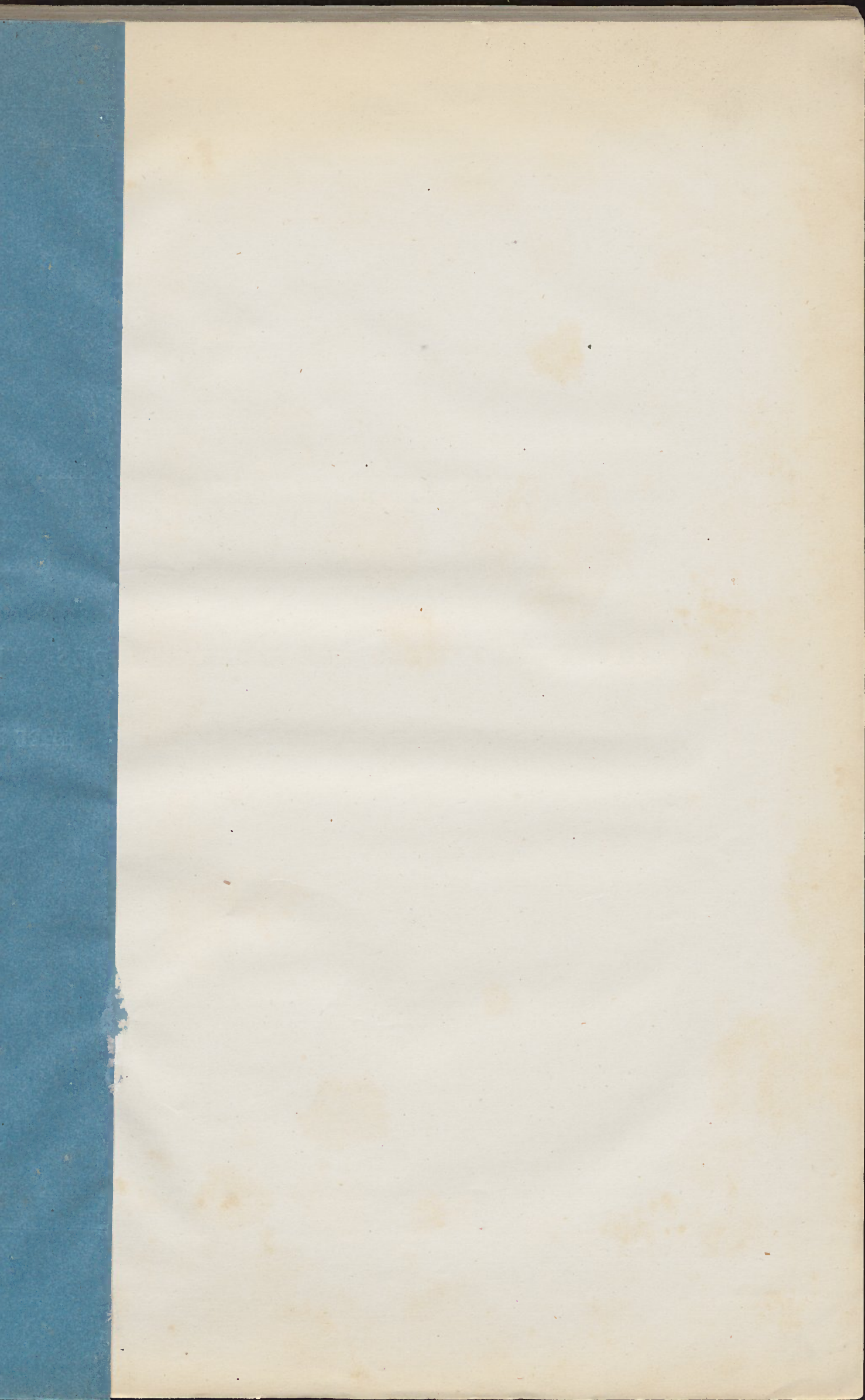
CONFÉRENCES INTERNATIONALES

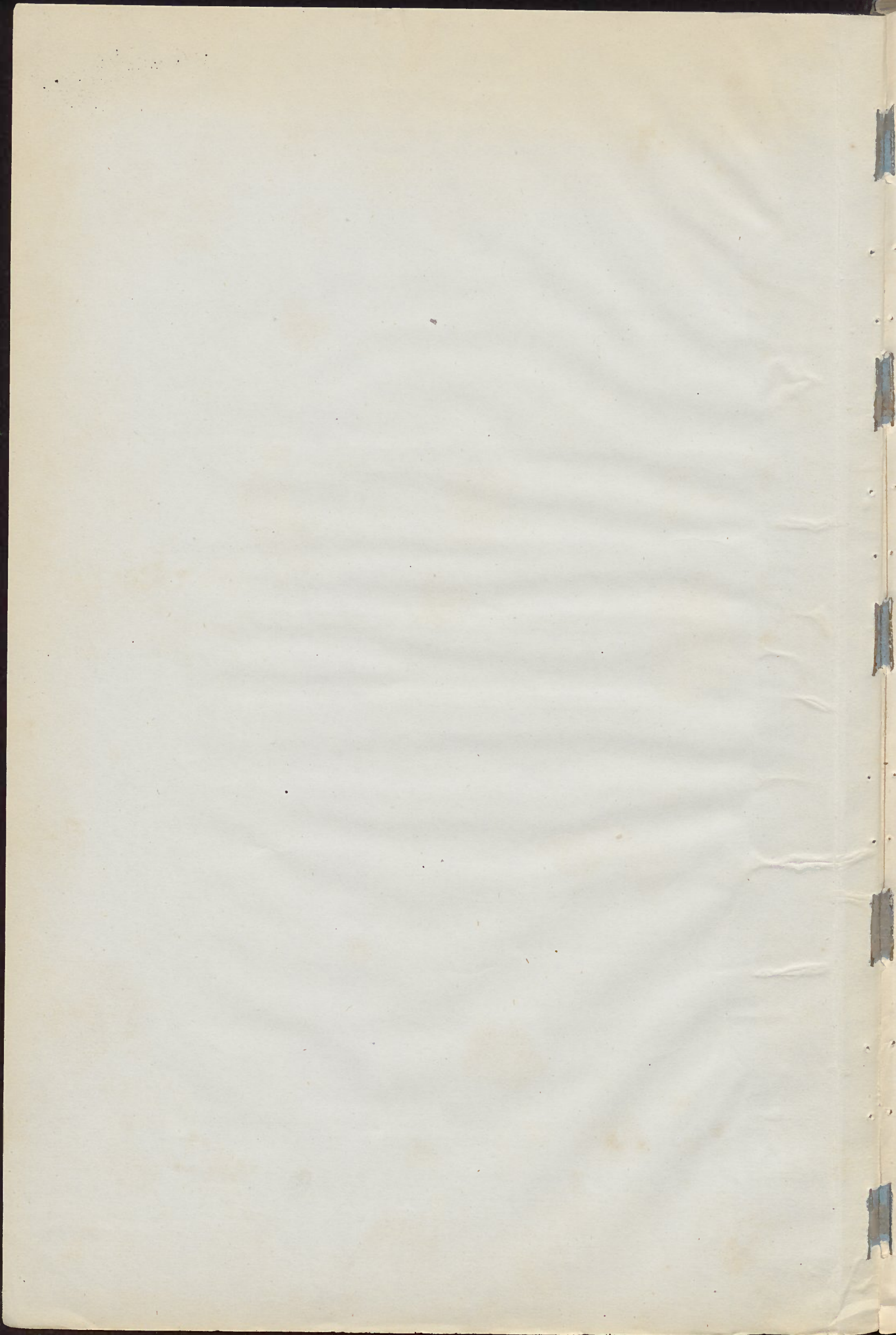
POUR LE RÈGLEMENT UNIFORME

DES TARES SUR LES SUCRES BRUTS

ET DU DRAWBACK SUR LES SUCRES RAFFINÉS.







CONFÉRENCES INTERNATIONALES

POUR LE PROCHAIN DÉROULEMENT

DES TRAVAIX SUR LES SUCRES BRUTS

ET DE DRAPAGE SUR LES SUCRES RAFFINÉS

CONFÉRENCES INTERNATIONALES

POUR LE RÈGLEMENT UNIFORME

DES TARES SUR LES SUCRES BRUTS

ET DU DRAWBACK SUR LES SUCRES RAFFINÉS.

CONFÉRENCES INTERNATIONALES

POUR LE RÉGLEMENT UNIFORME

DES TAUXES SUR LES SUCRES BRUTS

ET DU DRAWBACK SUR LES SUCRES RAFFINÉS.

CONFÉRENCES INTERNATIONALES

POUR LE RÈGLEMENT UNIFORME

DES TARES SUR LES SUCRES BRUTS

ET DU DRAWBACK SUR LES SUCRES RAFFINÉS.



PREMIÈRE CONFÉRENCE.

24 MARS 1863.

MEMBRES DÉLÉGUÉS PRÉSENTS.

M. BARBIER, conseiller d'État, directeur général des douanes et des contributions indirectes, président;

M. OZENNE, directeur du commerce extérieur;

M. AMÉ, administrateur des douanes et des contributions indirectes;

M. JAGERSCHMIDT, sous-directeur au ministère des affaires étrangères;

M. OGILVIE, inspecteur général des douanes en Angleterre;

M. MALET, membre du *Board of Trade*;

M. le Baron BEYENS, conseiller de légation de S. M. le Roi des Belges à Paris;

M. FISCO, inspecteur général au ministère des finances de Belgique;

M. GUILLAUME, directeur au ministère des finances de Belgique;

1.

M. BERG DE MIDDELBURG, conseiller de légation de S. M. le Roi des Pays-Bas à Paris;

M. UYTENHOVEN, chef de la division de la douane et des accises au ministère des Pays-Bas;

M. BYLEVELD, receveur général de la douane et de l'accise sur les sucres à Amsterdam;

M. DESROCHES, chef de bureau au ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, secrétaire.

La conférence est ouverte à midi.

M. LE PRÉSIDENT rappelle le but de la conférence; il s'agit, tout en réservant à chaque pays sa liberté d'action en ce qui touche l'impôt sur le sucre, d'examiner s'il est possible d'arriver à une entente commune pour l'établissement du drawback accordé à l'exportation des sucres raffinés.

Jusqu'à présent, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas se sont imposé des sacrifices de trésorerie pour encourager l'exportation des sucres raffinés. Le désir de la France, et ce désir est sans doute partagé par les autres pays, est d'exonérer le Trésor d'une charge qui n'a d'autre effet que de permettre de livrer le sucre raffiné à meilleur marché aux pays à qui nous le vendons.

En France on voudrait un drawback unique, qui se rapprochât autant que possible de la réalité. Le drawback unique aurait pour nous l'avantage de faire cesser le trafic des quittances, et d'admettre indistinctement tous les sucres au bénéfice de l'exportation.

M. LE PRÉSIDENT fait observer qu'il ne s'agit pas d'ailleurs pour la conférence d'arrêter et de conclure une convention internationale; que son rôle est plus modeste, et qu'elle a seulement à déterminer les bases de l'acte à intervenir et qui, s'il y a lieu, serait ultérieurement réglé par voie diplomatique.

M. LE PRÉSIDENT demande si MM. les délégués pensent que l'on pourra s'entendre à cet égard.

M. OGILVIE, *délégué de l'Angleterre*, craint que ce ne soit difficile.

M. OZENNE dit que l'on s'éclairera mutuellement par la discussion. Dans sa pensée, ce qu'il faut avant tout, c'est se mettre en présence de la législation sur les sucres dans les quatre pays.

Ainsi, en France, pour la perception de l'impôt, on ne s'occupe pas de la qualité du sucre. La loi distingue seulement entre le sucre raffiné et le sucre brut; en d'autres termes, tout ce qui n'est pas raffiné ou assimilé au raffiné est considéré comme brut, et acquitte une taxe unique.

Mais, d'un autre côté, il existe au profit de la marine marchande des droits différentiels de provenance, et pour le raffinage la loi exige que les sucres soient directement importés des pays hors d'Europe.

Dans les trois pays concurrents, aucune restriction de ce genre n'existe, et toute liberté est donnée pour l'importation des sucres.

En France, il y a aussi des surtaxes en faveur du pavillon français, et c'est ce qui n'a lieu ni en Angleterre, ni en Belgique, ni dans les Pays-Bas.

Quant au drawback, il a pour base le rendement au raffinage, lequel a été fixé par la loi à 76 et 80 p. o/o, selon la nature des sucres exportés, mélis ou candis, c'est-à-dire les plus épurés; lumps ou tapés, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas le même degré d'épuration. Mais ces rendements étant devenus trop avantageux pour les raffineurs, une loi, soumise en ce moment à l'approbation du Corps législatif, propose de les fixer à 80 et 83 p. o/o.

Dans les autres pays le rendement n'est pas déterminé d'une manière précise : il résulte de l'écart qui existe entre le droit perçu à l'entrée sur le sucre brut et le droit remboursé à l'exportation du raffiné.

D'après notre législation, les tares accordées au commerce varient aussi, non-seulement suivant les emballages, mais aussi selon les provenances.

Ainsi les sucres en barriques obtiennent remise de 12 p. o/o de leur poids lorsqu'ils viennent de l'étranger, de 13 p. o/o lorsqu'ils sont importés des colonies françaises.

Quant à ceux qui sont en caisses, c'est pour tous 12 p. o/o, et pour eux mis en sacs ou en balles, 5 p. o/o.

En Angleterre, au contraire, on n'accorde pas de tarres; on constate le poids net, et c'est sur ce poids que se liquide la perception.

Dans les ports des Pays-Bas, les tares accordées sont de 18 p. o/o pour les caisses de Rio-Janeiro, de Fernambouc et des Indes Orientales; de 13 p. o/o sur celles des colonies hollandaises; de 15 p. o/o sur les caisses d'autres provenances; de 14 p. o/o sur les sucres en futailles; de 10 p. o/o sur les canastres et les grandjongs; de 5 p. o/o sur les emballages en cuir, en sacs ou en paniers.

En Belgique, les tares sont plus variées encore; elles s'élèvent, selon la nature des emballages, de 5 à 8, 10, 14, 15, 16 p. o/o.

Ainsi, en matière de tares, l'Angleterre se montre la plus fiscale : elle n'accorde que la tare réelle.

En France, les tares légales ont été calculées de manière à se rapprocher autant que possible de la vérité.

En Belgique et dans les Pays-Bas, les tares légales accordées sont avantageuses aux importateurs.

M. LE PRÉSIDENT. Ce serait une chose importante que de pouvoir arriver à l'uniformité des tares, car elle faciliterait la fixation du drawback.

Le système des tares légales, lesquelles ne sont pas obligatoire en France

où le commerce reste libre de faire ces déclarations au poids réel, me paraît préférable à ce que j'ai vu faire en Angleterre; car la nécessité de vider les barriques, de peser toujours la marchandise pour établir son poids net, entraîne des frais de manutention et des pertes d'une partie du produit et ensuite de temps, l'une et l'autre assez sensibles; on les éviterait en adoptant dans les quatre pays des tares uniformes, faciles à déterminer; car les sucres des mêmes provenances ont toujours les mêmes emballages, quelles que soient leurs destinations.

M. OGILVIE, *délégué de l'Angleterre*. Pas toujours, et la différence de leur poids est au contraire souvent très-sensible; ainsi, on a trouvé qu'elles varient entre 14, 15, 16, 17 p. o/o par quintal. Au surplus, nous accordions autrefois une tare légale pour les importations des Indes Occidentales, mais, sur la demande du commerce, il a fallu adopter la pesée effective qu'il préfère.

M. AMÉ. La question qu'il importe de résoudre est d'arriver à placer les importateurs des quatre pays dans les mêmes conditions; on se rapprocherait de ce but en fixant des tares uniformes.

M. MALET, *délégué de l'Angleterre*. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que le drawback doit être seulement l'équivalent du droit payé, et nous croyons que c'est ce qui a lieu chez nous; que notre drawback ne constitue pas une prime.

M. OZENNE. Je pense le contraire, et je pourrais l'établir par des calculs positifs, extraits des procès-verbaux des conférences qui ont précédé le traité de commerce.

M. LE PRÉSIDENT. Est-ce que MM. les délégués des Pays-Bas adhéreraient à la proposition d'un drawback exact?

M. UYTENHOVEN, *délégué des Pays-Bas*. Oui, Monsieur le Président, nous voulons arriver à ce résultat; mais il nous paraît impossible d'adopter un drawback unique, car ce ne serait pas juste: il en faut un par qualité de sucre; sans cela on favoriserait les uns au préjudice des autres, et on empêcherait même l'exportation des sucres raffinés de qualité inférieure, comme les cassonades.

Notre législation est à peu près la même qu'en Belgique: il y a prise en charge des sucres bruts livrés au raffineur, qui obtient décharge de 100 kilogrammes par la représentation de 81 kil. 91 de sucres mélis ou lumps, de 73 kilogrammes de sucres candis. Quant aux cassonades, le raffineur doit les représenter en poids intégral: les sirops n'obtiennent pas de drawback.

Mais si l'on fixe les bases du drawback pour les sucres coloniaux, il faudra aussi arrêter ce qui sera fait pour les sucres de betterave.

M. OZENNE. Vous ne percevez pas, il est vrai, de droit de douane sur les sucres livrés à la consommation, mais seulement un droit d'accise de 46 fr. 24 cent. par 100 kilogrammes. Cependant votre législation favorise certains sucres; ainsi ceux de Java exportés par pavillons étrangers sont frappés d'un droit assez élevé : c'est ce qui a été établi dans les conférences pour le traité de commerce. D'un autre côté, c'est votre gouvernement qui se rend acquéreur des sucres récoltés dans ses colonies des Indes, et comme il en fixe le prix d'achat, il peut les livrer à un prix avantageux pour le raffineur.

M. UYTENHOVEN. Je ne me rends pas compte de l'avantage que l'on croit devoir résulter de ce mode de procéder pour les raffineurs de la métropole. Il est vrai qu'aux Indes les fabricants de sucres auxquels le gouvernement a fait des concessions de terrain, et auxquels il procure les moyens de planter les cannes et de récolter les sucres, doivent lui livrer à un prix arrêté d'avance une portion de leurs récoltes, et que ce prix est calculé de manière à représenter le fermage des terres cédées, les frais de plantation, ceux de la récolte et de la fabrication des sucres. Mais le gouvernement envoie ses sucres où il veut, où il a le plus d'intérêt à les vendre, de sorte que cela ne saurait être regardé comme un moyen de nature à favoriser dans la métropole l'exportation de nos sucres raffinés.

M. OZENNE. Il n'est pas moins vrai que ces sucres, lorsqu'ils sont livrés à bas prix sur votre marché, peuvent influencer sur les cours.

M. UYTENHOVEN. Pardon, je ne l'admets pas; car les sucres livrés au gouvernement sont expédiés en Hollande pour y être vendus à l'enchère, comme tous autres sucres particuliers, comme celui conservé par les fabricants de sucres dans les Indes, qui peuvent aussi les vendre comme ils veulent et où ils veulent.

M. BYLEVELD, *délégué des Pays-Bas*. Je crois devoir présenter ici une observation, c'est que l'opération dont il vient d'être parlé est souvent plus désavantageuse que favorable aux raffineurs, attendu que le gouvernement est tenu d'exposer ses sucres en vente publique, où la concurrence fait souvent monter les prix à un taux assez élevé.

M. OZENNE. Ce désavantage ne m'est pas démontré, car vos raffineurs ont toujours la possibilité, soit des achats directs, soit de faire venir des sucres étrangers de n'importe quel pays et de niveler ainsi les prix. L'inconvénient prévu n'aurait lieu qu'autant que les sucres de Java seraient seuls admis au drawback.

M. AMÉ. Il faudrait peut-être bien préciser tout d'abord ce que doit être le drawback, et s'il est possible d'en adopter un moyen pour tous les sucres.

En l'état des choses actuel, on calcule généralement le drawback par le rendement, c'est-à-dire par la quantité plus ou moins exacte du sucre brut nécessaire pour obtenir 100 kilogrammes de raffiné. Dès l'instant que l'on serait d'accord sur cette quantité, sur le rendement selon la richesse des sucres, peu importerait d'adopter un drawback unique calculé sur la moyenne, ou d'en fixer un par chaque type de sucre, car le résultat définitif serait le même.

M. LE PRÉSIDENT. Qu'est-ce que l'on pense à cet égard en Angleterre ?

M. OGILVIE. Nous avons quatre drawbacks basés sur les droits perçus à l'entrée; le dernier représente exactement le montant de l'impôt acquitté. Nous avons peu à nous plaindre de ce mode de procéder.

M. LE PRÉSIDENT. Quelles sont les exportations des divers pays ?

M. UYTENHOVEN. 63 millions environ en 1862 : les lumps en majorité.

M. MALET, *délégué de l'Angleterre*. 10 millions en 1862.

M. AMÉ. 78 millions : sucres mélis en majeure partie.

M. LE PRÉSIDENT explique comment on a été amené à proposer tout récemment l'élévation du rendement en France. C'est parce que l'aggravation du droit, en 1862, procurait un nouvel avantage au raffineur. En effet, sous l'empire du droit antérieur l'excédant du drawback, calculé égal au droit de 10 kilogrammes de sucre brut, représentait 3 francs par 100 kilogrammes, tandis que la nouvelle législation le porte en fait à 4 fr. 20 cent.

Une conversation s'engage à cet égard entre les divers membres de la conférence, et il est décidé que plusieurs documents réclamés par MM. les commissaires délégués étrangers leur seront envoyés par M. le Président, afin de les éclairer complètement sur notre législation actuelle et sur celle projetée. M. le Président prie à son tour MM. les délégués de vouloir bien répondre à quelques questions qu'il leur remet.

M. UYTENHOVEN. Un point important à fixer, ce serait la quotité du droit d'importation sur les sucres raffinés. On conçoit, en effet, que si ce droit est très-élevé, le raffineur peut à son tour augmenter ses prix de vente à l'intérieur, et s'assurer ainsi des bénéfices tels, qu'ils lui constituent une véritable prime pour ses exportations.

M. OZENNE reconnaît la justesse de l'observation, et fait remarquer qu'elle n'avait pas échappé aux négociateurs des traités conclus avec l'Angleterre et avec la Belgique, où il a été tenu compte dans le règlement de l'impôt des primes payées à l'exportation. Mais il est évident que, du jour où le drawback ne constituera plus nulle part un avantage pour les exportateurs, les divers gouvernements devront aussi diminuer l'écart du droit entre le sucre brut

et le sucre raffiné. En Angleterre cet écart est assez sensible, près de 6 francs par 100 kilogrammes, tandis qu'il est seulement chez nous, pour le sucre de betterave, de 4 fr. 20 cent.

Une nouvelle conversation s'engage au sujet des recettes effectuées dans les quatre pays et des quantités de sucre consommées par tête d'habitant.

La séance est levée à une heure, et la conférence s'ajourne au vendredi 27 mars, à midi.

Et ont signé :

BARBIER, *président*;

OGILVIE,

DESROCHES, *secrétaire*;

UYTTENHOOVEN,

FISCO.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire,

1^{re} ANNEXE.

QUESTIONNAIRE

REMIS

PAR M. LE PRÉSIDENT A MM. LES DÉLÉGUÉS ÉTRANGERS.

1^o QUESTIONS GÉNÉRALES.

1^o Les sucres bruts destinés aux raffineries sont-ils préalablement soumis au paiement des droits, ou placés sous le régime de l'admission temporaire?

2^o Quelles sont, pour le paiement des taxes, les conditions de crédit ou d'es-compte?

3^o N'existe-t-il sur les sucres, à l'entrée, aucun droit différentiel de provenance ou de pavillon?

4^o Le sucre de betterave est-il admissible absolument au même droit que le sucre de canne?

5^o Est-il soumis aux mêmes conditions de drawback?

6^o Le drawback est-il payé après l'admission en entrepôt ou seulement après l'exportation effective? Dans quel délai doit-il être acquitté?

7^o La législation a-t-elle entendu accorder aux exportations une prime indépendante du remboursement du droit? A quel taux a-t-on évalué le supplément?

2^o QUESTIONS SPÉCIALES.

1^o RELATIVES À L'ANGLETERRE.

8^o Dans quelle proportion s'opèrent les acquittements à chacun des quatre droits inscrits au tarif?

9° Par quel procédé se détermine le caractère de chaque catégorie de sucre brut?

10° Dans quelle proportion la consommation intérieure se répartit-elle entre les sucres raffinés et les sucres bruts?

11° Dans quelle proportion s'exportent les raffinés de la troisième et de la quatrième catégorie?

12° Quelles sont les règles en matière de tare?

2° RELATIVES À LA BELGIQUE.

13° Le sucre de betterave indigène supporte-t-il l'équivalent du droit de douane de 1 fr. 20 cent. que les sucres exotiques acquittent indépendamment de la taxe d'accise?

14° Quelle est la proportion des exploitations pour chacune des trois catégories de raffinés?

15° Quelle est la part proportionnelle du sucre candi dans la consommation intérieure? A quels usages l'emploie-t-on?

16° Quelles sont les conditions de l'espèce d'abonnement qui paraît être établi entre le gouvernement et les raffineurs? Peut-il en résulter, dans un cas quelconque, une remise de droits?

3° RELATIVES AUX PAYS-BAS.

17° Le droit d'entrée de 0 fr. 42 cent. qui s'ajoutait au droit d'accise, a-t-il été supprimé?

18° Le droit d'accise est-il réellement de 46 fr. 64 cent.?

19° Quelle différence suppose-t-on exister entre les tares légales et les tares réelles?

2^e ANNEXE.

NOTE

REMISE A MM. LES DÉLÉGUÉS ÉTRANGERS

A TITRE DE RENSEIGNEMENTS DIVERS.

LÉGISLATION FRANÇAISE SUR LES SUCRES.

I. DROITS ET DRAWBACKS.

DÉSIGNATION DES SUCRES BRUTS		QUOTITÉ DES DROITS par 100 kilogrammes de sucre brut (décimes compris).	QUOTITÉ DES DRAWBACKS.			
DONT LES PRODUITS sont admissibles au drawback.			Mélis ou candis 80 p. o/o. (1)	Lumps ou tapés 83 p. o/o. (1)		
Sucres bruts au 1 ^{er} type et nuances inférieures	de la Guyane et des Antilles (2).....	42 ^f 00 ^c	52 ^f 50 ^c	51 ^f 80 ^c		
	de la Réunion (2).....	42 00	52 50	51 80		
	de l'Inde..	{ par navires français...	42 00	52 50	51 80	
		{ par navires étrangers..	45 00	56 25	54 21	
	de Cuba..	{ par navires français...	42 00	52 50	51 80	
		{ par navires étrangers,	{ espagnols..	44 00	52 50	51 80
			{ autres. . .	44 00	55 00	53 01
	d'ailleurs, hors	{ par navires français...	42 00	52 50	51 80	
d'Europe,	{ par navires étrangers..	44 00	55 00	53 01		
NOTA. Les drawbacks sont liquidés dans les dix jours qui suivent l'exportation effective des sucres, et payés dans les deux mois.						
(1) Les drawbacks sont calculés ici à raison des rendements de 80 et 83 p. o/o portés dans le nouveau projet de loi.						
(2) Jusqu'au 30 juin 1866, les sucres de la Guyane et des Antilles françaises seront admis au droit de 38 fr. 40 cent. et jouiront d'un drawback proportionnel. De même, les sucres de la Réunion n'acquitteront à l'entrée, jusqu'au 30 juin 1864, que 34 fr. 80 cent. du 1 ^{er} juillet 1864 au 30 juin 1865, que 36 fr. 60 cent. et du 1 ^{er} juillet 1865 au 30 juin 1866, que 38 fr. 40 cent.						

II. TARES LÉGALES.

Sucres en caisse, 12 p. o/o.

Sucres en futailles. { coloniaux, 13 p. o/o.
étrangers, 12 p. o/o.

Sucres en canastres, 5 p. o/o.

Sucres en balles ou en sacs. . . { simple emballage, 2 p. o/o.
double ou triple emballage, 5 p. o/o.

III. CONDITIONS DE PAYEMENT.

Les droits sont acquittés :

Pour les sucres exotiques, au moment de l'importation ou à la sortie de l'entrepôt;

Pour les sucres indigènes provenant des fabriques exercées, à la sortie des fabriques ou des entrepôts;

Pour les sucres indigènes provenant des fabriques abonnées, les droits sont pris en charge au moment des défécations; ils sont acquittés, moitié pendant le cours, moitié à la fin des défécations.

Le rendement, dans les fabriques exercées, est fixé à 1,400 kilogrammes; il est fait reprise des excédants et l'on alloue les déficit dont la cause est justifiée.

IV. CRÉDITS ET ESCOMPTES.

Les paiements s'opèrent, soit au comptant, avec bonification, au profit des redevables, d'un escompte calculé sur quatre mois, à raison de 3 p. o/o par an; soit en effets de crédit au terme de quatre mois.

V. CONSOMMATION.

La consommation des sucres de toute sorte s'est élevée en France, pendant l'année 1862, à 244,378,000 kilogrammes.

VI. EXPORTATION.

Il a été exporté, pendant la même période, 77,582,500 kilogrammes de sucres raffinés, représentant 102,082,000 kilogrammes de sucre brut.

VII. PRODUITS NETS.

Le montant brut des recettes s'est élevé à.	121,274,000 ^f
Il a été remboursé à titre de drawback.	38,649,804
Il est ainsi resté au Trésor.	<u>82,624,196</u>

II. Taxes

III. Comptes de paiement

Les droits sont acquittés...
Pour les marchandises, au moment de l'importation ou à la sortie de l'en-
trepôt;
Pour les autres marchandises, au moment de l'importation ou à la sortie de l'en-
trepôt;
Pour les services, au moment de la prestation des services; les droits sont payés en
avance au moment de la prestation des services, moins pendant le cours
même de la prestation.
Le versement, dans les tableaux ci-dessus, est fait à 1000 kilogrammes; il est
révisé les excédents et l'on ajoute la cause est justifiée.

V. Compensation

La compensation des droits de douane est faite en France, pendant
l'année 1881, à 144,328,000 kilogrammes.

VI. Exportation

Il a été exporté, pendant la même période, 147,582,500 kilogrammes de sucre
raffiné, contre 145,082,000 kilogrammes de sucre brut.

VII. Produits nets

Le montant brut des taxes est de 144,328,000	144,328,000
Il a été remboursé à titre de drawback	38,619,804
Il est ainsi resté au Trésor	105,708,196

DEUXIÈME CONFÉRENCE.

27 MARS 1863.

Sont présents :

M. le PRÉSIDENT ;

MM. les DÉLÉGUÉS ;

Le SECRÉTAIRE.

La Conférence est ouverte à midi.

Le procès-verbal de la 1^{re} séance est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT demande à MM. les délégués s'ils ont examiné le Questionnaire qu'il leur a remis, et s'ils ont pu rédiger leurs réponses.

M. MALET, *délégué de l'Angleterre*, répond affirmativement et offre de les faire connaître.

M. OGILVIE, *délégué de l'Angleterre*, annonce qu'il a apporté les types des sucres dont on se sert en Angleterre, tant à l'entrée des bruts qu'à l'exportation des raffinés. Il les met à la disposition des membres de la Conférence.

M. MALET donne lecture de la note qu'il a préparée, de concert avec M. Ogilvie, et qui est annexée au présent procès-verbal.

Quelques observations sont échangées au sujet des renseignements qu'elle contient.

D'après les explications données par MM. les délégués anglais,

Les droits s'acquittent toujours en numéraire.

Il n'est accordé ni crédit ni escompte.

Le drawback s'acquitte après la sortie effective ; mais pour les sucres qui sont destinés à l'approvisionnement des navires ou à édulcorer les alcools et les liqueurs pour l'exportation, le drawback se paye immédiatement après la mise en entrepôt.

Dans la pensée de MM. les délégués anglais, le drawback alloué en Angleterre ne constitue pas une prime pour les raffineurs.

Les sucres acquittés sont principalement les sucres les moins imposés, soit les terrés bruns et ceux qui leur sont encore inférieurs.

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer, au sujet de cette déclaration, qu'il peut y avoir à cet égard quelques abus, le commerce devant trouver le moyen de faire passer des terrés blancs pour des terrés bruns, en présentant des sucres dont la nuance arrive à l'extrême limite de celle des types.

M. UYTENHOVEN, *délégué des Pays-Bas*, appelle l'attention de la Conférence sur les inconvénients graves que pourrait avoir le fait signalé par M. le président. En effet, les rendements adoptés pour la fixation du drawback sont, pour le terré blanc, 93 p. o/o, pour ceux de qualités inférieures, 73 p. o/o seulement; or ce sont ces dernières que les raffineurs anglais déclarent employer le plus souvent, contrairement à ce qui a lieu dans les Pays-Bas, où l'on ne travaille, pour la plus grande partie, que les sucres les plus riches, et d'où l'on expédie en Angleterre beaucoup de ceux de basse qualité.

M. MALET dit que la douane n'a pas eu à signaler des tentatives de fraude à cet égard.

Une des réponses de MM. les délégués anglais au Questionnaire ayant fait connaître que la douane accorde des tares légales aux sucres des Indes Occidentales, et que d'après leur rapprochement elles sont à peu près de 12 p. o/o du poids brut des colis, M. Fisco, délégué belge, demande combien, dans les vérifications anglaises, on pèse en moyenne de barriques pour constater le poids net des sucres, lorsque le commerce ne réclame pas la tare légale.

M. OGILVIE. En Écosse, 1 sur 10 toujours; à Londres, également 1 sur 10, lorsque la déclaration ne comporte pas un plus grand nombre de barriques; mais quand les barriques sont de même grandeur, on n'en prend peut-être plus que trois ou quatre sur la totalité d'une expédition.

M. LE PRÉSIDENT. Qui est-ce qui désigne les barriques à peser?

M. OGILVIE. Le commerce, d'accord avec la douane.

M. FISCO. Et cela ne donne pas lieu à des contestations?

M. OGILVIE. Non, jamais.

M. LE PRÉSIDENT explique ce qui a lieu en France, où les employés désignent seuls les colis à vérifier: quant au nombre, il est aussi, à peu d'exceptions près, de 1 sur 10; à l'égard des frais de manutention, ils sont tous à la charge du commerce.

M. UYTENHOVEN demande quel est en Angleterre le régime appliqué aux sucres de betteraves.

M. MALET. Il n'y a pas pour eux de droit spécial, tous les sucres payant les mêmes taxes selon les types. D'ailleurs on ne fait pas de sucres de betteraves en Angleterre.

M. UYTENHOVEN. Pourrait-on nous donner les prix ordinaires des sucres en Angleterre, il y aurait intérêt à les connaître.

M. LE PRÉSIDENT. Ces prix, nécessairement très-variables, doivent être à peu de chose près les mêmes qu'en France et que dans les Pays-Bas. Cela est si vrai que les navires qui reviennent des pays hors d'Europe s'arrêtent presque toujours devant Cowes ou Falmouth, pour y prendre des ordres et se diriger sur les ports où les besoins peuvent être les plus grands et par suite le prix le plus avantageux.

M. UYTENHOVEN insiste sur sa demande.

M. LE PRÉSIDENT. Le prix du sucre ne saurait être pris comme élément d'un calcul relatif aux sucres raffinés, qu'autant qu'il resterait toujours à peu près le même, ce qui n'a pas lieu. Il est au contraire, je le répète, extrêmement variable. Voyez, par exemple, ce qui a lieu en France en ce moment, où l'encombrement du marché a fait baisser les prix dans une proportion inusitée. Est-ce que l'on pourrait arguer de cet état de choses?

M. UYTENHOVEN. Mais cependant si, en rapprochant le prix du sucre brut de celui du sucre raffiné exporté, on arrivait à constater que ce dernier est livré à un prix comparativement moins élevé que celui du premier, on devrait en tirer la conséquence que cela peut être le résultat du drawback accordé.

Une conversation s'engage à cet égard, et il en résulte que la législation anglaise admet en réalité l'importation des bas sucres, ce qui n'a lieu ni en France, ni en Belgique, ni aux Pays-Bas.

M. UYTENHOVEN donne lecture des réponses faites au Questionnaire qui lui avait été remis.

Cette lecture provoque une observation relative à la tare légale accordée par la législation française aux sucres importés en caisses, et que MM. les délégués des Pays-Bas croient être avantageuse aux importateurs.

M. MALET demande quelques renseignements sur les qualités des sucres importés le plus ordinairement en France. Il dépose une note à cet égard entre les mains de M. le Président.

M. FISCO donne également lecture des réponses faites au questionnaire. Cette lecture ne suscite aucune observation.

Ces deux notes resteront annexées au procès-verbal avec celle déjà remise par MM. les délégués de l'Angleterre.

M. LE PRÉSIDENT demande si MM. les délégués auraient quelques explications à réclamer en ce qui concerne le régime des sucres en France.

M. FISCO, *délégué de la Belgique*, fait passer à M. le Président une note qui contient deux questions.

La première est relative au pilage des sucres.

M. LE PRÉSIDENT explique que les sucres raffinés destinés à être pilés sont d'abord représentés en France à l'état de pains entiers. Le pilage s'effectue ensuite sous la surveillance du service; puis les sucres pesés au net et emballés sont mis dans l'entrepôt ou sont embarqués, de telle sorte qu'ils ne restent jamais à la libre disposition du commerce. Aussi n'a-t-on pas à craindre de fraude à cet égard.

MM. les délégués de l'Angleterre et des Pays-Bas disent que des précautions analogues sont prises par leurs douanes, et que l'on n'a pas à avoir d'inquiétude d'abus sérieux à cet égard.

MM. les délégués de la Belgique font connaître les précautions multiples que l'on a dû y adopter par suite des fraudes constatées autrefois dans l'exportation des sucres pilés. Ils craignaient que les mêmes abus puissent se reproduire dans les autres pays.

La seconde question est relative au mode de surveillance exercé à l'égard des fabriques de sucre de betterave.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître qu'avant la réunion de l'administration des contributions indirectes à celle des douanes c'étaient les employés de la première qui étaient chargés de surveiller les fabriques. A cette époque il n'existait pas dans ces fabriques de service constant. Les agents devaient surveiller plusieurs sucreries ou distilleries, de sorte qu'ils ne pouvaient se livrer qu'à des visites toujours inopinées, mais qui, bien que répétées aussi fréquemment que possible, laissaient cependant trop de facilités à la fraude.

Lorsque la direction du service des contributions indirectes a été remise au directeur général des douanes, un nouveau système de surveillance a été organisé. Les fabricants ont été obligés, par une disposition légale, de loger les employés de perception et du service actif installés à poste fixe dans les usines non abonnées pendant toute la durée de la fabrication. Il en résulte que toutes les opérations ayant lieu sous les yeux et sous le contrôle permanent des agents de l'Administration, les abus sont devenus très-difficiles pour ne pas dire impossibles.

Quant aux fabriques abonnées, la surveillance s'exerce seulement sur les travaux de défécation et cesse avec eux.

M. OGILVIE. Je ne me rends pas bien compte de la différence de surveillance dans les circonstances indiquées par M. le Président, c'est-à-dire dans les fabriques abonnées ou non abonnées.

M. LE PRÉSIDENT explique que dans les fabriques non abonnées le droit étant exigible sur la totalité des produits obtenus, ceux-ci doivent rester sous la garde du service jusqu'au moment où ils sont libérés par le paiement de l'impôt. Dès lors nécessité de la surveillance continuelle que l'on exerce.

A l'égard des fabriques abonnées, au contraire, un décret rendu chaque année, et publié avant le 1^{er} septembre, détermine le chiffre de la prise en charge à la défécation.

Dès l'instant que la densité et la quantité du jus ont été constatées, le service sait quelle est la quotité du droit exigible; il en débite le compte du fabricant, et la surveillance non interrompue des détails de la fabrication devient sans objet.

L'Administration considère l'abonnement comme offrant un certain avantage aux fabricants, et cependant, sur trois cents fabriques qui existent, il n'y en a eu que huit d'abonnées la première année, et trente et quelques la seconde.

M. UYTENHOVEN demande si les fabricants de sucre de betterave sont autorisés à exporter tout ou partie de leurs produits.

M. LE PRÉSIDENT répond qu'à l'égard des sucres bruts toute liberté d'exportation est donnée, puisqu'alors, dans cette condition, ces sucres sont exonérés du paiement de l'impôt; mais il n'en est pas de même pour les sucres raffinés qui ont été obtenus de sucres bruts ayant supporté le droit, attendu qu'ils ne sont pas admis au bénéfice du drawback.

M. UYTENHOVEN exprime le désir d'être renseigné sur la portée de la mesure adoptée à l'égard des sucres de betterave et dont parlent les journaux.

M. LE PRÉSIDENT explique qu'en présence de l'encombrement du marché, et de la très-grande difficulté de pouvoir écouler les sucres des fabriques abonnées, pour lesquels le droit était exigible, il a paru juste à l'Administration de ne faire acquitter ces droits qu'au moment de la mise en consommation, et de permettre de constituer les sucres dont il s'agit en état d'entrepôt. Il s'agit ainsi d'un simple crédit accordé au commerce, et parfaitement justifié par les nécessités de sa position actuelle. La mesure adoptée n'a pas d'autre portée.

M. MALET. Le but de la conférence est surtout d'arriver à un drawback uniforme; la France a reconnu que celui qu'elle accorde est trop élevé; la Belgique et les Pays-Bas conviennent qu'il en est de même chez eux; mais nous ne sommes pas convaincus, nous, que notre mode de calculer les drawbacks que nous accordons constitue une prime pour nos exportateurs.

Je désirerais que l'on voulût bien nous faire connaître comment on est arrivé à concevoir la pensée contraire en France, et à combien on évalue la prime que l'on croit exister.

M. OZENNE. Ma conviction s'appuie sur deux motifs.

Le premier résulte de calculs simultanément faits au point de vue des droits acquittés et des drawbacks remboursés. Voici ces calculs :

La raffinerie anglaise emploie le plus ordinairement les sucres les moins imposés, c'est-à-dire ceux ayant à payer.....	34 ^f 03 ^c
et.....	31 16
dont la moyenne donne.....	32 59 par 100 ^k
Or, vous remboursez comme drawback.....	42 22

Donc votre rendement moyen correspond à 77 p. o/o, ce qui, nous le pensons, est au-dessous de la vérité, le rendement vrai devant s'approcher beaucoup de 86 p. o/o.

Vous laissez ainsi 10 kilogr. indemnes de droits entre les mains du raffineur, soit 3 fr. 26 cent. sur le brut, et 4 fr. 22 cent. sur le raffiné. En moyenne, c'est donc à peu près 4 francs.

Comparez vos chiffres avec ceux de la Belgique et des Pays-Bas, où le drawback est moins élevé que chez vous, et où, cependant, on avoue qu'il y a encore avantage pour le raffineur, et vous serez convaincus qu'il y a prime.

D'un autre côté, dans les conférences qui ont précédé le Traité de commerce, Son Exc. M. Rouher a constaté que, pour que les déclarations de vos raffineurs fussent exactes, il faudrait qu'en définitive 123 kilogrammes de sucre brut leur fussent nécessaires pour obtenir 100 kilogrammes de raffiné, et qu'il y avait évidemment exagération, puisque l'on n'emploie pas plus de 115 à 118 kilogrammes. Or, ces calculs ont été admis par M. Cobden, et ils ont servi à la fixation du droit sur le sucre raffiné anglais, droit dans lequel on a fait figurer la prime que je viens de rappeler.

M. OGILVIE. Je crois que M. Cobden, au lieu d'accepter ce raisonnement, l'a, au contraire, repoussé. Aussi M. le Ministre du commerce a-t-il consenti à réduire de 4 francs le droit qu'il avait d'abord proposé, et qui de 45 francs a été abaissé à 41 francs. Il a donc reconnu implicitement que notre drawback ne constitue pas une prime.

M. OZENNE. Permettez-moi de vous faire remarquer que la concession faite ne doit pas s'interpréter ainsi, selon moi. Nous passons du régime de la prohibition absolue à un régime plus modéré, d'où la pensée d'établir un droit plus largement protecteur. On a pu céder sur ce point et diminuer la protection, mais il ne résulte pas de là que le Ministre ait mis à néant des calculs qui prouvent, comme ceux que je viens de présenter, qu'il existe chez vous une véritable prime.

M. LE PRÉSIDENT engage M. Ozenne à rédiger à cet égard une note qui

serait remise à MM. les délégués, et à laquelle ils pourraient répondre également par écrit, s'ils le jugeaient convenable.

M. OZENNE promet de rédiger cette note, dont les éléments se trouvent déjà dans la réponse qui a été faite, en septembre dernier, aux réclamations présentées alors par lord Cowley.

M. OGILVIE fait remarquer qu'en France on raffine en très-grande partie des sucres de premier type, avec lesquels on obtient des mélis, tandis que cela n'a pas lieu en Angleterre?

M. OZENNE répond que c'est par la raison toute simple qu'en France on n'accorde le drawback qu'aux sucres raffinés d'une certaine qualité, tels que les mélis ou les lumps, tandis qu'il n'en est pas de même en Angleterre, où il existe quatre drawbacks.

M. AMÉ. Le drawback étant calculé de telle sorte qu'il équivaut au droit payé sur 130 kilogrammes de certains sucres, les raffineurs anglais doivent souvent employer les sucres de bonne qualité et non les plus défectueux pour obtenir les raffinés destinés à l'exportation.

M. OGILVIE. Les renseignements recueillis nous prouvent qu'il n'en est pas ainsi.

M. MALET. On a constaté, au contraire, à cet égard dans la dernière enquête faite en Angleterre des faits très-curieux.

Il cite des séries de chiffres qui établissent que l'on arrive parfois à n'obtenir en raffiné que des quantités très-faibles, au-dessous même de 35 p. o/o.

M. OZENNE dit qu'il avait connaissance de ces faits, ayant lu très-attentivement l'enquête qu'il a fait traduire; mais que de tels résultats doivent tenir à des causes spéciales, car il est impossible d'admettre que les raffineurs anglais, qui sont tout aussi habiles que les nôtres, ne puissent pas obtenir les mêmes rendements.

M. OGILVIE. C'est, cependant, ce qui résulte d'expériences répétées et de renseignements pris aux meilleures sources.

M. MALET. En définitive, une preuve pour nous que le drawback anglais ne donne pas prime, ressort du chiffre de nos exportations en sucres raffinés qui n'a aucune importance, et n'est pas en rapport avec celui des autres pays. Il en serait nécessairement autrement s'il y avait avantage à exporter.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître que, d'après un renseignement obtenu de l'un de nos principaux raffineurs, les sucres les moins riches donnent au moins 73 p. o/o en raffiné.

M. MALET. C'est possible en France, en raison des sucres qui y sont

importés, mais il n'en est pas de même pour tous ceux que l'on reçoit en Angleterre.

M. OZENNE. En tous cas, si nous acceptons les types, et c'est notre intention, nous serons tous alors placés dans les mêmes conditions.

M. LE PRÉSIDENT lève la séance à 3 heures, et la suite des conférences est renvoyée au lundi 30 mars, à midi.

Et ont signé :

BARBIER, *président.*

OGILVIE.

DESROCHES, *secrétaire.*

UYTTENHOOVEN.

FISCO.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire,

1^{re} ANNEXE.

RÉPONSES

DE MM. LES DÉLÉGUÉS DE L'ANGLETERRE

AU QUESTIONNAIRE QUI LEUR AVAIT ÉTÉ REMIS

DANS LA CONFÉRENCE DU 24 MARS 1863.

1. Les sucres bruts destinés aux raffineries doivent toujours préalablement payer les droits d'entrée.
2. Il n'y a ni crédit ni escompte.
3. Il n'existe point de droit différentiel de provenance ou de pavillon sur les sucres à l'entrée.
4. Le sucre de toute espèce est admissible au même droit.
5. Les conditions de drawback sont les mêmes pour tous les sucres, sans rapport à la matière végétale dont ils sont fabriqués.
6. Le drawback n'est payé qu'après l'exportation effective sur les sucres destinés au commerce, mais pour les sucres pour l'avitaillement des vaisseaux, ou pour sucrer les alcools britanniques en entrepôts, pour l'exportation, le drawback est payé après l'admission en entrepôt. Pour obtenir le drawback, on n'a pas à représenter des quittances des droits d'entrée, et il n'y a point de délai déterminé.
7. La législation n'a pas entendu accorder de prime. L'intention a été de rembourser seulement les droits d'entrée.
8. La consommation dans le Royaume-Uni a été, pendant l'année 1862 :

	Quint, anglais.		kilog.
Raffiné.....	269,640	ou	13,482,000
Terré blanc.....	54,953		2,747,650
Terré brun.....	3,582,379		179,118,950
Inférieur ou terré brun.....	5,810,155		290,507,750

9. En comparant les sucres importés à des types déterminés par la trésorerie, sous acte du Parlement, et renouvelés de temps en temps en conférant avec la douane et les commerçants.

10. Il n'y a pas de compte-rendu de la répartition de la consommation intérieure entre les sucres raffinés et les sucres bruts, mais on peut l'estimer au moins aux trois quarts pour les raffinés et un quart pour les bruts.

11. Les proportions dans lesquelles s'exportent les raffinés de la 3^e et de la 4^e catégorie sont très-petites, mais variables.

Dans l'année 1861, la 3 ^e ne dépassait pas.....	8 p. o/o
La 4 ^e	12 p. o/o
1862, la 3 ^e	2 p. o/o
La 4 ^e	8 p. o/o

12. La loi ne parle pas des tares, et l'importateur a toujours le choix de dépoter les sucres pour avoir les tares nettes.

Pour les sucres des Indes occidentales, les tares ont été réglées par la trésorerie comme il suit :

Pour les barriques qui pèsent 400 kilog. et moins de 600 kilog. tare.....	50 kilog.
600 kilog. et moins de 750 kilog. tare.....	68 kilog.
750 kilog. et moins de 850 kilog. tare.....	75 kilog.
850 kilog. et plus..... tare.....	88 kilog.

et pour les futailles qui ne pèsent pas 400 kilog. 12 p. o/o.

On fait très-peu usage de ces tares.

Pour les sucres provenant de la Barbade, les tares ont été réglées en 1859, suivant la grandeur des barriques, c'est-à-dire,

Pour ceux qui ont le fond de 35 à 36 pouces de diamètre.....	81 kilog.
37 à 38.....	87 kilog.
39.....	90 kilog.
40.....	93 kilog.
plus de 40.....	103 kilog.
27.....	53 kilog.
28 à 29.....	56 kilog.
30.....	63 kilog.
31.....	69 kilog.
32 à 34.....	72 kilog.

Pour tous les autres emballages les tares sont déterminées en les pesant.

2^e ANNEXE.

RÉPONSES

DE MM. LES DÉLÉGUÉS DES PAYS-BAS

AU QUESTIONNAIRE QUI LEUR AVAIT ÉTÉ REMIS

DANS LA CONFÉRENCE DU 24 MARS 1863.

1. Les sucres bruts destinés aux raffineries sont placés, dans les Pays-Bas, sous le régime de l'admission temporaire.

Les droits sont pris en charge au compte des raffineurs au moment de l'importation. Les raffineurs jouissent d'un crédit de 5 mois si les droits n'excèdent pas 150,000 florins des Pays-Bas. Pour l'excédant le crédit est limité au terme de 2 mois. A la décharge desdits comptes sont portés les drawbacks pour les sucres raffinés, exportés ou mis en entrepôt.

2. La législation néerlandaise n'admettant pas l'escompte des droits, ceux-ci sont payés à l'expiration des termes de crédit.

3. Aucun droit différentiel de provenance ou de pavillon n'existe dans les Pays-Bas.

4. Le sucre de betterave est admissible absolument au même droit que les sucres de canne.

5. Il est soumis aux mêmes conditions de drawback.

6. La décharge du compte des raffineurs (drawback) a lieu au moment de la mise en entrepôt.

7. Aucune prime n'est accordée, indépendante du drawback fixé par la loi, c'est-à-dire indépendante de la somme avec laquelle le compte du raffineur est déchargé à l'exportation du sucre raffiné; mais cette somme étant calculée d'après un rendement trop inférieur, contient une prime dont il est impossible d'évaluer le taux.

17. Le nouveau tarif des douanes du 15 août 1862 a supprimé le droit d'entrée de 42 centimes.

18. Le droit d'accise est de 22 florins des Pays-Bas les 100 kilog., ou de 46 fr. 20 cent. au cours de 210 francs les 100 florins.

19. Les tares légales sont de :

18 p. o/o pour caisses de Rio-Janeiro, Fernambouc et Indes-Orientales.

13 p. o/o pour caisses de la Havane.

15 p. o/o pour caisses d'ailleurs.

14 p. o/o pour futailles.

10 p. o/o pour les canastres et les crandjangs.

5 p. o/o pour emballages en cuir, nattes, toiles, paniers, etc.

L'importation du sucre se faisant principalement dans les Pays-Bas en crandjangs, ou en canastres, on a constaté que pour ceux-ci les tares réelles varient presque toujours de 7 1/2 à 8 1/2 p. o/o. Pour les caisses et autres emballages, les tares légales des Pays-Bas ne paraissent pas surpasser la réalité autant que pour les crandjangs et les canastres; souvent même la tare légale s'est trouvée, pour les caisses, inférieure à la tare réelle.

Cependant, comme les renseignements précédents, que les commissaires des Pays-Bas ont reçus avant de partir, présentent une grande différence avec les tares légales de la loi française, et que M. le Président des conférences a déclaré, dans la première séance, que le commerce français demandait rarement la vérification des sucres et se soumettait aux tares légales, les commissaires des Pays-Bas viennent de demander des renseignements plus précis à ce sujet à leur gouvernement.

RÉPONSES

DE MM. LES DÉLÉGUÉS DE LA BELGIQUE

AU QUESTIONNAIRE QUI LEUR AVAIT ÉTÉ REMIS

DANS LA CONFÉRENCE DU 24 MARS 1863.

1. Les sucres importés peuvent être déclarés pour l'entrepôt, le transit ou la consommation. Dans ce dernier cas, les droits sont payés comptant, ou inscrits en charge dans un compte de crédit à terme. Ce compte est ouvert aux négociants et aux raffineurs, moyennant caution.

Les négociants obtiennent un crédit de 3 ou de 6 mois, lorsque la somme n'est pas supérieure à 1,000 francs, et de 3, 6 ou 9 mois lorsqu'elle dépasse ce chiffre; le compte ne peut être apuré que par le paiement des droits.

Pour les raffineurs le crédit est de 6 mois lorsque la quantité de sucre brut inscrite au compte depuis le 1^{er} janvier reste en-dessous de 400,000 kilogrammes; il est seulement de 4 mois pour toute quantité plus forte. Le compte peut être apuré: 1^o par paiement de la taxe; 2^o par exportation ou par mise en entrepôt de sucre brut ou raffiné.

2. Il n'est point alloué d'escompte, même lorsque le paiement des taxes a lieu avant l'échéance des termes de crédit indiqués plus haut.

3. Pour les sucres bruts il n'existe aucun droit différentiel à l'entrée.

Le tarif général fixe à 114 francs par 100 kilogrammes le droit d'entrée pour les sucres raffinés; ce droit est réduit à 63 francs pour les produits des pays auxquels le régime du traité franco-belge est applicable.

4. Les sucres bruts étrangers sont passibles d'un droit de douane de 1 fr. 20 cent. par 100 kilogrammes, dont le sucre de betterave indigène est affranchi; le droit d'accise est uniforme pour tous les sucres.

5. Oui, sauf la différence de rendement légal, qui résulte de ce que le sucre de betterave indigène n'est pas soumis aux droits de douane de 1 fr. 20 cent.

6. Le drawback n'étant alloué que dans le cas où le crédit pour les droits n'est pas échu, il n'y a jamais restitution de droits, mais une simple déduction au compte. La déduction est opérée au moment de l'exportation ou du dépôt du sucre en entrepôt.

Lorsque le sucre déposé en entrepôt est ultérieurement déclaré pour la consommation, il est passible d'une taxe égale au drawback.

7. En principe non, et dès lors on n'a pas eu à faire l'évaluation du montant de la prime. Cependant le drawback renferme une certaine prime, bien que les changements apportés successivement à la législation aient eu pour but de rapprocher, autant que possible, le rendement légal du rendement réel.

13. Non.

14. En 1862, il a été exporté avec drawback :

Candis.....	1,711,321 kilogrammes, ou	8. 5 o/o
Mélis et lumps.....	18,437,968 kilogrammes, ou	91. 4
Cassonade.....	22,398 kilogrammes, ou	0. 1
	<hr/>	<hr/>
	20,171,687 kilogrammes, ou	100. 0
	<hr/>	<hr/>

15. Les raffineries n'étant pas soumises à l'exercice, l'Administration ignore quelle est la quantité de sucre candi produite et la quantité consommée dans le pays.

En Belgique ce sucre est principalement employé avec les boissons chaudes par les classes moyennes de la population.

16. Ainsi qu'on l'a dit en répondant à la 6^e question, le drawback contient encore une certaine prime, qui a pour effet d'absorber une partie de l'impôt d'autant plus forte que l'exportation s'accroît davantage.

La loi, en vue d'assurer l'intérêt du Trésor, oblige les raffineurs à garantir le paiement d'un minimum de revenu fixé, d'après l'importance actuelle de la consommation, à six millions de francs par année. Ce minimum s'accroît, d'ailleurs, dès que la moyenne de la consommation, pendant trois années consécutives, dépasse de 500,000 kilogrammes le chiffre de 16,860,000 kilogrammes, qui a servi de base au minimum.

Le décompte entre l'État et les raffineurs admis au bénéfice du drawback est établi à la fin de chaque trimestre, et le déficit éventuel de recette est soldé par les raffineurs au prorata des prises en charge non échues qui figurent dans les comptes de crédit à termes.

S'il arrivait que les prises en charge fussent insuffisantes pour combler le déficit du minimum de revenu, le manquant ou le découvert serait payé par les raffineurs proportionnellement aux décharges obtenues par eux pendant le dernier trimestre, et la somme payée de ce chef serait inscrite par anticipation au crédit des comptes.

Comme le manquant dont on vient de parler aurait évidemment pour cause l'action absorbante de la prime, la loi dispose que : si deux trimestres consécutifs présentent chacun un manquant de plus de 500,000 francs, le drawback sera ré-

duit de un franc par 500,000 francs du découvert constaté à la fin du second trimestre. Tout manquant ultérieur donne lieu à une nouvelle réduction de 25 centimes par chaque somme de 100,000 francs existant en moins dans les comptes des raffineurs.

On voit que dans ce système le revenu est parfaitement assuré; à mesure que l'exportation se développe au point de compromettre l'intérêt du Trésor public, la prime subit une réduction par le relèvement du rendement légal, et l'équilibre se rétablit par le jeu naturel de la loi.

4^e ANNEXE.

NOTE

REMISE PAR MM. LES DÉLÉGUÉS

DE L'ANGLETERRE.

LÉGISLATION ANGLAISE SUR LES SUCRES.

Les droits d'entrée sont pour le sucre :

	Par quintal anglais.	Par 100 kilog.
Candi brun ou blanc, raffiné ou assimilé au raffiné..	18 ^{sh} 04 ^d	44 ^f 95 ^c
Terré blanc, ou assimilé au terre blanc, non raffiné et non assimilé au raffiné.....	16 00	40 00
Moscouade blond et terre brun ou sucre assimilé au moscouade blond ou terre brun, non égal au terre blanc.....	13 10	34 64
Moscouade brun ou autre sucre non égal en rapport à qualité au moscouade blond ou terre brun.....	12 08	31 64
Jus de canne (dit mélado).....	10 04	25 80
Mélasses.....	05 00	12 50

Ces droits s'appliquent aux sucres de canne, de betterave, d'érable et de toute autre sorte, sans distinction de provenance ou de pavillon. Les sucres qui entrent sous la dernière catégorie sont de la même qualité que ceux qui sont connus comme n^{os} 1 à 9 des types hollandais.

La catégorie plus haute de 13 sh. 10 d. comprend les n^{os} 10 à 14; les n^{os} 15 à 18 vont dans la seconde catégorie de 16 shellings et les n^{os} 19 et 20 rentrent comme raffinés à 18 sh. 04 d.

Les droits sont acquittés, si les sucres sont destinés à la consommation dans le Royaume-Uni, au choix de l'importateur, au moment de l'importation, ou de la sortie des entrepôts; et, dans ce dernier cas, les droits ne sont perçus que pour la quantité extraite des entrepôts. Les sucres qui sont expédiés à l'étranger ne payent pas.

Les importations du sucre dans le Royaume-Uni ont été :

Raffiné et candi :

1860.....	345,011 cwts. ou	17,250,550 kil.
1861.....	245,854	12,292,500
1862.....	324,462	16,223,100

Non raffiné :

1860.....	8,817,277 cwts. ou	440,863,850 kil.
1861.....	10,399,405	519,970,250
1862.....	9,889,964	494,498,200

La consommation a été dans les mêmes années :

Raffiné et candi :

1860.....	266,074 cwts. ou	13,303,700 kil.
1861.....	244,731	12,236,550
1862.....	269,640	13,482,000

Non raffiné :

1860.....	8,695,333 cwts. ou	434,766,650 kil.
1861.....	9,156,034	457,801,700
1862.....	9,447,487	472,374,350

Les droits perçus ont été :

Raffiné et candi :

1860.....	248,895 cwts. ou	6,097,375 fr.
1861.....	224,339	3,608,475
1862.....	247,172	6,179,300

Non raffiné :

1860.....	5,718,008 cwts. ou	142,950,200 fr.
1861.....	6,030,561	150,764,025
1862.....	6,201,243	155,031,075

Les exportations de sucre raffiné britannique ont été :

1860.....	84,722 cwts. ou	4,236,100 kil.
1861.....	141,659	7,082,950
1862.....	214,215	10,710,750

Les remboursements à titre de drawback ont été :

1860.....	82,987 sh. ou	2,074,675 fr.
1861.....	118,379	2,959,465
1862.....	150,000 (estime)	3,750,000

Les drawbacks et les droits s'appliquent également aux sucres indigènes; mais c'est très-rarement en Angleterre qu'on cultive les plantes qui produisent le sucre.

5^e ANNEXE.

NOTE

REMISE PAR MM. LES DÉLÉGUÉS
DE L'ANGLETERRE.

LÉGISLATION ANGLAISE SUR LES SUCRES.

Drawback.

Pour chaque quintal anglais (50 kil.) de sucre raffiné effectivement exporté à l'étranger, la douane paye selon les qualités suivantes :

Sucres raffinés, en pains entiers, ou lumps parfaitement raffinés, parfaitement clarifiés et entièrement séchés à l'étuve, et d'une blancheur partout uniforme.	17 ^{sh} 2 ^d
Sucre candi.	41 ^f 45 ^c p. 100 kil.
Sucre raffiné par la machine centrifuge, ou par autres procédés, non inférieur au type n° 3.	
Si on désire expédier le sucre ci-dessus pilé, le sucre doit être vérifié préalablement par les douaniers, et mis en futailles en la présence des officiers.	16 ^{sh} 4 ^d
Sucre raffiné non séché à l'étuve, pilé, écrasé ou brisé, non inférieur au type n° 1, et ne contenant pas plus de 5 p. o/o d'eau au-dessus de ce qu'il aurait contenu, s'il eut été séché à l'étuve.	20 ^f 40 ^c p. 100 kil.
Bâtard ou sucre raffiné, non séché à l'étuve, en morceaux, pilé, en poudre ou écrasé, non inférieur au type n° 2.	15 ^{sh} 1 ^d 18 ^f 85 ^c p. 100 kil.
Bâtard ou sucre raffiné, inférieur au type n° 2.	12 ^{sh} 8 ^d 15 ^f 85 ^c p. 100 kil.

6^e ANNEXE.

DEMANDES

FAITES PAR MM. LES DÉLÉGUÉS ANGLAIS.

1. Quelles sont les quantités de sucre brut de canne importées en France et de quels pays ?
2. De quelle qualité sont les sucres bruts importés en France ?
3. Quelles sont les quantités de sucre de betterave importées en France ?
4. Quelles sont les quantités de sucre de betterave prises en charge au compte des fabricants français ?
5. Ce compte s'apure-t-il seulement par les déclarations en consommation et par les exportations à l'étranger, ou également par décharge pour mélasses et sucres imparfaits sans paiement de droit ?
6. Quelles sont les quantités de sucres de betterave français déclarées en consommation et celles exportées ? Ces dernières jouissent-elles d'un drawback ? Et lequel ?
7. Quel est le taux des droits pour les sucres de betterave français ?

RÉPONSES

FAITES PAR L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES DOUANES

ET DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES

AUX DEMANDES DE MM. LES DÉLÉGUÉS ANGLAIS.

1^o QUANTITÉS DE SUCRE BRUT IMPORTÉES EN FRANCE, EN 1862.

PROVENANCES.		COMMERCE GÉNÉRAL.	COMMERCE SPÉCIAL.
		kilog.	kilog.
Colonies françaises.....	Guadeloupe.....	30,899,000	28,086,000
	Martinique.....	29,137,000	26,310,000
	Réunion.....	50,563,000	47,860,000
	Sainte-Marie.....	1,622,000	1,985,000
	Cayenne.....	249,000	184,000
	TOTAL.....	112,470,000	104,425,000
Pays étrangers.....	Angleterre.....	10,000	8,000
	Belgique.....	515,000	229,000
	Ile Maurice.....	29,253,000	29,122,000
	Brésil.....	26,346,000	19,608,000
	Cuba.....	69,159,000	56,405,000
	Autres pays.....	3,884,000	3,310,000
TOTAL.....		129,167,000	108,682,000
TOTAL GÉNÉRAL.....		241,637,000	213,107,000

2^o La législation actuelle ayant supprimé les types, l'administration n'a aucun moyen de répondre à cette question. Elle peut seulement faire remarquer que

l'égalité des droits quelle que soit la nuance des sucres, est pour les raffineurs un encouragement à employer des produits de qualité supérieure.

Si l'on se reporte à 1859, année qui a précédé celle de l'établissement d'un droit uniforme sans acception de nuance, on voit qu'il avait été importé, savoir :

Sucres du 1^{er} type et nuances inférieures :

Des colonies françaises.....	92,873,000 kil.
De l'étranger.....	59,245,000

Sucres au-dessus du type :

De Belgique.....	41,000
Des colonies françaises.....	416,000
De l'étranger.....	404,000

3° Les relevés statistiques de l'administration ne distinguent pas, à l'importation, entre les sucres de canne et les sucres de betterave : mais on peut admettre que les chiffres indiqués d'autre part pour les importations de Belgique représentent la quantité maximum de sucre de betterave qui a pu être importée.

4° Les quantités prises en charge au compte des fabricants de sucre indigène, pendant la campagne de 1861-1862, s'élèvent, y compris les excédants, à 146,414,880 kilogrammes.

5° Le compte des fabricants exercés s'apure :

1° Par la sortie des quantités livrées à la consommation avec paiement du droit ;

2° Par la décharge des quantités expédiées sur les entrepôts réels et sur les raffineries (décret du 3 octobre 1861) ;

3° Par les exportations à l'étranger ;

4° Par la décharge, à raison de 5 p. o/o, du sucre contenu dans les mélasses épuisées livrées à la distillation.

6° Quantités de sucres de betterave déclarées pour la consommation...	133,351,000 kil.
_____ exportées.....	8,373,000

(ANNÉE 1862.)

Les exportations ne portent que sur des sucres bruts. Les raffinés de betterave ne sont pas admis au drawback.

7° 42 francs, y compris les décimes, pour les sucres bruts ; et le dixième en sus pour les raffinés, soit 46 fr. 20 cent.

DEMANDES

FAITES PAR MM. LES DÉLÉGUÉS DE LA BELGIQUE.

1. En Belgique, les pains de sucres destinés à être exportés en colis sont préalablement introduits dans l'entrepôt pour être emballés en présence des employés.

On agit de même à l'égard des sucres exportés en poudre ou en morceaux. Les pains sont introduits dans l'entrepôt et ensuite pilés ou concassés et emballés sous la surveillance permanente de la douane.

Quel est le régime suivi à cet égard dans les trois autres pays, et quelles précautions sont prises pour prévenir les abus?

2. Les mesures de surveillance pour les prises en charge à la défécation sont-elles les mêmes dans les fabriques exercées et dans les fabriques abonnées?

Les employés sont-ils établis en permanence dans les unes et dans les autres?

RÉPONSES

FAITES PAR L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES DOUANES

ET DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES

AUX DEMANDES DE MM. LES DÉLÉGUÉS DE LA BELGIQUE.

1° Les sucres destinés à l'exportation sous bénéfice du drawback doivent être présentés au bureau des douanes en pains entiers.

Le drawback se calcule sur le poids net effectif sans allocation d'aucune tare. On procède à la vérification de ce poids, en constatant celui des enveloppes par une série d'épreuves faites sur un certain nombre de pains désignés à cet effet par le chef du service de la visite.

L'embarquement s'opère immédiatement après la vérification, sans que les sucres cessent d'être sous les yeux des agents des douanes.

Il peut être sursis, sur la demande du commerce, à l'exportation des sucres raffinés à l'égard desquels toutes les formalités prescrites ont été remplies, à la condition de les déposer en entrepôt.

Les sucres peuvent être réduits en poudre.

A défaut d'emplacement dans les magasins de la douane, où cette opération se pratique d'habitude, elle a lieu dans un magasin particulier, établi de manière à ce que la surveillance y soit facile, et préalablement agréé par le service. Présentés en pains, afin que la qualité puisse en être facilement reconnue, les sucres doivent être soumis dans un local aux vérifications réglementaires, et pulvérisés ensuite en présence des employés; à l'issue de l'opération le poids est de nouveau constaté.

Quand l'exportation doit avoir lieu par mer, les sucres pilés sont renfermés dans des tonneaux, caisses ou sacs et immédiatement embarqués, sans être perdus de vue par le service. En cas de transport par terre, ils doivent être placés dans des boucauts et soumis au double emballage et au double plombage. Toutefois, lorsque

les boucauts sont confectionnés avec soin et solidité, et qu'un papier fort collé intérieurement sur les douves peut s'opposer au tamisage, on n'exige que le simple emballage et le simple plombage, sauf à faire accompagner chaque envoi d'un échantillon plombé.

2^e Les procédés d'exercice sont les mêmes pour la prise en charge à la défécation dans toutes les fabriques; seulement la surveillance est plus fortement organisée dans les fabriques abonnées où tout repose sur cette prise en charge. C'est ainsi que deux agents, au lieu d'un, sont placés auprès des appareils de défécation, et qu'ils procèdent, contradictoirement et au moyen d'instruments distincts, à la constatation du degré des jus.

Les employés sont établis en permanence dans les fabriques abonnées pendant la durée des défécations; et pendant toute la campagne dans les fabriques ordinaires.

TROISIÈME CONFÉRENCE.

30 MARS 1863.

Sont présents :

M. le PRÉSIDENT,

MM. les DÉLÉGUÉS,

Le SECRÉTAIRE.

La conférence est ouverte à midi.

Le procès-verbal de la 2^e séance est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT demande à MM. les Délégués des Pays-Bas s'ils ont reçu les renseignements qu'ils attendaient de leur Gouvernement, en ce qui touche la question des tares. Sur leur réponse négative, il fait remarquer que le moment lui paraît venu d'aborder l'examen et la discussion des deux questions que la conférence est chargée de résoudre.

Nous sommes tous, dit M. le Président, des hommes pratiques et non des théoriciens; nous devons donc être prêts à nous faire mutuellement les concessions qui seraient de nature à faciliter l'entente commune. Les Délégués français sont disposés à entrer dans cette voie en ce qui concerne le drawback. Nous pensions qu'il était préférable d'en avoir un seul, ainsi que cela a lieu en France; mais puisque vous êtes, Messieurs, d'un avis opposé, et afin d'ailleurs de ne pas modifier les habitudes existantes, nous nous rangerons à votre opinion à cet égard, et adopterons plusieurs drawbacks, sauf à discuter quel sera leur nombre, s'il devra être seulement de trois, ou s'il conviendra de le fixer à quatre, comme paraît le désirer l'Angleterre.

A l'égard des tares, M. le Président propose de faire constater immédiatement dans nos grands ports, à Marseille, à Bordeaux, à Nantes, au Havre, les poids réels des divers emballages qui servent au transport des sucres bruts, afin de s'assurer si les tarés légales en France sont inférieures aux tares réelles, ainsi que le croient MM. les Délégués des Pays-Bas. Il recommanderait spécialement de faire établir, d'une manière positive, le poids des canastres, à l'égard duquel il y a désaccord.

MM. les Délégués étrangers pourront demander que des expériences

semblables aient lieu dans leurs pays : on aura ainsi des renseignements positifs, recueillis simultanément, et qui établiront sans doute que les emballages des sucres expédiés des mêmes pays ont le même poids, quel que soit leur lieu de destination.

M. OZENNE fait remarquer qu'il doit en être nécessairement ainsi : en effet, si les emballages devaient varier selon les pays auxquels les sucres sont destinés, on ne s'exposerait pas à faire partir des pays hors d'Europe des navires sans destination fixe, qui viennent prendre des ordres dans les ports anglais, pour se rendre ensuite là où le marché leur assure les chances de vente les plus avantageuses.

M. LE PRÉSIDENT annonce à la Conférence qu'afin de hâter et de faciliter ses travaux autant que possible, il a rédigé, de concert avec M. Ozenne, un projet qui n'a rien d'absolument arrêté, qui n'a même aucun caractère officiel, car les ministres compétents n'en ont pas connaissance, et qui, dès lors, doit être considéré seulement comme pouvant servir de point de départ à la discussion; ce sont, en un mot, des bases indiquées, mais non offertes.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de ce projet, et l'accompagne d'explications sur chacun des articles dont il se compose, ainsi que sur le point de vue auquel M. Ozenne et lui se sont placés pour en adopter la rédaction.

Il est décidé que des copies de ce projet seront remises à MM. les Délégués pour qu'ils puissent l'examiner avant la discussion.

M. UYTENHOVEN demande si l'on a indiqué ou recherché quel est en France le rapprochement entre le drawback et les droits.

M. LE PRÉSIDENT. En déterminant un rendement proportionnel pour tous, nous nous trouverons dans les mêmes conditions. Quant aux droits, chaque pays restera maître de les fixer selon ses besoins.

Ce que nous pourrions établir d'une manière positive, c'est la tare à accorder : c'est, du reste, un point sur lequel nous devons nous mettre d'accord avec la Belgique, aux termes de notre traité avec elle. Nous y arriverons probablement aussi avec les Pays-Bas, de sorte que je ne prévois d'observations sérieuses que de la part de l'Angleterre, attendu qu'elle n'admet pas le système des tares légales.

M. MALET. La question, en ce qui touche la prime qui peut exister dans le drawback, me paraît rendue fort simple, pour l'Angleterre, en présence de la note que M. Ozenne nous a fait remettre. Mais nous n'avons pas arrêté encore la réponse que nous nous proposons d'y faire. A l'égard de l'établissement d'un drawback réel, je crois qu'il sera plus difficile de s'entendre.

M. LE PRÉSIDENT. Nous ne saurions prétendre qu'à une appréciation aussi exacte que possible, sans pouvoir espérer une réalité absolue : or, il me semble qu'à cet égard il doit être assez facile de nous mettre d'accord.

M. MALET. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour y arriver.

M. OZENNE. La solution de la question ne présente pas autant de difficultés qu'on pourrait le supposer au premier abord. Si, comme je le pense, on arrive à s'entendre pour l'adoption d'un système identique de perception de l'impôt du sucre, c'est-à-dire sur l'établissement des trois types, on sera dans les mêmes conditions relatives. Aujourd'hui, qu'arrive-t-il ? Chacun des quatre pays concurrents cherche à rapprocher les bases de son rendement légal de celui qui existe chez ses voisins, afin de limiter les sacrifices de trésorerie. Ce que nous proposons, c'est de porter le rendement à un chiffre assez élevé pour que ce sacrifice disparaisse. Mais il est évident que les termes de la concurrence resteront les mêmes, seulement, je le répète, sans que le Trésor fasse les frais de cette concurrence. En résumé c'est une question fiscale bien plus qu'une question économique et commerciale que nous avons à régler.

M. LE PRÉSIDENT. Il est évident, qu'en fait, nous voulons arriver à ce que la concurrence soit possible pour tous, mais sans grever pour cela le Trésor public.

M. UYTENHOVEN demande si les délégués français sont fixés sur le choix des types à adopter.

M. LE PRÉSIDENT répond que les types lui paraissent devoir être formés des qualités servant le plus ordinairement de base aux transactions du commerce. Il ajoute que la France ne saurait penser à abaisser les droits actuels de son tarif.

M. MALET remet à M. le Président une note qui contient une série de questions auxquelles M. le Président promet de faire répondre par son administration.

Une conversation s'engage au sujet des fonctions et des pouvoirs des commissaires experts du Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT explique la différence qui existe entre ces experts et ceux appelés, en vertu des traités avec l'Angleterre et la Belgique, à estimer les marchandises imposées à la valeur. Les premiers sont des juges dont les décisions sont sans appel, les autres sont de simples experts commerciaux.

Un des membres de la conférence ayant demandé quelles sont les fonctions du Comité consultatif des arts et manufactures, et si ses décisions peuvent réformer celles prises par les commissaires experts du Gouvernement. M. le Président donne à cet égard les explications réclamées.

C'est une sorte de commission composée de savants, de négociants, de membres de la haute administration, même des conseillers d'État, appelée à étudier les questions se rattachant à l'interprétation du tarif ou à la législation. Aussi ces décisions, formulées sous forme d'avis, font-elles jurisprudence.

Une conversation s'engage ensuite au sujet des fabriques de sucre indigène, et de la surveillance dont elles sont l'objet.

M. LE PRÉSIDENT entre à cet égard dans des explications détaillées : il fait ressortir la différence des régimes appliqués aux fabriques abonnées et à celles qui ne le sont pas.

M. MALET demande pourquoi on ne ferait pas pour les raffineries ce que l'on fait pour les fabriques non abonnées, ce qui éviterait le drawback.

M. LE PRÉSIDENT. Ce que vous proposez, ce serait d'adopter le système du raffinage en entrepôt, auquel vous avez renoncé en Angleterre.

M. UYTENHOVEN demande si, dans les fabriques non abonnées, ce sont les employés qui fixent les heures du travail.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître et explique le mécanisme de la surveillance, qui est incessante, tant au point de vue de la fabrication à l'intérieur de l'usine qu'à l'égard de celle exercée à l'extérieur par les agents du service actif, pour arrêter les enlèvements frauduleux qui pourraient être tentés.

A l'égard des fabriques non abonnées, on ne calcule pas seulement les droits à percevoir sur la densité du sucre et sur sa quantité. On l'exige sur tous les sucres obtenus, et, dès lors, sur tous les excédants de fabrication constatés en fin de compte.

M. AMÉ fait connaître qu'il résulte des documents officiels de l'Administration que ces excédants ont, dans certaines années, atteint jusqu'à 6 à 7 p. o/o de la fabrication.

M. OGILVIE demande quelle est la différence qui existe entre la prime liquidée et celle payée.

M. LE PRÉSIDENT l'explique. Il fait remarquer que la prime étant acquise seulement après l'exportation, elle n'est payée qu'alors que le passage à l'étranger a été constaté.

M. UYTENHOVEN demande comment se calculent les droits pour les fabriques non abonnées : si on leur fait payer non-seulement pour les excédants constatés, mais aussi pour les bas produits. Il annonce qu'une loi pour les atteindre et les assujettir à l'impôt va être rendue dans les Pays-Bas.

M. AMÉ établit ce qui a lieu à cet égard. Il explique que les sucres ache-

vés payent le droit intégral, quel que soit leur degré de pureté, que les mélasses ne peuvent être extraites qu'à destination des distilleries, et qu'elles donnent lieu, dans ce cas, à une inscription en décharge dans la proportion de 5 p. o/o de leur poids.

M. UYTENHOVEN demande comment on procède lorsque l'on a des manquants.

M. LE PRÉSIDENT fait connaître les résultats des vérifications opérées pendant plusieurs années dans les fabriques exercées ; il en fait ressortir les variations assez sensibles quant au chiffre des produits obtenus. En définitive, on est arrivé presque toutes les campagnes à constater que le jus avait donné un rendement supérieur à celui que l'on devait attendre d'après sa densité.

Il est donc très-rare que nous ayons à constater des manquants, et comme, d'une part, on peut se rendre compte des causes accidentelles auxquelles ils sont dus ; comme, d'autre part, la surveillance est constante, et que l'Administration n'a généralement aucun motif de suspecter le zèle et la vigilance de ses agents, elle se montre le plus ordinairement conciliante dans les décisions qu'elle est appelée à prendre.

M. GUILLAUME. En Belgique, le fabricant n'a pas le choix, c'est pour lui une obligation de s'abonner, et nous ne lui accordons rien pour les manquants.

M. LE PRÉSIDENT. Cela se conçoit ; mais il en résulte que vos fabricants abonnés bénéficient, car ils ne sont pas moins habiles que les nôtres, et doivent, comme eux, obtenir des excédants ; et cependant on ne réclame l'abonnement en France que pour les fabriques très-bien outillées.

La séance est levée à 2 heures, et la conférence s'ajourne au jeudi 2 avril, à midi.

Et ont signé :

BARBIER, *président.*

OGILVIE.

DESROCHES, *secrétaire.*

UYTENHOVEN.

FISCO.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire,

1^{re} ANNEXE.

PROJET DE CONVENTION

REMIS

PAR M. LE PRÉSIDENT A MM. LES DÉLÉGUÉS ÉTRANGERS.

TARIF DES SUCRES.

ARTICLE PREMIER.

La perception des droits sur les sucres bruts de toute origine aura lieu d'après trois types.

L'écart entre chaque type ne devra pas dépasser 3 ou 4 francs.

ART. 2.

Le droit sur le sucre raffiné sera de 1/10^e en sus du droit applicable aux sucres du 1^{er} type.

ART. 3.

Le droit sur les mélases ne devra pas dépasser le tiers du droit afférent au sucre brut.

ART. 4.

Les tares seront uniformes dans les quatre pays, et se rapprocheront autant que possible de la réalité.

ART. 5.

Pour les sucres candis, 15 p. 0/0 en sus du droit afférent aux sucres du 1^{er} type.

Pour les sucres mélis et lumps, 10 p. 0/0 en sus du droit applicable au sucre du 1^{er} type.

Pour les sucres en cassonades ou pour les sucres dits *bastardes*, droit du sucre afférent au 3^e type.

2^e ANNEXE.

QUESTIONS

POSÉES

PAR MM. LES DÉLÉGUÉS ANGLAIS.

- 1° Comment distingue-t-on les sucres raffinés des non raffinés?
- 2° Quels sont les droits sur les sucres bruts dont les produits ne sont pas admissibles au drawback?
- 3° Quels sont les droits sur les sucres raffinés importés des colonies françaises et des pays étrangers sous pavillons français et étranger?
- 4° Quels sont les droits sur les mélasses?
- 5° Quels sont les types de nuance reconnus par la douane française?
- 6° Quel est le régime en vigueur pour l'exportation des sucres de betterave de la France?
- 7° Quel est le tonneau d'affrètement, et comment les droits de cette espèce s'appliquent-ils aux sucres?
- 8° Le raffinage est-il permis dans les mêmes usines que celles qui sont destinées à la fabrication des sucres bruts?
- 9° Quel est le nombre des fabriques de sucre abonnées ou exercées, et le nombre et le traitement des employés de la douane qui les surveillent?

POSÉES

PAR MM. LES DÉLÉGUÉS ANGLAIS.

1. Aux termes du décret-loi du 27 mars 1852, on doit considérer comme raffinés, non-seulement les sucres en pains, candis, ou pulvérisés après raffinage, mais encore les sucres bruts contenant moins de 1 p. o/o de matière étrangère autre que l'eau. Un type a été établi par l'Administration pour faciliter la reconnaissance du service. Mais ce type n'a pas un caractère légal, et, en cas de doute ou de contestation, on a recours aux experts institués auprès du département de l'agriculture et du commerce par la loi du 27 juillet 1822.

2. Les sucres bruts dont les produits ne jouissent pas du drawback, sont :

DROITS.
(Décime compris.)

Les sucres indigènes		42 ^f
Les sucres exotiques importés des entre-	{	
pôts		
	par navires français	44
	par navires étrangers	44

Les sucres de toute autre provenance, quand ils sont de nuance supérieure au type spécial n° 16 maintenu dans l'objet. Ceux-ci acquittent les mêmes droits que les autres.

3. DROITS SUR LES SUCRES RAFFINÉS. (Décime compris.)

		PAR NAVIRES français.	PAR NAVIRES étrangers.	
Des colonies françaises	de la Guyane.....	Jusqu'au 30 juin 1866.....	42 ^f 60 ^c	Prohibés.
		A partir du 1 ^{er} juillet 1866.....	46 20	
	des Antilles.....	Jusqu'au 30 juin 1866.....	42 60	Mêmes droits, plus une surtaxe de 20 fr. par tonneau d'affrètement.
		A partir du 1 ^{er} juillet 1866.....	46 20	
	de la Réunion....	Jusqu'au 30 juin 1864.....	39 00	Mêmes droits, plus une surtaxe de 30 fr. par tonneau d'affrètement.
		Du 1 ^{er} juillet 1864 au 30 juin 1865.	40 80	
		Du 1 ^{er} juillet 1865 au 30 juin 1866.	42 60	
		A partir du 1 ^{er} juillet 1866.....	46 20	

			DROITS.	
De l'étranger.	D'Angleterre.....	{ par navires français et anglais	55 ^f 00 ^c	
		{ par navires tiers.....	60 20	
	De Belgique.	{ Candis..	{ par navires français et belges et par terre.....	58 00
			{ par navires tiers.....	63 40
		{ Autres..	{ par navires français et belges et par terre.....	55 00
			{ par navires tiers.....	60 20
	D'ailleurs			Prohibés.

RÉGIME DES MÉLASSES.

			DROITS	
			par navires français.	par navires étrangers.
1 ^o MÉLASSES ÉTRANGÈRES.				
Destinées à la distillation.	Des colonies françaises	de la Guyane.....	Exemptes.	Prohibées.
		des Antilles.....	Exemptes.	Surtaxe de 20 ^f et 30 ^f par tonneau d'affrètement.
		de la Réunion.....	Exemptes.	
	Des pays étrangers,	de l'Inde.....	Exemptes.	3 ^f 60 ^c
		de l'Amérique méridionale.....	Exemptes.	3 60
		des Antilles.....	Exemptes.	3 60
		d'Angleterre.....	Exemptes.	0 25
		de Belgique.....	Exemptes.	0 25
		d'ailleurs.....	2 ^f 40 ^c	3 00
	Des colonies françaises	de la Guyane.....	11 76	Prohibées.
des Antilles.....		11 76	Mêmes droits, plus la surtaxe d'affrètement.	
de la Réunion.....		11 76		
Pour toute autre destination.	D'Angleterre et de Belgique, ayant de richesse saccharine,	moins de 50 p. o/o.....	14 30	15 70
		plus de 50 p. o/o.....	Droit du sucre brut.	
		D'ailleurs.....	Prohibées.	

MÉLASSES INDIGÈNES DE BETTERAVES.

4. En règle générale, elles ne peuvent être extraites des raffineries que pour être conduites, sous acquit-à-caution, sur une distillerie, et après qu'elles ont été reconnues épuisées; elles sortent alors en franchise, et servent, dans la proportion de 5 p. o/o, à la décharge du compte du raffineur; mais, plus tard, elles acquittent les droits comme alcool. Quelques industries (fabrication du cirage, du pain d'épice et l'alimentation des bestiaux) obtiennent aussi exceptionnellement l'autorisation d'employer des mélasses des fabriques; le droit est perçu, dans ce cas, proportionnellement à la richesse saccharine.

5. Les sucres non raffinés sont imposés sans distinction.

6. Les sucres bruts indigènes provenant des fabriques exercées sont les seuls qui puissent être exportés; à la sortie des fabriques ou des entrepôts, décharge en

est opérée sur les comptes, et il est délivré des acquits-à-caution qui sont apurés au vu des certificats d'exportation délivrés au bureau de sortie.

Les sucres raffinés indigènes ne peuvent, dans l'état actuel de la législation, être exportés ni avec décharge au compte du fabricant raffineur, ni avec drawback. S'il en est exporté, ce n'est qu'en employant des quittances afférentes à des sucres exotiques, et en présentant les produits comme sucres exotiques.

7. Le tonneau d'affrètement équivaut à 1 mètre cube 44 centimètres cubes. La surtaxe d'affrètement se perçoit à raison de 20 ou 30 francs, suivant la provenance d'après les bases suivantes :

Sucre brut et mélasse.....	1,000	} Poids évalué pouvoir être contenu, suivant la nature des emballages, dans l'espace de 1 mètre cube 44 centimètres cubes.
— raffiné, en pains, en vrac.....	900	
— raffiné, en pains, en fûts ou caisses....	700	
— pilé.....	1,000	
— candi, en caisses.....	900	
— candi, en fûts.....	800	

Pour les sucres, la taxe d'affrètement est établie *décime compris*. Il n'en est pas de même pour les mélasses, à l'égard desquelles elle est, en fait, de 24 et 36 francs.

8. Les fabriques abonnées, dont les produits sont considérés comme libérés d'impôts, peuvent, en toute liberté, raffiner les sucres de leur fabrication, et introduire dans leur établissement des sucres de toute origine ayant acquitté l'impôt.

Les fabriques exercées jouissent de la même faculté; mais, à leur égard, il est tenu un compte de l'une et l'autre espèce de sucres. Les sorties sont imputées proportionnellement sur les sucres imposables et les sucres non imposables existant au moment de l'expédition.

9. Fabriques abonnées.....	31
Fabriques non abonnées.....	331

Le personnel chargé de la surveillance de ces établissements se compose ainsi :

- 1° 7 inspecteurs, au traitement de 4,500 à 6,000 francs;
- 2° 2 sous- inspecteurs, au traitement de 3,500 francs;
- 3° 40 contrôleurs, au traitement de 2,500 à 3,000 francs;
- 4° 240 commis principaux, au traitement de 1,900 à 2,200 francs;
- 5° 556 commis, au traitement de 1,300 à 1,700 francs;
- 6° 757 préposés ou sous-officiers des brigades des douanes, au traitement de 800 à 1,000 francs.

Le total des frais de traitement s'est élevé, pour la campagne 1862-1863, à 2,115,700 francs.

QUATRIÈME CONFÉRENCE.

2 AVRIL 1863.

Sont présents :

M. le PRÉSIDENT;

MM. les DÉLÉGUÉS;

Le SECRÉTAIRE.

Le procès-verbal de la 3^e séance est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT demande à MM. les délégués de l'Angleterre et des Pays-Bas s'ils ont reçu les renseignements qu'ils ont demandés au sujet des tares.

MM. OGILVIE et UYTENHOOVEN communiquent ce qui leur a été envoyé à cet égard.

M. LE PRÉSIDENT demande à MM. les délégués quelle est leur impression au sujet du projet qu'il leur a remis à la dernière conférence, comme pouvant servir de point de départ à la discussion.

M. UYTENHOOVEN. En masse, et sauf quelques observations de détail, le projet nous paraît bien conçu : toutefois, je dois faire remarquer que cette opinion nous est toute personnelle, et que son expression ne saurait engager notre Gouvernement, qui n'en a pas connaissance.

M. LE PRÉSIDENT. C'est comme pour nous; le projet, ainsi que je vous l'ai dit, n'ayant pas été communiqué à nos ministres respectifs.

M. MALET. Nous acceptons pour nous, et sous les mêmes réserves, les bases posées par le projet comme point de départ pour la discussion.

M. OGILVIE. Toutefois, je dois rappeler la proposition qui a été faite de créer, en Angleterre, un quatrième droit pour les sucres de la plus basse qualité, lequel serait seulement de 11 schellings.

M. UYTENHOOVEN. Je crois qu'en adoptant trois types, et un écart de

4 francs par 100 kilogrammes entre chaque droit, on pourrait arriver à un rapport aussi exact que possible entre la valeur des sucres et l'impôt.

Je proposerais de les diviser ainsi :

1° Sucres au-dessous du n° 10, qui ont valu à la vente du 11 mars dernier, à Amsterdam, de 23 fl. pour le n° 6, à 27 1/4 pour le n° 9 ;

2° Sucres du n° 10 au n° 13 inclusivement, qui ont valu de 28 fl. 1/2 à 32 fl. 1/4 ;

3° Sucres du n° 14 à 17 inclusivement, qui ont valu de 33 fl. 1/4 à 36 fl. 3/4.

A partir du n° 18, les sucres seraient considérés et traités comme raffinés.

M. LE PRÉSIDENT. C'est là une indication fort utile, car ce sont les numéros adoptés en Hollande qui servent généralement de base au commerce pour ses transactions.

M. MALET. Je crois qu'en Angleterre l'écart entre la valeur et nos droits serait plus considérable.

M. LE PRÉSIDENT. C'est pour cela que vous voudriez quatre types,

M. UYTENHOVEN. Aujourd'hui les sucres jusqu'au n° 20 sont admis comme bruts, ce qui ne devrait pas être.

M. OZENNE. Je demande quelle corrélation on veut établir entre la valeur des sucres et le droit qui les atteindra. Pourquoi l'on adopterait plutôt 4 francs que 3 francs ?

M. MALET. Est-ce que l'on entend que l'écart devra être toujours le même, ainsi par exemple 30 p. o/o ?

M. OZENNE. C'est justement là où je voulais arriver.

Mais si le sucre du premier type (des n°s 14 à 17) vaut 80 francs les 100 kilogrammes, et si le droit est fixé à 40 francs, il correspondra à 50 p. o/o. Faut-il maintenir exactement cette corrélation, ou ne conviendrait-il pas de fixer un chiffre déterminé à l'avance et pris entre ces deux termes, 3 ou 4 francs ?

En général, chez nous, les droits, selon les qualités des sucres, variaient entre 3 francs et 3 fr. 50 cent.

Si l'on divisait les séries par trois numéros au lieu de les diviser par quatre, n'arriverait-on pas au résultat cherché, c'est-à-dire à un écart fixe de 3 francs ?

M. UYTENHOVEN. Alors il faudrait quatre types.

M. LE PRÉSIDENT ajourne le débat sur ce point, et demande à MM. les commissaires belges leur opinion sur le projet.

M. FISCO. Nous devons déclarer tout d'abord que nous sommes disposés à nous entendre avec les autres membres de la conférence, sauf à l'égard du système des types que nous ne saurions adopter.

M. JAGERSCHMIDT. La question a-t-elle été étudiée en Belgique ? A quelle époque l'a-t-elle été ? Est-ce que votre détermination est basée sur cette étude ?

M. GUILLAUME. Elle n'a pas été examinée ni discutée dans les chambres, mais par le Gouvernement.

M. JAGERSCHMIDT. L'étude dont vous parlez a-t-elle été seulement administrative ou a-t-elle eu lieu au moyen d'une enquête ?

M. FISCO. Elle a été seulement administrative.

M. LE PRÉSIDENT. Vous avez, pour l'application du tarif, une limite entre les sucres bruts et ceux qui doivent être assimilés aux raffinés. Dès lors, quel inconvénient voyez-vous à adopter les types ?

M. FISCO. Il y en a pour nous de nombreux.

Il invoque d'abord les renseignements consignés dans l'enquête anglaise, puis l'opinion émise par M. de Forcade la Roquette dans l'enquête sur la marine marchande, faite récemment par le conseil supérieur du commerce.

Il cite à cet égard les passages suivants :

« N'arriverait-il pas, en raison des habitudes locales, que les agents de l'accise, non par fraude, non par connivence, mais par laisser-aller, par complaisance, par négligence, laisseraient sortir des sucres qui arriveraient sur le marché sans avoir payé les droits ? Alors il n'y aurait plus égalité de conditions pour nous ; notre position serait désavantageuse vis-à-vis de celle de nos concurrents. (Extrait de l'Enquête anglaise.)

« Le Trésor est loin d'être désintéressé dans la question des sous-types. Anciennement, lorsqu'il y avait un sous-type, les deux tiers des sucres n'acquittaient que le droit afférent à ce sous-type. La même chose arrivera, sans aucun doute, si l'on établit aujourd'hui deux ou trois sous-types avec des droits de 40, 38 et 36 francs. » (Extrait du discours de M. de Forcade la Roquette.)

M. GUILLAUME. Nous sommes, nous le répétons, parfaitement disposés à accepter vos propositions, sauf les types ; l'adoption de ce système entraînerait le changement des législations de la France, des Pays-Bas et de la Belgique : or, il serait plus rationnel que l'Angleterre consentit à modifier son système que de forcer les trois autres puissances à changer le leur.

M. OZENNE. Il est vrai que dans aucun de ces trois pays on ne se sert aujourd'hui de types pour le classement des sucres ; mais d'abord, en ce qui concerne la France, elle paraît résolue à les adopter et à revenir ainsi à ce qui

existait autrefois; car, dans notre ancienne législation, nous avons trois droits qui s'appliquaient à la division en sucres bruts autres que blancs, bruts blancs, terrés et moscouades.

Les Pays-Bas semblent disposés également à entrer dans la même voie que nous.

L'Angleterre qui a déjà trois types, et qui veut même en adopter un quatrième, se félicite de ce moyen de procéder.

Comment les idées de la Belgique peuvent-elles être aussi opposées à celles des trois autres pays?

M. GUILLAUME. Mais si l'Angleterre renonçait à son système des types, les quatre pays seraient alors dans les mêmes conditions.

M. LE PRÉSIDENT. L'enquête qui vient d'être faite en Angleterre, loin de signaler les inconvénients que peuvent avoir les types, a conclu à l'adoption d'un quatrième.

M. GUILLAUME. Cette enquête a été dirigée dans le sens des intérêts anglais pris isolément, et non pas au point de vue d'une entente à établir entre les quatre pays : s'il en avait été ainsi les résultats auraient peut-être été tout autres.

M. MALET. Les types ont servi chez nous à développer la consommation et à élever en même temps les recettes de la Trésorerie. Rien de ce que l'enquête a établi ne tend à nous faire penser que si nous entrions dans une autre voie la position serait améliorée. Nous aurions donc peine à nous décider à y renoncer.

M. LE PRÉSIDENT. Mais s'il n'y avait de types nulle part les conditions seraient les mêmes pour tous.

M. MALET. C'est vrai; mais nous ne saurions nous empêcher de croire que le résultat serait préjudiciable à nos intérêts.

M. LE PRÉSIDENT. Les sucres de basse qualité que vous recevez en si grande quantité se consomment-ils en nature ou raffinés?

M. OGILVIE. Raffinés pour la très-grande majorité.

M. LE PRÉSIDENT. Mais alors, comment craindriez-vous une diminution dans la consommation?

M. OZENNE. C'est que la raffinerie n'opère pas en Angleterre comme chez nous, elle fait des sucres de toute espèce, plus ou moins épurés, selon les besoins et les habitudes des consommateurs. C'est ce qui n'a pas lieu en France, où l'on ne fabrique que deux espèces : les mélis et les lumps.

M. GUILLAUME. Le système des types ne saurait favoriser les intérêts des consommateurs : il sert seulement et exclusivement ceux des raffineurs.

M. FISCO. Cela est si vrai que, dans l'enquête anglaise, les raffineurs ont assuré que, si l'on voulait augmenter le nombre des types, ils accepteraient toutes les conditions que la loi jugerait devoir leur imposer.

M. AMÉ. D'après les chiffres que nous a cités M. Malet dans la dernière conférence, l'Angleterre reçoit des sucres bruts qui donnent très-peu au raffinage, jusqu'à 35 p. o/o seulement, ce qui ne me paraît pas admissible : mais prenons qu'il y en ait qui ne rendent que 50 p. o/o. Dans cette condition il faut 200 kilogrammes de bruts pour faire 100 kilogrammes raffinés, et alors le droit se double, d'où il suit que, fut-il le plus faible, il serait encore plus élevé que celui qui est imposé aux sucres ayant plus de richesse saccharine. Je ne vois pas comment, dans ces conditions, le prix de ces raffinés peut être assez avantageux pour exciter beaucoup la consommation.

A mon sens, l'admission des bas sucres tient beaucoup plus, pour l'Angleterre, aux intérêts de la marine et du commerce qu'à ceux de la consommation.

M. OZENNE. Je ne crois pas que la question puisse être posée en termes aussi absolus que vient de le faire M. Amé. Avec un rendement aussi faible que celui qui a été indiqué par MM. les commissaires anglais, on obtient aussi des bas produits qui conservent une valeur relative assez élevée, puisqu'ils se placent facilement dans la consommation de l'Angleterre. Or ces bas produits doivent supporter leur quote-part de l'impôt, qui pèse ainsi, non plus seulement sur le raffiné proprement dit, mais sur toute la série de produits que donne le raffinage.

M. OGILVIE. Comme l'a dit M. Ozenne, on fait en Angleterre beaucoup de sortes raffinées qui proviennent des bas sucres et qui vont parfaitement à notre consommation ; nous devons donc continuer à faire arriver ceux-ci sur notre marché, et pour cela nous avons besoin de maintenir les types.

M. UYTENHOVEN. D'après les observations de MM. les commissaires belges, ils paraissent craindre la difficulté pour les agents des douanes de faire une juste application du tarif, en déterminant à quel type se rapporteraient les sucres importés. Mais le commerce fait bien cette distinction, non pas entre quatre, mais entre vingt numéros ! Or les ordres d'achats dans les Indes occidentales ne se transmettent que par l'indication du numéro du type que l'on veut. Comment l'administration belge ne pourrait-elle pas avoir des employés capables de distinguer ce que le commerce reconnaît si bien.

En outre, les commissaires belges prétendent qu'il serait impossible de

fixer le rendement pour les sucres des différents types. Je demande comment on pourrait fixer plus facilement un seul rendement pour tous les sucres ensemble, ce qui paraît cependant possible aux commissaires belges?

M. LE PRÉSIDENT. Sans vouloir entrer dès à présent dans la discussion, il est un point que nous devons contester tout d'abord, c'est l'incapacité des employés à reconnaître la qualité des sucres.

M. UYTENHOVEN. Nous n'avons pas de types dans les Pays-Bas. Qu'en résulte-t-il? C'est que lorsque l'on nous présente comme bruts des sucres assimilables aux raffinés, et sur lesquels nous élevons des contestations, on nous appelle devant les tribunaux où nous sommes presque toujours condamnés.

M. LE PRÉSIDENT. C'est le contraire qui a lieu chez nous.

M. FISCO cite de nouveau l'opinion émise par M. de Forcade dans l'enquête : or, c'est un ancien ministre des finances, et cependant il est contraire au système des types.

M. UYTENHOVEN. On pourrait limiter les importations de sucres à un nombre restreint de ports, où l'on placerait des employés instruits et expérimentés.

M. AMÉ. Il faut cependant laisser une certaine latitude au commerce pour ses opérations. En France, nous avons toujours eu un assez grand nombre de bureaux ouverts à l'importation des sucres, et nos vérificateurs n'étaient nullement embarrassés à l'époque où il fallait, pour les liquidations de droits, classer les sucres d'après des types basés sur les nuances

M. GUILLAUME. Je l'admets. Et pourtant comment se fait-il que presque toutes vos exportations en raffinés se composent de méliés? Vos raffineurs doivent travailler dans les mêmes conditions que les nôtres; or dans leurs exportations les lumps entrent à peine pour un 1/2 p. o/o.

Ne penseriez-vous pas que cela vient de ce que l'on trompe vos employés? Si le fait peut avoir lieu dans cette circonstance, pourquoi ne se produirait-il pas aussi à l'égard des sucres bruts?

M. LE PRÉSIDENT. Si nos employés avaient des doutes sur la nature des sucres représentés, ils provoqueraient l'expertise légale.

M. GUILLAUME. Oui, s'ils avaient des doutes, mais s'ils ne contestent pas les déclarations, et s'ils se trompent?

M. LE PRÉSIDENT. En général, nos employés sont toujours disposés à se montrer plus fiscaux qu'indulgents, et nous avons plutôt à les modérer qu'à les exciter.

Dans l'appréciation des marchandises taxées à la valeur, ils relèvent souvent l'insuffisance des déclarations faites, et le commerce accepte presque toujours leurs rectifications, parce qu'il les reconnaît exactes. Or, il est sans conteste bien plus difficile d'apprécier la valeur de tissus si différents les uns des autres, que de reconnaître la nuance d'un sucre que l'on n'a qu'à rapprocher d'un type.

M. GUILLAUME demande que l'on compare les types anglais avec les échantillons réunis par MM. les délégués des Pays-Bas : il croit que des doutes pourront s'élever sur le classement de certains numéros. Du reste il ne pense pas que la couleur seule soit un moyen certain d'appréciation ; dans sa pensée, au contraire, il arrive souvent qu'un sucre foncé peut contenir tout autant de richesse saccharine qu'un autre plus blanc.

Une conversation s'engage, à cet égard, entre les divers membres de la conférence.

M. UYTENHOOVEN fait remarquer que quelque système que l'on adopte l'on n'arrivera jamais à la perfection.

M. FISCO. Soit, mais il faut prendre le moins défectueux et je crois que c'est celui du droit unique.

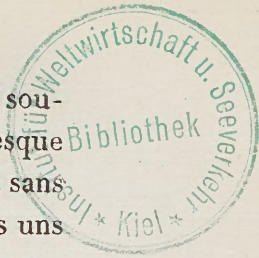
Pourquoi veut-on les types aux Pays-Bas, c'est dans un intérêt commercial, pour y attirer les sucres de qualités inférieures que l'on dirige presque tous sur l'Angleterre. Chez nous cet intérêt n'existe pas ; celui qui domine c'est l'intérêt du Trésor et celui des consommateurs.

M. UYTENHOOVEN. Notre intérêt de premier ordre est de ne pas payer deux à trois millions de florins aux étrangers, mais de les faire entrer dans le Trésor, et c'est à quoi nous espérons arriver en adoptant le système des types.

M. FISCO fait remarquer d'abord que l'objet de la conférence est de rechercher le moyen de supprimer les droits protecteurs entre les quatre pays, puis les primes à l'exportation : que ce double but peut être atteint en écartant les types et en adoptant les autres bases du projet français : qu'il suffit, en effet, d'élever le rendement au raffinage, de niveler la taxe d'importation avec la taxe de consommation, et que, pour aboutir sûrement, il est préférable que la France, les Pays-Bas et la Belgique, au lieu d'adopter les types, réunissent leurs efforts afin d'amener l'Angleterre à renoncer à son système actuel.

M. UYTENHOOVEN fait remarquer les avantages qu'apporte à l'Angleterre le monopole du commerce des bas sucres. Elle a donc intérêt à conserver le système des types qui convient, d'ailleurs, à ses raffineurs.

M. FISCO. Cet avantage disparaîtrait si les trois autres pays adoptaient aussi le régime des types. Nous nous sommes parfaitement rendu compte



des intérêts que peuvent avoir la France et les Pays-Bas à entrer dans cette voie, mais la Belgique n'est pas placée dans la même position et, dès lors, ses commissaires, prévoyant être seuls de leur opinion, ont pensé devoir la formuler dans une note qu'ils déposent sur le bureau, et qui se résume en un contre-projet à celui présenté par la France. (Voir annexe n° 3.)

M. OZENNE. Il y a, en effet, des intérêts divers engagés dans la question. La France veut, comme les Pays-Bas, avoir un grand marché, ce à quoi la Belgique peut moins tenir. Nous avons reconnu que pour y arriver il faut ouvrir la porte aux bas sucres; or le type unique s'y oppose, et profite surtout à la sucrerie indigène, qui fait généralement de beaux sucres.

M. GUILLAUME. L'intérêt dont vous parlez disparaît avec l'abonnement que vous avez adopté pour les fabriques indigènes.

M. OZENNE. C'est une erreur, car notre abonnement, avec ses obligations, ne peut convenir et ne va qu'aux bonnes fabriques. Il ne sera jamais adopté par celles qui ne sont pas outillées d'après les nouveaux procédés, et c'est le plus grand nombre.

M. LE PRÉSIDENT. Nous avons une classe de fabriques qui ne s'aurait s'abonner, ce sont celles exploitées par les fermiers cultivateurs de betteraves; lorsque les prix de vente sont suffisamment rémunérateurs, ils préfèrent livrer les betteraves aux fabricants, mais lorsqu'au contraire les prix sont très-bas, ils ont avantage à faire eux-mêmes du sucre. Dans ces conditions ils ne feront jamais la dépense d'appareils très-coûteux, et garderont leur matériel actuel, ce qui les empêchera de s'abonner.

M. GUILLAUME insiste sur son observation.

M. OZENNE lui répond que des demandes nombreuses de fabricants de sucre indigène réclament le retour au système des types, et que certaines de ces demandes émanent de grands fabricants.

M. FISCO. Personne ne contestera que le système de la taxe unique est le meilleur pour assurer la sincérité de la perception et garantir les intérêts des consommateurs. Le régime des types est un moyen de protection pour les raffineurs, pour les colonies et les intérêts qui s'y rattachent. Or, nos engagements internationaux écartent toute idée de protection, et, adopter les types, ce serait s'éloigner de l'objet des conférences.

M. MALET. Il me paraît résulter, de cette discussion que nous n'avons pas chance probable de nous entendre avec la Belgique, la conférence doit donc, à mon sens, décider quel est le système qu'elle veut adopter, celui d'un droit unique sans types, ou celui de droits gradués avec les types.

M. LE PRÉSIDENT. C'est évident : mais je propose de commencer par nous

mettre d'accord, s'il est possible, sur la fixation des tares légales, la question des types viendra ensuite.

Cette proposition est acceptée, et la conférence s'ajourne au mardi 7 avril à midi.

La séance est levée à deux heures.

Et ont signé :

BARBIER, *président*.

OGILVIE.

DESROCHES, *secrétaire*.

UYTTENHOOVEN.

FISCO.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire,

1^{re} ANNEXE.

NOTE

REMISE A MM. LES DÉLÉGUÉS DE L'ANGLETERRE,

POUR ÉTABLIR

QUE LE DRAWBACK ACCORDÉ A LEURS SUCRES RAFFINÉS

CONSTITUE UNE PRIME.

ANGLETERRE.

DRAWBACK À L'EXPORTATION DES SUCRES RAFFINÉS.

En Angleterre, le droit à l'importation des sucres bruts est perçu d'après 3 types, et échelonné ainsi qu'il suit :

1 ^{er} type.....	39' 36°
2 ^e type.....	34 03
3 ^e type.....	31 16

D'après les états d'importation, on constate que le sucre du 1^{er} type n'est importé qu'exceptionnellement. En effet, sur une importation qui, en 1862, s'est élevé à 481,800,000 kilogrammes, le sucre du 1^{er} type ne figure que pour 2,800,000 kilogrammes, soit $\frac{2}{3}$ p. 0/0 du chiffre total. Ce sont les sucres du 2^e et du 3^e type qui forment la masse des importations C'est donc la moyenne des droits afférents à ces deux types qu'il faut prendre pour la comparer aux sommes payées à la sortie des sucres raffinés, soit 32 fr. 60 cent.

Voici quelles sont les sommes restituées à la sortie du raffiné :

Sucre parfaitement raffiné en pains et candi.....	42' 22°
— raffiné non séché à l'étuve.....	40 10
— bâtard non inférieur à l'échantillon n° 2.....	37 10
— autres. Droit du brut selon la nuance.	

Pour déterminer le rendement, il faut comparer le droit perçu à la somme restituée. Or on a vu que la moyenne du droit perçu était de 32 fr. 60 cent. Ce

chiffre, mis en regard de la somme remboursée, 42 fr. 22 cent. laisse un écart de 9 fr. 62 cent. qui correspond à un rendement de 76 kil. 97, ou, en chiffres ronds, à 77 p. o/o. Ce rendement supposerait l'emploi de 127 kil. 60 de sucre brut pour obtenir 100 de raffiné.

Or, il est reconnu par tout le monde qu'avec les appareils perfectionnés qu'elle emploie la raffinerie obtient un rendement beaucoup plus élevé, et qu'il lui suffit de 115 à 118 kilogrammes de brut pour produire 100 kilogrammes de raffiné. Il suit de là que le raffineur, avec un rendement de 77, conserve, par devers lui, 10 à 12 kilogrammes de sucre qu'il peut livrer à la consommation indemnes de l'impôt, et qu'ainsi, en calculant seulement sur 10 kilogrammes, le raffineur anglais peut réaliser sur chaque quintal de sucre, en dehors de ce qui lui est légitimement dû, 3 fr. 11 cent. 3 fr. 40 cent. 3 fr. 93 cent. ou même 4 fr. 51 cent. selon que le sucre qu'il a entre les mains correspond aux sucres du 3^e, du 2^e, du 1^{er} type ou même au raffiné.

Le même raisonnement s'applique aux autres drawbacks ; car, s'ils sont inférieurs à celui qui s'applique aux sucres parfaitement épurés, ils correspondent à des sucres moins purs, et par conséquent dont le rendement au raffinage est moins élevé.

En résumé, les calculs qui précèdent prouvent qu'évidemment dans les drawbacks établis par la législation anglaise il existe une véritable prime.

2^e ANNEXE.

RÉPONSE A LA NOTE

(1^{re} ANNEXE)

QUI ÉTABLIT

QUE LE DRAWBACK ANGLAIS CONSTITUE UNE PRIME.

ANGLETERRE.

DRAWBACKS À L'EXPORTATION DES SUCRES RAFFINÉS.

Il n'est pas contesté que les drawbacks sur les sucres accordés à l'exportation en Angleterre représentent un rendement au raffinage de 77 kilog. 1/2 ou de 86 cwts par quintal anglais pour la première catégorie ; de 81 kilog. 1/2 ou de 98 cwts par quintal anglais pour la troisième.

Faut-il en conclure que ces drawbacks sont excessifs et qu'ils constituent une véritable prime à l'exportation des sucres raffinés ?

Il est sans doute possible que sous une législation aussi compliquée que celle en vigueur en Angleterre, il arrive, dans de certains cas, que les raffineurs puissent trouver un léger bénéfice à l'exportation de leurs produits ; mais l'expérience qui a été faite du système anglais porte plutôt à croire que jusqu'à présent les drawbacks ont atteint le but que s'est proposé le Gouvernement en les établissant, et qu'ils n'ont suffi qu'à rembourser les droits d'importation sur les sucres bruts.

Le rendement au raffinage n'est pas une quantité fixe, il dépend absolument de la qualité des sucres bruts dont on se sert. Tandis que les sucres bruts d'une qualité supérieure rendraient 95 p. o/o au raffinage, il est certain que plusieurs des basses qualités dont on se sert largement en Angleterre ne rendent que de 50 à 60 p. o/o.

Or la législation anglaise, tout en favorisant par des droits plus légers les sucres supérieurs, est arrivée, en établissant plusieurs droits et en abolissant toute protection aux sucres coloniaux et au pavillon national, à attirer des importations très-considérables de sucres de basses qualités, tandis que la législation française, en maintenant un droit unique pour tous les sucres bruts, et en conservant toujours la

protection au pavillon français et aux sucres coloniaux, ne met à la portée des raffineurs que des sucres d'un type élevé.

Il résulte de cette différence radicale dans les conditions de la production dans les deux pays, qu'il serait impossible de déterminer un rendement uniforme au raffinage. Ce qui serait trop faible en France pourrait bien être trop élevé en Angleterre.

Il est également impossible, en vue des qualités diverses de sucres bruts qui sont employées pour le raffinage en Angleterre, et aussi des sucres bruts et raffinés qui entrent dans la consommation du pays, d'opposer un chiffre exact pour le rendement actuel au raffinage à celui qui se trouve dans la note rédigée par M. le directeur du commerce extérieur.

Il est cependant à remarquer qu'il y a trois faits commerciaux qui paraissent démontrer que le rendement est beaucoup moins élevé chez nous qu'en France, aux Pays-Bas et en Belgique.

1. Que les 99 p. o/o des sucres bruts importés dans le Royaume-Uni sont de ceux qui acquittent les droits de 13^{sh} 10^d et de 12^{sh} 8^d respectivement, c'est-à-dire :

38 p. o/o de terré brun, à.....	13 ^{sh} 10 ^d par quintal,
61 p. o/o de moscouade, à.....	12 8 <i>idem.</i>
1 p. o/o de terré blanc, à.....	16 <i>idem.</i>

et que des meilleures qualités de ces deux espèces, il y a une forte partie qui entre dans la consommation intérieure comme sucre brut, sous la désignation de *frocery sugars*, et qu'ainsi il ne reste pour le raffinage que les qualités inférieures.

La législation anglaise a eu plutôt pour but de se conformer aux conditions du commerce national que de contraindre le commerce à suivre les exigences de la loi, et, en fixant le taux des drawbacks, il a fallu les calculer de manière à les mettre en rapport avec la qualité des sucres dont on se sert pour le raffinage.

2. Que la consommation de l'intérieur se porte, dans une proportion très-considérable, sur les bas produits du raffinage, c'est-à-dire les sucres tapés et les mélasses, et qu'il en résulte que les raffineurs anglais, au lieu de tirer des sucres qu'ils emploient la plus grande quantité possible de sucre raffiné, s'arrangent de manière à satisfaire à ces habitudes..

3. Que les exportations de sucres raffinés du Royaume Uni sont peu considérables, et notamment inférieures à celles de la France, des Pays Bas et de la Belgique, ce qui rend difficile à croire qu'il peut exister une prime à l'exportation.

Les faits suivants, qui ont été communiqués par des raffineurs anglais, tendent à confirmer cette conclusion.

Le *West India Association* de Glasgow a donné au comité de la Chambre des communes, l'année dernière, un tableau des rendements actuels au raffinage des divers sucres bruts importés.

Voici les chiffres :

Sucres de l'Inde.

Khacer.....	56 ^{vis} par quintal (112 ^{vis}).
Madras.....	60 <i>idem.</i>

Sucres des Indes occidentales.

Basse qualité.....	56 ^{ais}	par quintal (112 ^{eis}).
Moyenne qualité.....	65	<i>idem.</i>
Qualité supérieure.....	70	<i>idem.</i>

Sucres de la Havane.

Terré brun.....	84 ^{ais}	par quintal (112 ^{eis}).
<i>Idem</i> de bonne qualité.....	90	<i>idem.</i>

Sucres de Java.

Terré brun.....	84 ^{ais}	par quintal (112 ^{eis}).
<i>Idem</i> de bonne qualité.....	98	<i>idem.</i>

Les sucres de l'Inde et des Indes occidentales de la qualité ci-dessus désignée doivent acquitter 12 sh. 8 d. par quintal, et les terrés bruns acquittent 13 sh. par quintal; mais les sucres contenant 98 cwts. de raffiné par quintal doivent acquitter le droit de 16 sh. et, par conséquent, le raffineur ne pourrait trouver une prime en les exportant.

M. John Pairie, raffineur de Londres, homme très-connu et très-habile, constate que les raffineurs de Londres font très-peu de sucre séché. Leur fabrication se compose principalement de sucre pilé non séché et de sucre tapé. Dernièrement, il a fait le calcul des rendements obtenus dans sa propre fabrique, avec les résultats suivants :

En pains.....	14 41 cwts.	à 17 ^{sh} 2 ^d =	2 ^{sh} 2 ^d 5/10
Pilé et séché.....	24 56	16 4 =	3 6 4/10
Tapé.....	38 79	15 1 =	5 2 68/100
Bâtard.....	18 61	12 8 =	2 1 25/100
Sirop et déchet.....	15 63		
		<hr/>	<hr/>
		112	13 1 33/100
		<hr/>	<hr/>

Les proportions des sucres bruts à 13 sh. 10 d. et 12 sh. 8 d. respectivement ne sont pas données, mais la moyenne de ces deux droits est de 13 sh. 3 d.

M. Pairie ajoute qu'autrefois la plus grande partie de sa production était de sucre séché, et que le rendement, qui pourrait être prouvé par ses livres, n'a pas dépassé les deux tiers du quintal anglais en pains, c'est-à-dire 75 cwts. de sucre raffiné parfaitement épuré, et 14 cwts. de sucre de basse qualité.

75 cwts. à.....	17 ^{sh} 2 ^d	par quintal =	11 ^{sh} 5 ^d
14 <i>idem</i>	12 8	<i>idem</i> =	1 7
		<hr/>	<hr/>
			13 2
			<hr/>

M. Kirkpatrick, raffineur de Londres, un des déposants devant le comité de la Chambre des communes l'année dernière, et qui ne raffine que les meilleures

qualités de sucre acquittant le droit de 13 sh. 10 d. a indiqué les résultats suivants :

70 cwt.	de raffiné.....	17 ^h 2 ^d = 10 ^h 8 ^d 1/2	
15	tapé.....	15 1 = 2 0 1/4	
12	bâtard.....	12 8 = 1 4 1/4	
12	sirop.....	} drawback 14 1	
3	déchet.....		
112			
	Droits acquittés.....	13 10	

M. Kirkpatrick a ajouté que ces rendements sont de la plus belle qualité des sucres qui acquittent le droit de 13/10^e par quintal, qui ne figurent dans nos importations que dans une très-faible proportion.

Il est aussi à remarquer qu'il est fort douteux si les 15 cwt. des tapés seraient égaux au type n° 2 pour les drawbacks, et que s'ils ne recevaient pas le drawback de la 4^e catégorie la prime disparaîtrait entièrement.

NOTE

REMISE PAR MM. LES DÉLÉGUÉS

DE LA BELGIQUE.

Nous croyons devoir déclarer de nouveau que nous sommes prêts à nous rallier à toute proposition d'élever en commun le rendement à un chiffre supérieur au nôtre, et d'établir une égalité parfaite entre les droits d'importation et les droits d'accise.

Nous pensons que le meilleur moyen pour réaliser cette réforme, seul objet dont les commissaires paraissent devoir se préoccuper, c'est de modifier les tarifs, en s'abstenant de faire aux bases de perception en France, dans les Pays-Bas et en Belgique, un changement aussi fondamental que le serait la substitution de types à la taxe unique. Nous croyons que ce serait là introduire une complication nouvelle dans le problème à résoudre, qui se trouverait beaucoup simplifié si la Grande-Bretagne conformait sa législation à celle des trois autres pays.

Le système des types, qui, au premier abord, paraît le plus rationnel, présente de graves inconvénients, et constitue une dérogation au principe qui prévaut généralement pour la tarification des denrées.

Dans ce mode d'imposition, les éléments qui servent à classer les sucres sont variables et fort incertains. Ainsi, d'après la loi anglaise, on détermine les types en tenant compte de la *nuance*, du *grain* et de la *richesse saccharine*, pris collectivement, et l'excès ou le défaut de l'un de ces éléments est en outre pris en considération. Or chacun connaît les différences notables que présentent les sucres obtenus par des procédés de fabrication différents. Le terré brun, qui est d'une plus grande richesse que le moscouade, est d'une nuance plus foncée. Les produits de Java sont grisâtres, tandis que les sucres Cuba, de qualité identique, sont jaunâtres. Nous reconnaissons que le grain du sucre brut est un indice assez probant de la qualité; mais il nous paraît difficile d'admettre qu'à la simple vue il soit possible d'apprécier la richesse saccharine ou le rendement, qui est le troisième élément de classification établi par la loi en Angleterre. Une base aussi incertaine aurait, ce semble, le grave inconvénient de faire une part trop large aux soins et à l'intelligence des employés de la douane, quels que soient le zèle et l'aptitude de ces

agents; de laisser un champ trop vaste aux erreurs et aux abus, et conséquemment de livrer en quelque sorte au hasard le maintien de l'égalité des conditions de concurrence entre les industriels des quatre pays.

Si la Grande-Bretagne a pu établir des types, c'est parce que la douane trouve sans doute dans l'organisation de la vente publique des sucres entreposés un moyen de contrôle qui nous manque.

A ces différents points de vue l'adoption des types serait donc une innovation regrettable.

Les considérations d'équité qu'on a invoquées pour justifier le système anglais ne nous paraissent pas avoir d'ailleurs la valeur qui leur a été attribuée.

A ce point de vue, trois intérêts sont en cause : celui des producteurs, celui des raffineurs et celui des consommateurs.

Si, dans les pays qui possèdent des colonies, on peut vouloir tenir compte de l'intérêt des producteurs, il ne faut pas oublier cependant que l'adoption de types serait une entrave réelle au perfectionnement de la fabrication du sucre brut dans les pays d'outre-mer.

Les raffineurs n'ont aucun motif légitime à faire valoir; car la taxe unique les laisse libres de choisir les qualités de sucre dont le prix leur paraît le plus avantageux. C'est ainsi qu'en Belgique nous avons eu l'occasion de constater l'emploi d'une proportion notable de sucres de qualité inférieure. Ces sucres n'ont pas cessé d'être cotés sur nos marchés.

Le mode de tarification des sucres bruts est sans influence sur le prix des sucres raffinés mis en consommation. Les consommateurs et un certain nombre d'industries secondaires, telles que la confiserie, la pâtisserie, etc. ont un intérêt évident à ce qu'une mesure fiscale n'écarte point du marché les sucres bruts de qualité supérieure qu'ils emploient. Les types les priveraient de ces sucres, ou tout au moins en feraient hausser le prix; ils créeraient, au détriment des consommateurs, un monopole au profit des raffineurs.

Ce n'est donc point par des considérations d'équité qu'on pourrait justifier l'adoption des types. D'ailleurs, l'Angleterre, qui est le seul pays où se système existe, n'a pas cru blesser l'équité en établissant une taxe unique pour toutes les qualités de café, de thé, de tabac brut, de vins, etc.

Alors même qu'il y aurait quelque inconvénient à maintenir une taxe unique, il serait largement compensé par la facilité et la régularité de la perception.

Enfin l'adoption des types nous mettrait en présence de l'inconnu; elle créerait une situation toute nouvelle à l'industrie, en modifiant complètement ses conditions d'approvisionnement, et il serait difficile de prévoir quel serait le résultat financier d'une pareille innovation.

Si nous ne parvenons pas à convaincre la Conférence des graves inconvénients que présentent les types, nous devons faire des réserves expresses quant à ce point, car nous ne pensons pas que le Gouvernement belge se décide à adopter cette base de tarification. Nous lui ferons connaître toutes les raisons qui ont été exposées, soit pour, soit contre ce système, afin qu'il puisse soumettre la question à une nouvelle étude. Mais dès maintenant nous tenons à faire remarquer que les engagements réciproques pris par la Belgique, la France et l'Angleterre, peuvent très-bien être remplis sans qu'il soit nécessaire de modifier d'une manière fonda-

mentale les bases des tarifs de la majorité des Etats représentés à la Conférence. Le double but de ses engagements serait, au contraire, plus facilement et plus sûrement atteint si le mode de taxation, dont la France, les Pays-Bas et la Belgique ont fait l'expérience, était rendu d'application générale. C'est en se plaçant dans cet ordre d'idées que les commissaires belges ont formulé le contre-projet de convention suivant, qui, sauf en ce qui touche les types, reproduit les bases du projet de MM. les Commissaires français.

Droits d'importation et de fabrication.	{	Sucres bruts : droit unique.	
		Sucres raffinés, {	candis ; droit des sucres bruts augmentés de 15 p. o/o ; autres : <i>idem</i> de 10 p. o/o.

Drawbacks égaux aux droits sur les sucres raffinés, et assimilation des vergeoises, cassonades et bâtards aux sucres bruts.

TARES UNIFORMES.

Quant aux mélasses, comme elles ne se trouvent pas comprises dans l'engagement international qui a donné lieu à la Conférence, les commissaires belges sont sans instructions sur ce point.

CINQUIÈME CONFÉRENCE.

7 AVRIL 1863.

Sont présents :

M. le PRÉSIDENT,

MM. les DÉLÉGUÉS,

Le SECRÉTAIRE.

La Conférence est ouverte à midi.

Le procès-verbal de la quatrième séance est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT. MM. les délégués de l'Angleterre acceptent-ils les propositions que nous leur avons faites au sujet du système des types?

M. OGILVIE. Nous tenons à conserver nos types; nous acceptons donc, sauf à discuter les détails d'application.

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs des Pays-Bas veulent-ils des types?

M. UYTENHOVEN. Oui Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs de la Belgique persistent-ils à n'en pas vouloir?

M. FISCO. Oui, Monsieur le Président, et nous en avons déduit les motifs dans la note déposée dans la dernière Conférence.

M. LE PRÉSIDENT. Il convient d'apprécier la portée réelle des motifs que vous avez invoqués pour motiver votre refus. Je prie M. Ozenne de répondre aux arguments développés dans la note remise par vous.

M. OZENNE. La Belgique combat le système des types parce qu'il serait en opposition avec les intérêts fiscaux qui la préoccupent. Cependant il est un principe généralement admis, c'est que l'impôt doit être proportionnel à la valeur du produit qu'il atteint : ainsi les alcools sont taxés à peu près partout selon la force alcoolique qu'ils présentent.

On fait remarquer qu'il n'en n'est pas ainsi à l'égard des articles de grande

consommation, tels que les blés, les vins, le café, qui tous acquittent un droit unique.

A cela je réponds que toutes les fois que la taxe, comme pour le blé par exemple, se réduit à un simple droit de balance, la proportionnalité n'est pas nécessaire, vu qu'elle ne saurait même exister, car un échelonnement est alors impossible.

Quant aux vins, on a cherché en France à l'atteindre proportionnellement à sa valeur; et, en effet, le droit de détail est de 15 p. o/o de la valeur du produit.

Pour le café, il n'y a, en effet, qu'un seul droit; mais une exception n'infirme pas la règle, et il suffit d'ouvrir nos tarifs pour constater que toutes les fois que la proportionnalité a été pratiquement possible, elle existe.

En ce qui touche les sucres, qui ont toujours été considérés comme une matière essentiellement imposable, et dont le droit égale presque la valeur, on a, jusqu'à ces derniers temps seulement, respecté la proportionnalité. C'est ainsi que, dans notre ancienne législation, on séparait les sucres en diverses classes: blanc, terré, moscouade; ce qui revenait, en fait, à la création d'autant de types légaux.

Si, de proche en proche, on a été conduit à réduire le nombre des types, puis même à les effacer, c'est sous la pression des intérêts de la fabrique de sucre indigène, dont les produits sont généralement mieux fabriqués que les produits extraits de la canne.

Maintenant, si je me reporte à la législation belge, je vois qu'excluant les types à l'entrée elle en accepte à la sortie pour les sucres raffinés, qu'elle sépare en candi, lumps et mélis, vergeoises; ces distinctions ont pour base la valeur de ces divers sucres. Pourquoi, dès lors, se refuser à agir de même pour les sucres bruts, et à accepter des droits gradués selon leur valeur commerciale.

M. Frisco. Le principe que vous proposez pour le sucre brut s'appuie sur la justice qu'il y aurait à les imposer selon leur richesse saccharine, et par suite sur leur valeur. Soit; mais la difficulté, à nos yeux, est de déterminer et la valeur du sucre et son rendement. La première a surtout de l'importance au point de vue commercial; mais pour le rendement c'est différent, et il s'agit principalement d'un intérêt de trésorerie dont nous devons nous préoccuper.

On accepte le principe d'un droit unique pour bien des articles dont la valeur varie cependant à l'infini: ainsi le thé, dont les prix présentent, selon les qualités, un écart de 1,500 p. o/o, paye uniformément le même droit en Angleterre, où il est pourtant un objet de grande consommation.

En France le café est très-fortement imposé, et cependant au moyen d'un seul droit. Il en est de même en Belgique.

Vous venez également de renoncer au système de l'échelle mobile pour les céréales, au point de vue, il est vrai, de l'intérêt du consommateur; mais vous n'en avez pas moins adopté une seule taxe, bien que la valeur des blés soit très-variable.

Quant au sucre, c'est, au point de vue de la perception de l'impôt, dans son rendement plus que dans sa valeur qu'il faut l'atteindre; et les types ne nous paraissent pas devoir remplir ce but, car la couleur n'est pas une démonstration certaine de la richesse saccharine.

Lorsque l'on importe du sucre brut, c'est une matière première qui est destinée surtout aux raffineurs; le sucre raffiné, au contraire, est destiné à la consommation immédiate.

Il est très-vrai que nous avons plusieurs drawbacks à l'exportation. Mais pourquoi? C'est parce que l'on ne peut pas se tromper sur la nature des sucres présentés. En est-il de même pour les sucres bruts?

En résumé, nous admettons les types pour les choses visibles, palpables, appréciables; mais nous ne saurions le faire pour les choses sans différence matérielle apparente.

M. LE PRÉSIDENT. Nous ne prétendons pas que le système des types puisse être d'une exactitude absolue dans son application: mais nous ne saurions accepter la comparaison que l'on veut établir entre les blés, les vins, etc. et les sucres.

Dans les Pays-Bas toutes les transactions se font sur vingt numéros différents, mais qu'il est possible en définitive de diviser en trois ou quatre séries; or il n'en saurait être de même du thé, du café, pour lesquels il faudrait cent cinquante droits échelonnés; des vins, pour lesquels il en faudrait six cents, si l'on voulait les imposer d'après leur valeur.

Pour les sucres, au contraire, tout se réduit à trois types et à trois droits. Dès lors, pas de comparaison à établir.

Si vous voulez que vos employés apprécient à un centième près la richesse des sucres, c'est impossible, et il en sera de même chez nous.

Mais en laissant de côté cet inconvénient, assez peu important à mon sens, nous avons en faveur de l'adoption du système des types l'expérience de l'Angleterre.

Nous avons l'adhésion des Pays-Bas, qui veulent adopter le même mode de tarification.

Enfin en France nous pensons que le régime des types peut facilement être mis en pratique, parce que nous l'avons expérimenté autrefois.

Nous sommes donc trois contre un, ce qui implique que nous pouvons avoir raison.

Maintenant il faut arriver à une conclusion. Je proposerai donc de voter

sur la question, en inscrivant au procès-verbal toutes les observations qui ont été déjà faites ou qui pourront encore être présentées.

Ceci admis, et dans la prévision que la Belgique veuille persister dans son refus d'accepter le projet que nous avons soumis à la Conférence, mais sous la réserve exprimée qu'il émane seulement de notre initiative, à M. Ozenne et à moi, l'Angleterre verrait-elle quelque inconvénient à poursuivre l'idée d'un arrangement à conclure en dehors de la Belgique?

M. MALET. Quand il a été question des conférences, on a informé notre Gouvernement qu'il s'agissait d'arriver à une assimilation des droits d'importation et de consommation dans les quatre pays, et à l'abolition des primes que peuvent présenter les drawbacks.

Vous voulez un drawback uniforme : je ne conçois pas comment on pourrait y arriver avec des droits différents.

M. LE PRÉSIDENT. Nous voulons un drawback proportionnel; qu'il soit calculé d'après un écart fixé à l'avance entre le droit et la somme à rembourser au moment de l'exportation des raffinés. En d'autres termes liberté dans chaque pays pour la fixation des droits, et 10 p. 0/0 en sus de ces droits pour les drawbacks.

Cela ramènerait la question à sa plus simple expression.

Je crois que les Pays-Bas accepteraient cette combinaison; où serait la difficulté pour l'Angleterre d'agir de même? elle resterait parfaitement libre de sa législation à l'égard des droits à adopter.

M. UYTENHOVEN. Je n'apprécie pas bien l'idée exprimée par M. le Président. Chaque pays resterait donc libre des droits à fixer; et le drawback serait le remboursement de ces droits augmenté de 10 p. 0/0 sur le droit le plus élevé?

M. LE PRÉSIDENT. C'est parfaitement cela.

M. UYTENHOVEN. La proposition est grave, et je ne saurais me prononcer. L'intérêt principal des conférences était de rechercher les moyens de mettre l'industrie et le commerce dans des conditions identiques autant que possible : y arriverions-nous avec cette combinaison?

M. MALET. Nous avons trois droits sur le sucre brut, et nos grandes importations se composent de bas sucres. Y aurait-il trois drawbacks ou un seul? Dans ce dernier cas nous aurions un grand désavantage en Angleterre.

M. LE PRÉSIDENT. Mais nous serions tous placés dans des conditions identiques, car autrefois, lorsque nous avions les types, nos importations se composaient surtout aussi de bas sucres. Il en serait encore de même.

M. UYTENHOVEN. Est-ce qu'il n'y aurait pas très-grande inégalité entre

un pays qui accepterait les types et un autre qui maintiendrait un droit unique? Par exemple, chez nous le n° 17 va à la raffinerie dans une assez grande proportion, et un relevé des ventes faites, communiqué par la société de commerce à Amsterdam, établit que ce sont surtout les n°s 15 et 16 qu'emploient les raffineurs.

Si, comme on le propose, chaque pays reste maître de fixer sa législation sur les sucres, et d'adopter, soit les types, soit un droit unique, en donnant pour drawback 10 p. o/o en sus du droit le plus élevé, il me paraît qu'il y aurait avantage pour celui qui adopterait les types, et que ni le commerce ni l'industrie des différents pays ne pourraient se trouver dans des conditions identiques.

M. LE PRÉSIDENT. Aussi pensons-nous que la Belgique finira par adopter les types.

M. GUILLAUME. Est-ce que les types seraient uniformes dans tous les pays?

M. OZENNE. Oui, et avec un écart entre les droits ne dépassant pas 3 ou 4 francs.

M. MALET. Vous nous avez objecté que notre drawback était trop élevé et constituait une prime. Il me semble qu'elle serait augmentée de 5 pennys environ, si on entraît dans la voie qui vient d'être indiquée.

M. LE PRÉSIDENT se retire, étant obligé de se rendre au Conseil d'État.

M. OZENNE lui succède comme président. Il répond à l'observation faite par M. Mallet; il établit que si l'écart actuel de 5 fr. 33 cent. qui existe entre le premier et le second droit dans l'échelle du tarif anglais était réduit à 3 francs, on importerait probablement en Angleterre bien plus de sucres du premier type, et que dès lors l'inconvénient prévu ne se réaliserait pas.

M. MALET. Mais, dans la combinaison des droits actuels de notre tarif, le droit sur le sucre de qualité supérieure est plutôt trop faible que trop élevé.

M. OZENNE. Les faits prouvent le contraire, car vous n'en importez presque pas, probablement parce que l'on trouve le droit trop élevé; si l'écart du premier au deuxième droit, qui n'est pas en rapport avec la valeur des sucres, était moins grand, les importations se nivelleraient certainement.

M. AMÉ. Si ce droit élevé devait être maintenu, le drawback se trouverait trop fort en réalité. Il conviendrait donc de l'abandonner, afin de le mettre en rapport avec les différences qui existent entre les autres droits.

M. MALET. C'est là une question très-grave. Nous ne repoussons pas absolument ce que vous nous indiquez, mais nous ne saurions répondre avant d'y avoir sérieusement réfléchi.

M. JAGERSCHMIDT. C'est déjà beaucoup qu'à votre première impression il n'y ait pas absolue impossibilité à modifier votre tarif dans le sens indiqué.

M. UYTENHOVEN émet l'avis qu'il serait plus convenable d'adopter, dans l'échelle des droits, un écart d'au moins 4 francs, de préférence à 3 francs.

M. FISCO fait remarquer qu'il faudrait nécessairement fixer, dans les quatre pays, un rendement égal.

Il lit ensuite une note contenant une série de questions dans le but de faire préciser les bases du nouveau projet soumis à la Conférence par les commissaires français. Il fait passer cette note à M. le Président.

M. OZENNE se réserve d'y répondre par écrit.

Il explique toutefois quelle est la législation française, et quelle est, relativement à la raffinerie, la portée des droits différentiels de provenance et de pavillon; que la détaxe coloniale est transitoire et doit cesser d'avoir lieu en 1866.

En résumé, dit-il, d'après notre projet, il n'existe qu'un drawback unique; vous n'auriez donc pas à vous préoccuper de nos droits différentiels qui, en principe, n'atteindraient que les sucres destinés à notre consommation.

M. UYTENHOVEN revient sur son observation au sujet de l'écart à adopter entre les différents droits.

M. AMÉ. Mais plus l'écart sera fort plus le Trésor aura chance d'être lésé.

M. UYTENHOVEN. A mon avis, il faut adopter trois types, qui soient en rapport avec les valeurs des différentes qualités de sucre, ou n'en pas prendre du tout. Dans le premier cas, les types devraient être les mêmes tous les pays.

M. AMÉ explique que l'unité du drawback impliquera nécessairement l'uniformité des types.

M. MALET. Accepterez-vous les nôtres?

M. OZENNE. C'est là une chose à examiner; mais il faut, avant de se prononcer à cet égard, nous mettre d'accord sur le principe.

La séance est levée à deux heures, et la Conférence s'ajourne au jeudi 9, à midi.

Et ont signé :

BARBIER, *président*,

OGILVIE,

DESROCHES, *secrétaire*,

UYTTENHOOVEN,

FISCO.

Pour copie conforme,

Le Secrétaire.

1^{re} ANNEXE.

QUESTIONS POSÉES
PAR MM. LES COMMISSAIRES BELGES.

1° Si l'un des quatre pays impose des surtaxes à l'importation, à raison des lieux de provenance ou du mode de transport des sucres, tiendra-t-il compte de ces droits différentiels, pour fixer le taux des drawbacks?

2° D'après quelle base établira-t-on les droits d'importation d'un des quatre pays dans l'un des autres pour les sucres bruts de canne et de betterave, et pour les sucres raffinés (candis, mélis, lumps et cassonades ou bâtards)?

3° Dans les pays qui adopteront les types, quel sera le chiffre du rendement servant de base au drawback, pour les sucres raffinés provenant des fabriques indigènes abonnées?

4° Ces pays établiront-ils des types pour l'exportation des sucres bruts indigènes?

5° Combien de types chaque pays se propose-t-il d'établir, et quels sont les numéros hollandais qui seraient compris dans chaque type?

2^e ANNEXE.

RÉPONSES
DU DIRECTEUR DU COMMERCE EXTÉRIEUR
AUX QUESTIONS POSÉES
PAR MM. LES COMMISSAIRES BELGES.

1° L'adoption d'un drawback unique, calculé sur le droit afférent au premier type, exclut tout remboursement des droits différentiels de provenance ou des surtaxes de pavillon.

2° Le traité du 1^{er} mai a fixé les conditions d'importation du brut et du raffiné.

Pour le brut, c'est le droit du sucre français, plus une surtaxe de 2 francs par 100 kilogrammes.

Pour le raffiné, on a tenu réciproquement compte de la prime accordée aux raffineurs. Si cette prime disparaît, le droit du raffiné devra être réciproquement réduit de toute la quotité de la prime aujourd'hui existante dans l'un et l'autre pays.

3° Les fabriques abonnées étant censées produire du sucre du premier type, à l'exportation le rendement sera calculé sur 90 p. o/o.

4° Les sucres bruts exportés recevront le remboursement du droit d'après les types établis dans le tarif d'importation. Ainsi, le sucre brut du premier type recevra le remboursement du droit afférent au sucre du premier type, et ainsi de suite pour les autres types.

5° Trois types. — Quant aux numéros dont chacun des types se composera, c'est une question qui sera résolue par la Conférence.

SIXIÈME CONFÉRENCE.

9 AVRIL 1863.

Sont présents :

M. le PRÉSIDENT,
MM. les DÉLÉGUÉS,
Le SECRÉTAIRE.

La Conférence est ouverte à midi.

Le procès-verbal de la 5^e séance est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT. Je prie M. Amé de donner connaissance d'un nouveau projet que nous croyons devoir présenter à la Conférence comme base d'une discussion commune.

M. AMÉ rappelle que le but principal de la Conférence est d'arriver à trouver le moyen de mettre les exportateurs des quatre pays dans une égalité de conditions aussi parfaite que possible, sans adopter cependant des droits uniformes, chaque gouvernement restant maître de fixer son tarif comme il l'entendra, mais en établissant des rapports exacts entre l'impôt et le drawback.

Dans le premier projet qui vous a été soumis, l'écart entre chacune des trois séries de droits jugées nécessaires avait été indiqué devoir être de 4 francs. Peut-être vaudrait-il mieux le réduire à 3 francs. Il prêterait ainsi moins à la spéculation des importateurs de sucres, qui chercheront toujours à introduire les qualités se rapprochant le plus possible de la limite supérieure des types.

Quant à la différence à arrêter entre le droit et le drawback, si on la portait à 12 p. o/o, le rendement, pour les lumps et les mélis ressortirait à 89 p. o/o, ce qui n'a rien d'exagéré, attendu qu'il faut tenir compte des bas produits qui restent entre les mains du raffineur, et qui doivent supporter l'impôt sur le sucre brut.

M. UYTENHOVEN présente une autre combinaison. Elle a pour point de départ de calculer le droit sur le sucre raffiné au lieu de celui sur le brut

du premier type. Il y verrait l'avantage de fixer d'une manière plus rigoureuse encore le rapport entre les différents droits et le drawback.

Il entre, à cet égard, dans le développement ci-après :

Si on adoptait, pour l'écart entre les droits des différents types, une somme fixe de 3 ou 4 francs, il en résulterait nécessairement que cet écart ne présenterait la même proportion pour tous les pays qu'autant que tous les Gouvernements adopteraient les mêmes droits.

Car, pour un droit de 40 francs sur le premier type, on aura, avec un écart de 4 francs, pour le deuxième type 36 francs, et pour le troisième type 32 francs : c'est-à-dire une tout autre proportion entre ces droits que si celui sur le premier type avait été fixé à 50 francs; celui sur le deuxième type étant alors de 46 francs, et celui sur le troisième type 42 francs.

Or, comme chaque pays veut rester libre de fixer les droits aux taux qui lui conviendront, il me paraît qu'il vaudrait mieux indiquer les écarts dans une proportion égale aux valeurs.

On y parviendrait aisément en fixant les droits sur les sucres raffinés à 100, et en déterminant ensuite également, la proportion en pourcentage sur chaque type.

De cette manière, l'écart pour les droits et pour les rendements serait toujours le même dans tous les pays, quels que soient les droits adoptés.

M. LE PRÉSIDENT. Ce système pourrait être avantageux sans doute, mais j'y verrais un inconvénient que je dois signaler : celui de modifier les habitudes admises. Il me paraîtrait donc préférable de placer les chiffres en ordre inverse, ce qui permettrait en définitive d'arriver au même résultat. Accepterait-on, en Angleterre, le mode de procéder indiqué par M. Uyttenhooven ?

M. OGILVIE. Je n'y verrais pas d'obstacle; car ce serait rentrer dans l'esprit de notre ancienne législation, qui, en 1854, avait calculé le drawback sur le droit imposé au sucre raffiné. Nous avons même préparé un projet dans ce sens.

Mais il faut avant tout fixer les types selon la qualité réelle des sucres, et non d'après les numéros hollandais, ceux que nous recevons, comme moscouades, par exemple, des Indes orientales, de Maurice, etc. ne se rapprochant pas de ces numéros; c'est ce que prouvent les ventes faites à Londres, relevées dans l'état que j'ai sous les yeux.

En Angleterre, nous avons pris pour base des droits la nature des sucres qui sont dans le commerce, et je crois que c'est en adoptant ce point de départ que l'on pourra arriver à formuler quelque chose de sérieux.

M. LE PRÉSIDENT. Votre projet se rapproche beaucoup de celui de M. Amé; car il arriverait au même résultat si l'on en renversait l'ordre et le classement.

M. OZENNE. En Angleterre, le droit sur le raffiné introduit de l'étranger est beaucoup plus considérable que la somme remboursée lors de l'exportation du raffiné. Dans le premier cas, c'est 45 fr. 10 cent. dans le deuxième cas, 42 fr. 22 cent. Il y a là un écart de 3 fr. 12 cent. qui, à mon sens, constitue une véritable protection en faveur de votre raffinerie.

Quel est ordinairement chez vous le prix du sucre raffiné ?

M. OGILVIE. De 50 à 53 schellings le quintal anglais, droit compris, soit 130 francs par 100 kilogrammes en monnaie française.

M. OZENNE. Prenons ce prix de 130 francs les 100 kilogrammes. Maintenant quel est le prix du sucre premier type ?

M. OGILVIE. 46 schellings, je crois, le quintal, ou 112 livres anglaises.

M. OZENNE. Vous voyez bien que les raffinés étrangers supportent un écart bien plus grand que 10 p. o/o entre les droits des deux sucres, et cet écart représente la protection de votre droit d'importation sur nos raffinés.

M. FISCO. Le système de M. Uyttenhooven implique-t-il qu'il n'y aura plus ni droit protecteur ni prime. Dans ce cas il serait acceptable; il en serait autrement dans le cas contraire.

M. AMÉ. Nous frappons le sucre raffiné, indigène et colonial, d'une surtaxe de 10 p. o/o, et nos traités en ont tenu compte. Il s'agit là d'un droit de consommation qui doit être nécessairement maintenu.

M. MALET. Je ne conçois pas.

M. AMÉ entre à cet égard dans des explications. Il fait connaître comment on procède d'une part à l'égard du sucre indigène, de l'autre à celui du sucre colonial, les raffinés restant prohibés, sauf ceux provenant de l'Angleterre et de la Belgique. Il tire de ces rapprochements la preuve que l'on s'est toujours préoccupé en France principalement du droit de consommation.

M. OZENNE rappelle ce que disent les traités.

Il est évident, ajoute-t-il, que, si nous tombions d'accord sur un des projets présentés, il faudrait que les Gouvernements contractants s'entendissent pour fixer les droits sur les raffinés. La prime disparaissant, on pourrait abaisser, sinon supprimer, la protection intérieure dont jouissent les raffineurs, car ils sont partout aussi habiles les uns que les autres.

M. UYTENHOOVEN. Si j'ai bien compris l'observation de M. Fisco, nous sommes bien près d'être d'accord ensemble. La protection pour le raffineur consiste non-seulement dans un rendement trop inférieur, mais aussi dans le droit de douane sur les raffinés. Si nous voulons abolir la prime, il restera à nous entendre également sur le montant du droit de douane sur les raffinés.

M. le Président explique qu'en définitive le droit de douane représente, quant aux sucres bruts, un véritable droit de consommation.

A l'égard des raffinés les traités sont là. Il faut donc laisser de côté le droit sur le raffiné, à moins de vouloir le prendre pour base de la discussion sur l'échelle des droits à établir.

Maintenant un mot de réponse à M. Ogilvie, au sujet de la différence qu'il a cru devoir signaler entre la nature des sucres importés en Angleterre et celle qui est représentée par les numéros hollandais.

Il semble possible de faire entre les uns et les autres un rapprochement assez exact pour pouvoir créer les types qui devront servir aux perceptions.

M. OGILVIE. Nos trois types ne se rapprochent pas positivement cependant des numéros hollandais.

M. LE PRÉSIDENT. Positivement, non; mais ce qui est certain, c'est que généralement les numéros hollandais servent de base aux transactions commerciales. Dès lors, je ne vois pas comment on ne pourrait arriver à les combiner de manière à les séparer en trois ou quatre types.

Du reste, permettez-moi de vous rappeler combien, depuis l'ouverture des conférences, nous nous sommes montrés conciliants. Nous avons successivement renoncé à presque toutes nos idées pour nous ranger aux vôtres; à votre tour, vous pourriez bien nous faire quelque concession.

M. MALET. Notre position est très-difficile, parce que notre Gouvernement, en nous envoyant ici, n'avait pas prévu qu'il pourrait arriver pour lui d'être amené à modifier son système de droits.

M. LE PRÉSIDENT. Nous ne vous demandons pas de prendre un engagement quelconque, mais de rechercher avec nous tout ce qui pourrait être raisonnablement présenté à l'approbation de nos Gouvernements respectifs, sauf à eux à examiner et à approuver ou non.

M. OGILVIE. Nous voudrions nous mettre d'accord, mais nous craignons qu'il y ait des choses que notre Gouvernement voudra repousser, et dans cette prévision nous ne saurions les accepter ici.

M. MALET. C'est une observation qu'il nous a paru nécessaire de vous faire.

M. AMÉ. Vous pouvez toujours rechercher avec nous ce qui, au point de vue de ce que vous connaissez des intentions de votre Gouvernement, vous paraîtrait bon et acceptable.

Il donne ensuite connaissance du projet présenté par MM. les délégués de l'Angleterre, et en discute successivement les articles.

Une conversation s'engage d'abord au sujet des types; M. Ogilvie présente ceux qui servent aux perceptions en Angleterre, et on les compare avec les numéros hollandais.

Il en résulte les rapprochements suivants :

Le n° 19 correspond aux raffinés anglais;

Ceux 15 et 16 aux sucres terrés blancs;

10 et 11 aux moscouades;

De 9 et au-dessous aux sucres imposés à 11 schellings.

M. AMÉ fait remarquer que, si ces divisions étaient acceptées, il faudrait s'occuper de régler les droits, non pas en en déterminant les chiffres, mais en fixant l'écart en tant pour cent qui devrait exister dans les trois pays entre chaque type et le suivant.

M. MALET. Nous voudrions, autant que possible, éviter des chiffres absolus, et laisser pour tous une certaine latitude.

On discute ensuite la question des drawbacks qui provoque plusieurs observations au sujet de la base à adopter pour les calculer.

M. GUILLAUME dit que le désaccord qui se produit lui paraît provenir de ce qu'on perd de vue que la France frappe les sucres raffinés d'un droit de consommation qui n'existe pas ailleurs; toutefois, dans sa pensée, ce droit est plutôt fictif que réel.

En effet, ajoute-t-il, vous adoptez pour rendement de 100 kilogrammes de sucre indigène, 90 kilogrammes de raffiné. Donc, lorsque l'on vous représente cette quantité, vous déchargez le compte du raffineur de 100 kilogrammes; mais, si l'on vous présente 95 kilogrammes, vous constatez un excédant de 5 kilogrammes dont vous débitez le raffineur.

Celui-ci a donc intérêt à ce que le rendement légal soit le plus rapproché possible du rendement réel, pour ne pas avoir à payer de droit supplémentaire sur des excédants.

M. AMÉ. Il y a là un malentendu. En fait, on constate souvent des manquants dans le règlement définitif des fabriques-raffineries, tandis que les fabriques de sucre brut, au contraire, se trouvent le plus ordinairement en excédant.

M. GUILLAUME. Toujours est-il qu'en fait le droit sur le raffiné est simplement une affaire de règlement de compte, et que, si le rendement qui sert de base à ce droit était trop bas, il en résulterait un préjudice réel pour le fabricant, tandis que c'est l'inverse qui arriverait s'il s'agissait du rendement à l'exportation.

M. FISCO. Si le droit de douane sur le raffiné doit continuer à renfermer une protection, il ne pourra être pris pour base des droits sur les sucres bruts, car la protection variant d'un pays à l'autre rendrait toute proportionnalité impossible.

M. OZENNE. En supposant l'admission des types proposés, quel devrait être, selon MM. les commissaires anglais, l'écart entre le raffiné et le sucre du premier type? Serait-ce 10 p. o/o? Penseraient-ils que le droit sur le sucre du premier type pourrait être d'un quinzième au dessous de celui sur les raffinés?

M. MALET. C'est très-difficile à déterminer; notre différence actuelle est 15 p. o/o; on trouve chez nous le droit qui en résulte un peu élevé, mais cependant je ne crois pas que notre Gouvernement songe à le modifier.

M. OZENNE. Accepteriez-vous comme transaction 12 p. o/o comme base de discussion?

M. MALET. Soit!

M. OGILVIE. Je pense que l'on devrait fixer d'abord le droit sur les raffinés, puis ensuite le droit sur les non raffinés.

M. OZENNE rappelle qu'en France le droit sur le sucre raffiné, dans les fabriques de betteraves, se compose du droit sur le brut et d'un supplément de 10 p. o/o. Il faut donc fixer nécessairement le droit sur le sucre raffiné étranger.

Il résume ainsi les propositions déjà faites :

Trois types.....	{	1° Sucres du n° 14 au n° 18 inclusivement;
		2° Sucres du n° 10 au n° 14 inclusivement;
		3° Sucres au-dessous du n° 10 hollandais.
Pour le raffiné.....		12 p. o/o en sus du droit sur le sucre du 1 ^{er} type.
Pour le drawback....		Même droit que sur le sucre raffiné.

M. AMÉ pense également que l'on pourrait pour le drawback ajouter 12 p. o/o au droit du sucre du 1^{er} type, ce qui ne laisserait qu'une très-faible prime au raffineur, et égaliserait d'ailleurs le droit sur le raffiné avec le drawback.

M. OGILVIE. Auriez-vous un seul drawback ou plusieurs?

M. LE PRÉSIDENT. Nous en préférierions un seul; mais, pour nous rapprocher de vous, nous nous déciderions à en créer plusieurs.

M. OZENNE propose, comme exemple :

Pour le sucre candi...	15 p. o/o en sus du droit sur le sucre du 1 ^{er} type.
Pour le lumps et le mélis	{ 12 p. o/o <i>idem</i> .
Pour les bas produits (cassonnades, etc.)	
	{ La restitution pure et simple du droit perçu sur le sucre brut selon les types.

Ces bases étant acceptées pour la prochaine discussion, la séance est levée à deux heures et demie, et la Conférence s'ajourne au samedi 11 avril à midi.

Et ont signé :

BARBIER, président,

OGILVIE,

DESROCHES, secrétaire,

UYTTENHOOVEN,

FISCO.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire,

1^{re} ANNEXE.

PROJET

LU PAR M. AMÉ.

Les commissaires de l'Angleterre, de la Hollande et de la France, après avoir de nouveau constaté qu'ils n'étaient pas autorisés à préjuger les intentions de leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de recommander l'examen des propositions suivantes, comme paraissant susceptibles d'établir une égalité aussi complète que possible dans les conditions du drawback :

- 1° Les sucres bruts seront divisés en trois catégories ;
- 2° La première comprendra tous les sucres inférieurs au n° 10 hollandais ; la seconde, ceux du n° 10 inclusivement au n° 14 inclusivement ; la troisième, ceux de nuance supérieure au n° 14, jusqu'au raffiné exclusivement ;
- 3° On considérera comme raffinés les sucres au-dessus du n° 19 ;
- 4° Les droits sur les sucres bruts dériveront de celui qui, dans chaque pays, sera appliqué au sucre raffiné ;
- 5° Le droit sur le raffiné étant supposé de 100, on fixera les droits sur les sucres bruts :
 - A 90 pour les sucres au-dessus du 1^{er} type ;
 - A 83 pour les sucres du 1^{er} au 2^e type ;
 - A 76 pour les sucres au-dessous du 2^e type.
- 6° Dans la même hypothèse, le droit sur les sucres liquides, désignés dans le commerce sous le nom de sirops, sera fixé à 72 ;
- 7° Le droit sur les mélasses, à l'exception de celles que leur richesse rend assimilables aux sucres, ne devra pas excéder le tiers du droit afférent au sucre brut du type inférieur ;
- 8° Les différents droits qui précèdent sont indépendants des surtaxes de provenance ou de pavillon que chacun des pays contractants jugerait utile de maintenir ou d'adopter ;

9° Les drawbacks seront fixés dans les proportions ci-après :

- 105 p. o/o du droit sur le raffiné pour les candis ;
- 100 p. o/o ————— pour les mélis et les lumps ;
- 80 p. o/o ————— pour les sucres en poudre, les sucres tapés, ou les sucres en pains inférieurs au sucre lumps.

10° Il ne sera pas accordé de drawback pour les mélasses et les sirops ;

11° Les tares légales seront déterminées dans chaque pays conformément au tableau qui suit :

TARES.

Futaillies de toute sorte et de toute origine.....	13 p. o/o
Caisses du Brésil et des Indes-Orientales.....	14
Autres.....	12
Canastres.....	6
Balles ou sacs en simple emballage.....	2
Balles en plusieurs emballages.....	5

2^e ANNEXE.

CONTRE-PROJET

PRÉSENTÉ

PAR MM. LES DÉLÉGUÉS ANGLAIS.

Le droit sur les sucres bruts sera réglé suivant le droit sur le sucre raffiné, qui servira de base pour le tarif sur les sucres.

Le numéro 20 hollandais, et au-dessus, sera considéré comme sucre raffiné.

Les droits sur les sucres bruts seront divisés en trois catégories ou plus, selon des types qui puissent être adoptés par chacun des pays contractants.

Le taux des droits dans chaque catégorie sera réglé autant que possible *selon la richesse saccharine de chaque type*.

Chacun des pays contractants aura la faculté d'établir un ou plusieurs drawbacks.

Le drawback aura pour base le droit sur le sucre raffiné.

Pour les sucres parfaitement clarifiés ou raffinés et séchés, le drawback sera de 7 à 8 p. o/o au-dessous du droit sur le sucre raffiné.

Pour les sucres raffinés non séchés, et qui ne doivent contenir que 5 p. o/o d'eau, le drawback sera diminué proportionnellement, c'est-à-dire de 5 p. o/o.

Dans le cas où il y aura d'autres drawbacks, ils seront calculés suivant la richesse saccharine des types qui seront adoptés.

SEPTIÈME CONFÉRENCE.

11 AVRIL 1863.

Sont présents :

M. le PRÉSIDENT,

MM. les DÉLÉGUÉS,

Le SECRÉTAIRE.

La séance est ouverte à midi et demi.

Le procès-verbal de la sixième séance est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT engage M. Amé à faire connaître le résultat de ses entretiens avec MM. les délégués de l'Angleterre et des Pays-Bas, au sujet de projet présenté dans la dernière conférence.

M. AMÉ, après un exposé de la situation, donne lecture du projet ci-après, concerté entre les délégués de l'Angleterre, des Pays-Bas et lui.

1° Les sucres bruts seront divisés en trois catégories.

2° La première comprendra tous les sucres inférieurs au n° 10 hollandais, la seconde ceux du n° 10 inclusivement au n° 14 inclusivement, la troisième ceux de nuance supérieure au n° 14 jusqu'au raffiné exclusivement.

3° On considérera comme raffinés les sucres n° 19 et au-dessus.

4° Les droits sur les sucres bruts dériveront de celui qui dans chaque pays sera appliqué au sucre raffiné.

5° Le droit sur le raffiné étant supposé de 100, on fixera les droits sur les sucres bruts :

A 90 pour les sucres au-dessus du premier type,

A 83 pour les sucres du premier au deuxième type,

A 76 pour les sucres au-dessous du deuxième type,

A 72 pour les sucres liquides désignés dans le commerce sous le nom de sirops, et pour les mélasses contenant plus 50 p. o/o de sucre.

6° Le droit sur les mélasses ne contenant pas au moins 50 p. o/o de sucre, ne devra pas excéder le tiers du droit afférent au sucre brut du type inférieur.

7° Les différents droits qui précèdent sont indépendants des surtaxes de provenance ou de pavillon que chacun des pays contractants jugerait utile de maintenir ou d'adopter pour les sucres bruts, les sirops ou les mélasses. Pour les sucres raffinés les surtaxes de provenances ne pourront pas dépasser 10 p. 0/0 du droit principal.

8° Chacun des pays contractants se réserve la faculté d'établir, soit des types intermédiaires, soit un type au-dessous du n° 10. Dans ce cas les types intermédiaires et les droits qui s'y appliqueraient devraient être calculés sur les proportions résultant de la combinaison des articles 2 et 5, en laissant toujours subsister l'écart admis entre chacun des types principaux. De même pour le type inférieur au n° 10, la réduction du droit devrait être proportionnée au nombre des numéros d'abaissement.

9° Les drawbacks seront fixés dans la proportion ci-après, prises comme maxima.

105 p. 0/0 du droit sur le raffiné pour les candis;

100 p. 0/0 du même droit sur les mélis et les lumps;

80 p. 0/0 du même droit pour les sucres en poudre, les sucres tapés ou les sucres en pains inférieurs au sucre lumps;

10° Il ne sera pas accordé de drawback pour les mélasses et les sirops.

11° Les tares légales seront déterminées dans chaque pays conformément au tableau qui suit :

TARES.

Futailles de toute sorte et de toute origine.....	12 p. 0/0.
Caisses.....	12
Canastres et grandjongs.....	6
Balles ou sacs en simple emballage.....	2
———— en plusieurs emballages.....	5

M. LE PRÉSIDENT appelle sur ce projet l'attention de MM. les commissaires belges; il exprime l'espoir qu'ils finiront par se rapprocher du système auquel les délégués de l'Angleterre, des Pays-Bas et de la France donnent leur adhésion, et que la Belgique consentira à accepter les types dont l'application, pour le service des douanes, n'est pas aussi difficile qu'ils le croient.

M. AMÉ annonce qu'il a reçu de MM. les commissaires belges une note dont il donnera connaissance, et qui contient un contre-projet basé sur le système d'un droit unique sur les sucres.

Ce projet est conçu ainsi qu'il suit :

Dans la 5^e Conférence, M. le Président, après avoir constaté que la Belgique seule n'était pas disposée à introduire le système des types dans sa législation, a posé la question de savoir si cette différence dans les bases du droit sur le sucre brut impliquait une impossibilité absolue de s'entendre sur le rendement à l'exportation.

Il a exprimé l'opinion que l'accord existerait si on fixait le drawback sur les sucres en pains (mélis et lumps) à 10 p. 0/0 en sus du droit applicable au premier type en Angleterre, en France et dans les Pays-Bas, et à 10 p. 0/0 en sus du droit unique en Belgique.

Les commissaires de ce pays ont fait remarquer que dans ce système leurs raffineurs se trouveraient, sur les marchés tiers, dans des conditions beaucoup moins favorables que celles qui seraient faites à leurs concurrents de France, d'Angleterre et des Pays-Bas. En effet, ils devraient exporter, au rendement uniforme de 90 91 les sucres raffinés qu'ils obtiennent de toutes qualités de sucre brut, tandis que dans les autres pays on exporterait le sucre raffiné aux rendements de 90 91, de 84 et de 78, suivant que le sucre brut employé aurait été au-dessus du premier ou du deuxième type, ou au-dessous de celui-ci.

Les commissaires belges ont ajouté qu'au moment où M. le Président a fait sa proposition, ils allaient proposer, de leur côté, de prendre pour point de rapprochement, entre les pays à droit unique et les pays à plusieurs droits, le rendement correspondant au droit le moins élevé.

Ils reconnaissent, toutefois, que ce système crée, comme celui de M. le Président, mais dans un sens inverse, une inégalité notable sur les marchés tiers, entre les raffineurs des différents pays. Sous ce rapport, les deux propositions peuvent être considérées comme étant extrêmes.

Animés des sentiments de conciliation auxquels M. le Président a fait appel, les commissaires belges ont recherché s'il n'existerait pas une combinaison qui, en donnant dans une juste mesure satisfaction aux divers intérêts engagés, maintiendrait sur cette question, entre les quatre pays, une entente si désirable, pour arriver plus tard à la suppression absolue des primes et des protections douanières, véritable but de l'arrangement international, qui a donné lieu aux Conférences actuelles.

Ils pensent que ces conditions se trouvent réunies dans la combinaison suivante, qu'ils s'engagent à recommander à leur Gouvernement, si elle est acceptée par MM. les commissaires des autres pays.

Dans les pays où le droit sur le sucre brut est perçu d'après un taux unique, le *maximum* du drawback moyen sur les *mélis* et *lumps* sera fixé d'après le rendement moyen résultant de la proportion des différentes qualités de sucre acquittées dans les trois autres pays pendant l'année écoulée.

Pour la première année, on prendra pour base de calcul les faits commerciaux constatés en Angleterre en 1862.

M. AMÉ fait remarquer que ce projet, en proposant de prendre pour base des calculs de la première année les importations de sucres étrangers effectuées en Angleterre pendant 1862, aura pour effet inévitable de faire abaisser, en Belgique, le rendement fort au-dessous de ce qu'il est en réalité.

M. OZENNE. Mais on fabrique en Belgique une quantité considérable de sucres indigènes, dont la qualité supérieure dépassera de beaucoup la moyenne du rendement des sucres raffinés en Angleterre.

M. GUILLAUME. Voici les chiffres officiels de la fabrication des six dernières années :

Campagnes.	1857-1858	16,000,000 kilogrammes.
_____	1858-1859	17,800,000
_____	1859-1860	20,000,000
_____	1860-1861	13,800,000
_____	1861-1862	17,600,000
_____	1862-1863	22,600,000

M. OZENNE. Ainsi 22 millions de kilogrammes, c'est-à-dire à peu près la même quantité que celle importée en sucres étrangers; donc, en les mélangeant pour le raffinage, vous arriveriez, suivant mes calculs, à un rendement moyen de 81, tandis que d'après notre projet il devrait être de 83.

M. GUILLAUME. Pour la betterave nous avons aujourd'hui 81, mais pour la canne 83, ainsi en moyenne 82; c'est sur ce dernier chiffre que porterait l'augmentation éventuelle.

M. OZENNE. Soit, pour la Belgique; mais pour l'Angleterre et pour la France il n'en serait pas ainsi. Je dis donc que l'on ne saurait accepter votre projet, car votre rendement vous serait avantageux.

M. FISCO. Chez nous la plupart des fabriques sont agricoles, imparfaitement outillées et ne produisent que des sucres de qualité inférieure, tandis qu'en France les fabriques les plus importantes et dans lesquelles la fabrication est perfectionnée sont en grand nombre.

Dès lors, s'il est vrai qu'en France on produit généralement de beaux sucres bruts, ce ne saurait être accepté relativement à ce qui a lieu chez nous.

La différence de rendement signalée par M. Ozenne ne se justifie donc pas, mais si les trois autres pays veulent adopter une taxe unique, nous accepterons le rendement uniforme qu'ils proposeront.

Du reste, dans notre projet nous ne voulons pas abaisser notre rendement, mais le maintenir à 82.

M. GUILLAUME. Il n'a jamais été question d'abaisser notre rendement.

Quant à notre proposition de prendre les importations anglaises pour bases du calcul de rendement la première année, nous ne le faisons que parce que nous avons là une donnée certaine, et que toute autre appréciation nous ferait défaut.

Mais si les faits constatés ultérieurement donnent un rendement moyen de 84, nous le prendrons, sans vouloir descendre en aucun cas au-dessous de 82, chiffre moyen établi ci-dessus entre la canne et la betterave.

M. FISCO. Nous offrons d'accepter la moyenne des importations des trois pays, de sorte que le rendement pourra s'élever selon les faits constatés.

Notre législation ne devrait pas pour cela être modifiée immédiatement,

car votre rendement à vous est inférieur au nôtre. Il doit en résulter avantage pour vos exportateurs au détriment de ceux de notre pays. Ne perdez pas de vue d'ailleurs que, par le jeu naturel de ce qui a légalement lieu chez nous, le rendement s'élève à mesure que les exportations augmentent.

M. AMÉ. Je conçois que si vos exportations augmentent votre droit s'élèvera. Mais si vous recevez presque exclusivement de beaux sucres il n'y aura plus égalité de position.

M. GUILLAUME. C'est une erreur de croire que nos raffineurs ne mettront en fabrication que des sucres de qualité supérieure.

Dans l'état actuel des choses, avec la faculté d'importer, sans aggravation de droit, les qualités dont les prix sont les plus avantageux, ils emploient cependant de bas sucres dans une certaine proportion : comme ils resteront dans les mêmes conditions, il n'y a pas de raisons plausibles d'admettre qu'ils modifieront leur fabrication.

M. LE PRÉSIDENT. Qu'est-ce que MM. les délégués anglais pensent du projet belge ? La Belgique propose de maintenir son rendement pour la première année à 81 et 83, bien qu'en prenant pour base les importations constatées en Angleterre pendant l'année 1862, le rendement ne devrait être fixé qu'à 81. Pour les années suivantes, le rendement serait calculé sur la moyenne des importations dans les trois autres pays. Cela vous paraît-il acceptable ?

M. MALET. Il me paraît qu'en calculant le rendement sur la moyenne des importations dans les trois autres pays, on donnerait à la Belgique les moyens d'abaisser beaucoup trop son rendement, selon la qualité des sucres qu'elle importerait avec un droit unique.

M. UYTENHOVEN. Quelle est la part des bas sucres importés en Belgique ?

M. GUILLAUME. Nous supposons un cinquième environ.

M. MALET. Si l'on admet qu'il y ait inégalité dans les conditions de l'importation pour chaque pays, pourquoi changer ce qui existe ?

M. LE PRÉSIDENT. C'est pour cela qu'il faut demander à la Belgique un rendement suffisamment élevé. Son système actuel ne lui est pas avantageux, ce serait le vôtre, au contraire, et vous voulez le développer encore par un sous-type.

Dès lors pourquoi, en nous plaçant dans des conditions de drawback à peu près uniformes, ne nous entendrions-nous pas tous les trois ?

M. AMÉ. Est-ce que la moyenne de nos rendements fixée à 83 à peu près serait préjudiciable à la Belgique ? Elle n'aurait guère qu'à élever le sien de 1 p. o/o.

M. GUILLAUME. Mais pourquoi tant vous préoccuper de l'augmentation immédiate de notre rendement actuel ? Vous ne semblez repousser notre proposition que parce qu'elle n'implique pas l'aggravation immédiate de notre rendement ; et cependant vous n'agissez pas de même à l'égard de l'Angleterre, puisque vous avez modifié vos propositions premières de manière à les mettre en harmonie avec sa législation actuelle.

M. OZENNE. Dans votre rendement voyez-vous une prime ?

M. GUILLAUME. Oui.

M. OZENNE. Alors vous serez favorisés.

M. GUILLAUME. C'est une erreur. Vous avez établi que le drawback anglais fait prime, et cependant vous proposez un rendement encore moins élevé.

M. OZENNE. Les résultats probables seraient donc autres pour vous que pour l'Angleterre. Il y a prime chez eux, mais d'où provient-elle ? De l'écart des droits, ce qui disparaîtrait si l'on adopte nos calculs, car alors les importations, au lieu de se composer en très-grande partie de sucres imposés à 31 et 34 francs, varieraient probablement dans leur nature, et une plus grande quantité de beaux sucres prendront place dans la consommation anglaise.

M. GUILLAUME. Mais c'est là l'inconnu.

M. LE PRÉSIDENT. En résumé, il résulte de votre projet que les autres pays devraient augmenter leur rendement, tandis que vous voudriez seulement maintenir le vôtre.

M. FISCO. Je ne puis accepter cette opinion, puisque dès l'instant que notre production s'élève de 500,000 kilogrammes, notre rendement s'augmente aussi. Prendre pour base de notre rendement la moyenne des chiffres de celui des autres pays, ce serait substituer un rendement incertain et de pure convention à un rendement de fait. Il y aurait d'autant plus d'inconvénient pour nous à adopter cette base, que le système des types compromet la sincérité de la perception, et que, dès lors, nous serions exposés à toutes les conséquences défavorables des erreurs ou des fautes d'inattention de la douane des autres pays.

Je déclare enfin que nous avons dit notre dernier mot, et que nous ne saurions aller plus loin.

M. GUILLAUME. Notre proposition est toute de conciliation, car si elle n'était pas acceptée, nous resterions dans la même position, sauf que nous ne serions engagés à rien.

M. LE PRÉSIDENT. Quelle est l'opinion de MM. les délégués des Pays-Bas ?

M. UYTENHOVEN. Ce projet me paraît inacceptable : si nous laissons 82 à la Belgique pour accepter 90 ou 92, nous ne pourrions lutter, et je ne pense pas qu'une telle proposition puisse être sérieuse.

M. GUILLAUME. Vous pensez donc que vos raffineurs emploieront exclusivement des sucres du premier type ? Et cependant il est dans la logique des faits, que si vous demandez les types, c'est pour faire augmenter chez vous les importations des bas sucres, faites aujourd'hui presque entièrement par la voie de l'Angleterre. Notre proposition est donc très-sérieuse, et se justifie parfaitement par les résultats que vous poursuivez.

M. OZENNE. Mais lorsqu'il y aura trois grands marchés au lieu d'un seul qui existe aujourd'hui, vous aurez encore moins de chance de recevoir des bas sucres, et ceux de belle qualité iront seuls chez vous.

M. AMÉ. Pourquoi ne pas faire comme nous ? Si vous reconnaissez que nous diminuons la prime actuelle, il vous faudra bien nous suivre, sinon il y aurait inégalité de position.

M. GUILLAUME. Mais d'après nous, la prime que nous concédons est moindre que la vôtre; dès lors, vous pouvez abaisser sans nous entraîner à la même nécessité.

M. AMÉ. Aussi voulons-nous nous approcher autant que possible du rendement vrai. Ce qui fait que votre prime paraît plus faible, c'est que vous ne tenez pas compte des bas produits qui représentent 7 à 8 p. o/o, et qui doivent cependant entrer en ligne de compte pour une proportion du droit payé.

M. FISCO. Pourquoi ne pas rester dans les termes des engagements diplomatiques, et former une association douanière. Ce but ne saurait être atteint avec le système des types.

En fait la Conférence s'occupe maintenant de toute autre chose que du but primitif qu'elle devait avoir. L'isolement dans lequel nous nous trouvons ne peut nous être imputé, puisqu'il provient uniquement de ce que les autres pays s'écartent du programme que nous avons à discuter.

M. JAGERSCHMIDT. Nous avons pensé toujours qu'il fallait supprimer les primes : si nous ne pouvons y arriver qu'avec les types, pourquoi rejeter ce moyen ?

M. FISCO. Est-il pratique ? Nous le pensons pas !

M. LE PRÉSIDENT. Mais nous sommes trois qui le voulons. Vous dites : le type est dilatoire; à quoi je réponds : son application est possible puisque nous l'avons expérimenté jadis : et, en définitive, puisque nous sommes la majorité, vous devriez vous décider à nous imiter et à vous réunir à nous.

M. FISCO. Les situations ne sont pas les mêmes.

M. LE PRÉSIDENT. Nous vous laissons libres de ne pas prendre les types, mais acceptez l'établissement d'un rendement au-dessous duquel vous ne pourriez descendre, ainsi 85.

M. GUILLAUME. Comment établirez vous votre compte? Notre raisonnement à nous est très-simple, puisque nous prenons la moyenne résultant des faits commerciaux accomplis dans les trois pays.

M. LE PRÉSIDENT. Vos sucres indigènes, plus riches que ceux exotiques, fausseront toujours la position.

M. GUILLAUME. Nous avons déjà répondu à cette objection.

Quant à la sincérité de l'exécution du système des types, je rappellerai ce que j'ai déjà dit au sujet des exportations des raffinés français, dans lesquelles les lumps ne représentent que $\frac{1}{2}$ p. o/o de leur chiffre total; tandis que les mêmes sucres figurent pour $\frac{1}{5}$ environ dans les exportations de la Belgique et dans celles des Pays-Bas.

M. AMÉ. La quantité de lumps que vous signalez dans vos exportations tient à ce que chez vous le drawback est le même pour cette qualité de sucres et pour les mélis : comme il n'en est pas de même chez nous, les raffineurs exportent de préférence les sucres qui jouissent de la prime la plus élevée.

M. GUILLAUME. Il vous serait fort difficile d'établir une différence bien tranchée entre ces deux espèces de sucres.

M. OZENNE. Mais si, par nos types.

M. FISCO. Autrefois la distinction était possible : aujourd'hui elle l'est beaucoup moins, par suite des progrès de la fabrication.

M. AMÉ. Il est aussi facile de distinguer du mélis du lumps que du n° 20 du n° 16.

M. FISCO. C'est ce que je n'admets pas.

M. AMÉ. Je crois que l'on pourrait toujours voter sur les propositions de notre projet commun, sous réserve pour quelques détails d'application.

M. UYTENHOVEN. Nous sommes disposés à accepter, sauf à examiner les chiffres à adopter pour le rendement.

M. LE PRÉSIDENT. Voulez-vous alors vous rapprocher lundi de M. Amé pour examiner vos chiffres, et nous pourrions discuter mardi. Quant à MM. les délégués de Belgique, je ne leur propose pas de prendre part à cette réunion, puisque, à mon grand regret, ils persistent à s'isoler ; mais je conserve l'espoir qu'ils finiront par adopter les idées de la majorité.

M. JAGERSCHMIDT. Je tiens à constater que la Conférence n'a pas dévié du but de sa réunion, qui a été uniquement de rechercher les moyens de supprimer les primes. Elle ne s'est en rien écarté de son programme en proposant l'adoption des types comme l'un des moyens d'arriver à remplir l'engagement commun inscrit dans le traité.

M. FISCO. Mais nous n'admettons pas que les types supprimeront les primes.

M. JAGERSCHMIDT insiste et cite les termes du traité.

M. GUILLAUME. On voulait former pour les sucres un Zollverein. Non-seulement toutes les primes à l'exportation devaient être supprimées, mais il devait en être de même des droits protecteurs à l'importation.

Or il est si vrai qu'avec le système des types on ne saurait arriver à ce double résultat, que, dans toutes les propositions faites jusqu'ici, on a toujours maintenu dans les droits d'importation une certaine protection pour les sucres indigènes.

M. MALET. Eh bien ! supprimons toute protection ; ce sera un moyen de rendre le projet plus acceptable à notre Gouvernement.

M. AMÉ. Cette question doit être examinée surtout par le département du commerce, qu'elle intéresse tout spécialement.

M. OZENNE. Je crois qu'il accepterait.

M. MALET. Eh bien ! soit.

M. LE PRÉSIDENT. Nous sommes très-certainement disposés à avancer de plus en plus dans la voie de la liberté commerciale ; mais nous devons respecter les habitudes et les préjugés, et laisser à l'opinion le temps de se préparer aux modifications que nous voulons adopter, sans rien brusquer toutefois.

M. AMÉ. Il faudrait faire constater au procès-verbal que les Délégués de l'Angleterre, des Pays-Bas et de la France sont d'accord :

- 1° Sur l'adoption des tares ;
- 2° Sur les bases posées dans le projet dont j'ai donné lecture au commencement de la séance.

M. GUILLAUME. Au sujet des tares, nous faisons réserve pour nous, en présence des termes du traité.

M. LE PRÉSIDENT, après avoir provoqué l'avis de MM. les Délégués de l'Angleterre et des Pays-Bas, constate qu'il y a parfait accord sur les bases posées dans le projet lu par M. Amé ; mais qu'il reste encore à discuter les questions de détail, sur lesquelles il peut y avoir quelque divergence d'opi-

nion. On arrivera ainsi mardi avec un projet ferme. MM. les Délégués belges voudront bien aussi examiner le projet, et voir s'ils ne peuvent pas s'y rallier.

La séance est levée à deux heures et demie, et la conférence s'ajourne au mardi 14 avril, à midi.

Et ont signé :

BARBIER, *président*,

OGILVIE,

DESROCHES, *secrétaire*,

UYTTENHOOVEN,

FISCO.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire.

HUITIÈME CONFÉRENCE.

14 AVRIL 1863.

Sont présents :

M. le PRÉSIDENT,

MM. les DÉLÉGUÉS,

Le SECRÉTAIRE.

La séance est ouverte à midi et demi.

Le procès-verbal de la septième séance est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT. MM. les délégués de l'Angleterre et des Pays-Bas étant tombés d'accord avec nous sur les bases des propositions qui paraissent pouvoir être recommandées à l'attention de nos Gouvernements respectifs, je vais donner lecture à la Conférence du projet de protocole que je proposerais d'adopter, et auquel, je l'espère toujours, MM. les délégués de la Belgique finiront par adhérer aussi.

Les commissaires de l'Angleterre, de la Hollande et de la France, après avoir de nouveau constaté qu'il n'étaient pas autorisés à préjuger les intentions de leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de recommander l'examen des propositions suivantes, comme leur semblant susceptibles d'établir une égalité, aussi complète que possible, dans les conditions du drawback :

- 1° Les sucres bruts seront divisés en trois catégories;
- 2° La première comprendra tous les sucres inférieurs au n° 10 hollandais; la seconde; ceux du n° 10 au n° 14 inclusivement; la troisième, ceux de nuance supérieure au n° 14, jusqu'au raffiné exclusivement;
- 3° On considérera comme raffinés les sucres du n° 19 et au-dessus;
- 4° Les droits sur les sucres bruts dériveront de celui qui, dans chaque pays, sera appliqué au sucre raffiné;
- 5° Le droit sur le raffiné étant supposé de 100, on fixera les droits sur les sucres bruts à :

92 pour les sucres au-dessus du premier type,
83 pour les sucres du premier au deuxième type,
73 pour les sucres au-dessous du deuxième type,
65 pour les sucres liquides, notamment pour ceux qu'on désigne dans le commerce sous le nom de mélados, pour les sirops et pour les mélasses contenant plus de 50 p. o/o de sucre;

6° Le droit sur les sirops et sur les mélasses ne contenant pas au moins 50 p. o/o de sucre ne devra pas excéder le tiers du droit afférent au sucre brut du type inférieur;

7° Les différents droits qui précèdent sont indépendants des surtaxes de provenance ou de pavillon, que chacun des pays contractants jugerait utile de maintenir ou d'adopter pour les sucres bruts, les sirops ou les mélasses. Pour les sucres raffinés, les surtaxes de provenance ne pourront pas dépasser 5 p. o/o du droit principal;

8° Chacun des pays contractants se réserve la faculté d'établir soit des types intermédiaires, soit un type au-dessous du n° 10. Dans ce cas, les types intermédiaires et les droits qui s'y appliqueraient devraient être calculés sur les proportions résultant de la combinaison des articles 2 et 5, en laissant toujours subsister l'écart admis entre chacun des types principaux. De même, pour le type inférieur au n° 10, la réduction du droit devrait être proportionnelle au nombre des numéros d'abaissement;

9° Les drawbacks seront fixés dans les proportions ci-après, prises comme maxima :

105 p. o/o du droit sur le raffiné pour les sucres candis.
100 p. o/o ————— pour les sucres en pains parfaitement
épurés, séchés et blanchis.
80 p. o/o ————— pour les sucres en pains inférieurs,
pour les sucres en poudre et les sucres tapés;

10° Il ne sera pas accordé de drawback pour les mélasses et les sirops;

11° Les tares légales seront déterminées dans chaque pays conformément au tableau qui suit :

TARES.

Futailles de toute sorte et de toute origine.....	12 p. o/o
Caisses, <i>dito</i>	12 p. o/o
Canastres et crandjangs.....	6 p. o/o
Balles ou sacs en simple emballage (nattes ou autres)...	2 p. o/o
————— en plusieurs emballages (nattes ou autres).	5 p. o/o

M. LE PRÉSIDENT fait remarquer qu'une légère modification a été apportée à ce qui avait été arrêté hier entre MM. les délégués des trois pays; elle consiste à relever un peu la proportion indiquée pour le classement des sucres du deuxième et du troisième type. Ainsi, nous voudrions 84 et 76.

M. UYTENHOVEN. Alors le n° 9 payera 76.

M. OGILVIE. Ce serait changer la condition de nos raffineurs qui, d'après notre législation actuelle, jouissent d'une proportion de 69 p. o/o du droit du raffiné pour la troisième catégorie.

M. AMÉ explique que le but de la proposition est de faire disparaître la prime qui aurait encore pu résulter de l'adoption primitivement faite du chiffre de 76. Cette modification ne saurait, d'ailleurs, selon lui, affecter les intérêts anglais, puisque le projet laissera le droit aux contractants de créer des sous-types.

M. MALET. Il y a là confusion, attendu que le sous-type, tout en portant sur d'autres numéros, ne recevrait que dans la proportion de 76.

M. OZENNE. Voici votre situation : Vous avez comme droit minimum 31 fr. 16 cent. pour des sucres auxquels vous accordez comme drawback 42 fr. 22 cent. pour 100 kilogrammes raffinés. Vous rendez donc plus que vous n'avez reçu, puisque $31,16 : 42^f 22^c :: 73 \frac{80}{100} : 100$, d'où il suit qu'il existe là une véritable prime.

M. OGILVIE. Mais si vous calculiez en prenant notre droit sur le raffiné pour terme de comparaison, vous n'arriveriez pas au même résultat, et vous trouveriez que le rapport tombe alors à 69.

M. OZENNE. M. le Président vous propose de mettre 5 p. o/o en plus sur le raffiné à l'entrée; donc la situation serait pour vous à peu près la même.

Ainsi vous avez aujourd'hui sur le raffiné 45; relativement à 42 c'est un écart de 3 francs. Avec notre projet, vous aurez à peu près le même résultat, en ajoutant 5 p. o/o sur le droit d'entrée du raffiné.

M. OGILVIE. Nous ne pouvons pas avoir de droits de provenance. On n'accepterait pas en Angleterre cette manière de procéder.

M. OZENNE. Mais ce serait la même chose qu'aujourd'hui avec votre écart de 3 francs.

M. AMÉ. Dans notre pensée le chiffre de 76 laisserait une prime : vous paraissez croire le contraire; établissez par des chiffres que nous nous trompons, et nous sommes prêts à revenir.

M. LE PRÉSIDENT. Il y aura d'ailleurs égalité pour tous. Nous recevrons des sucres de basse qualité, puisqu'il nous en venait autrefois lorsque nous avions les types. Le même effet se reproduira lorsqu'ils seront rétablis.

M. UYTENHOVEN. Je refuse 76, et voici pourquoi :

Pour calculer cet écart il faut se mettre en présence de la valeur des

sucres, parce qu'il faut qu'il y ait égalité entre l'écart qu'ils présentent et celui qui devra exister entre les droits.

Si je prends le prix des sucres sur le marché de Londres, pour les n^{os} 17, 14 et 9, je remarque que l'écart entre eux est beaucoup plus grand qu'entre les rendements représentés par les chiffres 92, 84 et 76. Donc, si vous ne descendez pas plus bas que 76, il n'y aura plus la proportion nécessaire.

J'ai adopté les prix du marché de Londres, parce que ceux du marché d'Amsterdam pour les basses qualités sont faussés par la dépréciation qu'exerce sur eux la nécessité de supporter le droit unique.

M. AMÉ. Votre raisonnement équivaut à dire que le rendement des sucres n^o 9 ne donne pas 76. D'après les chiffres que j'ai recueillis, cette qualité de sucre donnerait 68 à 70 kilogrammes de sucre en pain, indépendamment de 10 à 12 kilogrammes de poudre. Admettez-vous ces proportions?

M. OGILVIE. Pas pour l'Angleterre; elles sont inexactes.

M. UYTENHOVEN. Les chiffres de rendement sont généralement contestés; les prix sont moins contestables, et la proportion des rendements des différents sucres se manifeste du moins avec quelque certitude, en prenant ces prix pour base des calculs. C'est pour cela que l'écart des prix devra se trouver en rapport avec celui des rendements, et ce n'est pas ce qui aurait lieu avec des droits de 92, 84 et 76.

M. LE PRÉSIDENT. Eh bien, voulez-vous 75?

M. MALET. Hier nous avons fait toutes les concessions passibles. Nous voulions 80, 70 et 65; nous avons consenti à 92, 83 et 73. Faut-il donc encore discuter?

M. UYTENHOVEN. Si vous voulez prendre comme point de départ 95 ou 94 pour le premier type, nous pourrions examiner si on pourrait aller jusqu'à un plus haut chiffre pour le troisième type.

M. LE PRÉSIDENT. Voulez-vous 74? Alors ce serait autant que possible l'expression exacte du rendement.

M. OGILVIE. Eh bien! soit.

M. FISCO demande à présenter des observations au sujet du projet qui a été lu dans la séance précédente et dont il leur a été remis copie. Elles lui paraissent devoir précéder la discussion du contre-projet, que M. Guillaume et lui ont soumis à l'appréciation de la Conférence.

Il lit ce qui suit:

ART. 1^{er}. Nous avons déjà fait connaître les motifs qui nous empêchent de nous rallier à la division des sucres en trois catégories.

ART. 2. Pas d'observations.

ART. 3. Nous admettons qu'il y a lieu de considérer comme raffinés les sucres du n° 19 et au-dessus, et nous ajoutons que le tarif belge a toujours été appliqué dans ce sens.

ART. 4. Pas d'observations.

ART. 5. L'article 9 fixe le drawback pour les candis à 105 p. o/o du droit sur le raffiné, supposé être de 100. Il est entendu, sans doute que, réciproquement, si le droit d'entrée est de 100 pour les mélis et les lumps, il pourra être de 105 pour les candis, le droit d'entrée ne pouvant être inférieur au drawback?

L'article 5 nous suggère une autre remarque : en admettant que les droits sur les sucres bruts soient établis suivant les types, au taux proportionnel de 90, 83 et 76, nous constatons : 1° que si l'on prend pour point de départ les quantités acquittées dans la Grande-Bretagne en 1862, la moyenne du rendement proposé par la majorité descend à 78,8, chiffre notablement inférieur au rendement belge; 2° que si, comme MM. les commissaires français l'ont indiqué à plusieurs reprises, on prend la moyenne des trois rendements, en supposant ainsi la mise en raffinage d'une quantité égale de sucre de chaque catégorie, on obtient un rendement de 83, lequel ne dépasse pas le rendement belge pour les sucres étrangers; 3° qu'en fixant le rendement maximum à 90, la majorité de la Conférence reste au-dessous du rendement anglais, qui est de 93 pour les sucres supérieurs au n° 14.

En ce qui concerne les sucres liquides, désignés dans le commerce sous le nom de sirops et les mélasses, nous ne pouvons admettre de distinction entre eux à raison de leur richesse saccharine, par les mêmes motifs que nous repoussons les types pour les sucres bruts.

ART. 6. Pas d'observations.

ART. 7. Le principe des surtaxes étant en contradiction avec l'un des buts de la Conférence, de rechercher le moyen de niveler les droits d'importation avec la taxe afférente aux produits indigènes, nous ne pourrions l'admettre qu'à titre transitoire.

ART. 8. La France avait l'intention d'établir deux types et trois droits différents. Pour se rapprocher de l'Angleterre, la majorité consent à l'établissement de deux catégories intermédiaires, et même d'un type inférieur au n° 10. Le résultat de ces concessions, c'est de permettre à l'Angleterre d'entrer dans l'arrangement sans changer les bases de sa législation. MM. les commissaires de la Grande-Bretagne ont d'ailleurs déclaré que telle est l'intention qu'ils supposaient à leur Gouvernement. Or le principal argument que MM. les commissaires français ont opposé à notre projet de transaction, c'est que la Belgique n'aurait aucun changement à faire subir immédiatement à sa législation. Comme ils ne voudront certainement pas se

montrer moins conciliants envers nous qu'envers l'Angleterre, nous croyons devoir faire appel à leurs sentiments d'équité sur ce point.

ART. 9 et 10. Pas d'observations.

ART. 11. Nous nous sommes expliqués sur les tares légales dans la séance précédente.

Après avoir passé en revue les articles du projet de la majorité, qu'il nous soit permis d'ajouter quelques remarques.

Ce projet ne parle pas de la prise en charge à la fabrication du sucre de betterave. Nous pensons qu'il conviendrait de stipuler que, en aucun cas, elle ne pourra être inférieure à 1,400 grammes.

De même il n'est rien dit des détaxes à l'importation des sucres bruts. Il est sans doute entendu que, sous le régime d'un drawback unique, elles seront supprimées. S'il en était autrement, le rendement pour les sucres détaxés serait moins élevé que pour les autres sucres de même qualité.

En résumé, l'examen attentif du projet de la majorité nous a confirmés dans l'opinion que notre projet de transaction ne crée pas un privilège en faveur des raffineurs belges. En effet, d'après le projet de la majorité, et c'est un point sur lequel nous appelons toute l'attention de la Conférence, le droit moyen serait appliqué aux sucres qui ne dépassent pas le n° 14. Or nous croyons pouvoir affirmer que la qualité moyenne employée en Belgique n'est pas supérieure à ce numéro. Il résulte de là que, même dans l'hypothèse ou les difficultés pratiques du système des types ne donneraient lieu à aucune irrégularité de perception, le rendement moyen du projet de la majorité (2^e type), ne dépasserait pas notre rendement sur les sucres bruts étrangers, que nous maintenons.

En présence du nouveau projet qui vient de nous être communiqué, nous faisons donc preuve d'un véritable esprit de conciliation en maintenant notre projet de transaction, sous la réserve expresse qu'il sera fait droit à nos observations sur le droit afférent au candi et aux détaxes.

Pour mieux préciser ce projet, qui paraît n'avoir pas été bien compris, nous croyons devoir y ajouter les explications données par nous dans la séance précédente, et le formuler comme il suit :

PROPOSITION DE TRANSACTION DES COMMISSAIRES BELGES.

Dans les pays où le droit sur le sucre brut est perçu sans distinction de qualité, le *maximum* du drawback sur les mélis et lumps sera fixé d'après le rendement moyen résultant de la proportion des différentes qualités de sucre mises en consommation dans les autres pays de l'association pendant l'année écoulée.

Pour la première année, on prendra pour base de calcul les faits commerciaux constatés en Angleterre pendant l'année précédente.

Il est bien entendu que la Belgique s'engagerait à ne pas augmenter le drawback actuel.

Dans le cas où les autres pays supprimeraient tout droit protecteur à l'importation, le droit d'entrée en Belgique sur les sucres raffinés, serait calculé d'après les bases indiquées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

M. MALET. J'ai une observation à faire. Vous dites que les commissaires anglais ont fait connaître que leur Gouvernement n'est pas disposé à changer sa législation. Ce n'est pas tout à fait là ce que nous avons exprimé; nous avons dit seulement que nous pensions que notre Gouvernement n'était pas disposé; et nous n'avons pas pu nous exprimer autrement, car ses intentions à cet égard ne nous sont pas connues.

M. GUILLAUME. Nous consentons bien volontiers à modifier la rédaction de la note, dans le sens de l'observation de M. Mallet.

M. AMÉ fait remarquer que la position attribuée aux mélis, lumps et candis n'est pas la même dans les deux projets soumis à la Conférence. Il fait ressortir en quoi consiste la différence qu'il signale.

M. GUILLAUME. Notre législation est explicite à cet égard; elle porte : « Les sucres raffinés en pains, mélis ou lumps blancs, bien épurés et durs, sans teinte rougeâtre ou jaunâtre, etc. »

M. MALET. Avant tout il faut faire disparaître les primes; c'est dans cette vue que nous avons consenti aux concessions qui nous ont été demandées.

M. UYTENHOVEN. Si j'ai bien compris, les articles 1 à 5 du projet sont applicables aux deux espèces de sucre. Dès lors, il faudrait spécifier, à l'égard de celui de betterave, que le rendement pour les fabriques abonnées ne saurait être au-dessous de 1,400 grammes.

M. AMÉ. Il est peut-être difficile de prendre à cet égard des engagements formels, car il faut tenir compte de la qualité des betteraves. Si nous avons une série de mauvaises années, et si le rendement vrai descendait, comme on l'a déjà vu, à 1,200 ou 1,300 grammes, on ne pourrait guère maintenir la prise en charge à 1,400 grammes.

M. UYTENHOVEN. Oui, au moins pour les fabriques abonnées.

M. AMÉ. En France elles doivent rendre 1,425 grammes au minimum. Le Gouvernement peut augmenter ce rendement, mais il n'est pas libre de l'abaisser.

M. OZENNE. Où serait la difficulté d'accepter ce que demandent les Pays-Bas?

M. AMÉ. Ce serait d'abord nous exposer à ce que toutes nos fabriques

abonnées demandassent l'abaissement immédiat de leur rendement de 25 grammes.

M. OZENNE. Mais l'engagement ne spécifierait 1,400 grammes que comme minimum.

M. UYTENHOVEN. Sans rendement minimum indiqué dans le projet il n'y a plus d'abonnement possible.

Une conversation s'engage à cet égard, et M. Guillaume explique ce qui se passe en Belgique. Il appuie la proposition de M. Uyttenhooven, sauf à fixer le chiffre de 1,400 grammes comme minimum absolu pour toutes les fabriques.

M. OZENNE. Nous ne saurions y consentir sans nous exposer à compromettre les intérêts du Trésor; car, ainsi que cela vous a été indiqué dans une des premières conférences, les fabriques non abonnées donnent presque toujours un rendement supérieur à 1,400 grammes.

M. GUILLAUME. Nos fabriques doivent toujours donner 1,400 grammes. Si vous admettiez moins chez vous, il y aurait désavantage pour nos fabricants.

M. AMÉ. Mais chez vous toutes les fabriques sont forcément abonnées, ce qui n'a pas lieu en France, où pour les fabriques exercées, de beaucoup les plus nombreuses, on perçoit sur le rendement réel. La fixation du chiffre à leur égard ne serait donc qu'une affaire d'écritures.

M. FISCO. Mais si une loi vous autorisait à abaisser le chiffre de votre rendement pour les fabriques abonnées?

M. OZENNE. J'accepte, au nom du Ministère du Commerce, la proposition de M. Uyttenhooven de fixer à 1,400 grammes le chiffre minimum de rendement à imposer aux fabriques abonnées; mais je ne puis donner la même adhésion en ce qui concerne les fabriques non abonnées, parce qu'il pourrait arriver que cette exigence à leur égard ne fût pas équitable.

M. GUILLAUME. Mais il vous est arrivé déjà de réduire, par un acte du Gouvernement, le rendement minimum qui avait été fixé au commencement de la campagne. Le même fait pourrait se produire.

M. OZENNE. Le décret dont vous parlez a été rendu en parfaite connaissance des choses, et parce qu'il avait été constaté que le rendement réel des betteraves n'avait pas atteint 1,300 grammes.

M. AMÉ. Je comprends la proposition de M. Uyttenhooven au sujet des fabriques abonnées, mais pour les autres quel serait le but de la proposition belge, puisqu'elles sont exercées?

M. LE PRÉSIDENT. Et surveillées constamment. Il rappelle, à cet égard,

toutes les précautions prises pour que l'intégralité du sucre obtenu soit assujettie à l'impôt.

M. FISCO. Ce qui nous préoccupe, c'est la faculté que la convention laisserait aux Gouvernements d'abaisser, par une disposition législative, le rendement, et de renverser ainsi toute l'économie de la convention.

M. OZENNE. Vous admettez alors que les Gouvernements voudraient se faire la guerre à eux-mêmes. Nous pouvons ajouter pour les fabriques abonnées la disposition réclamée par les Pays-Bas; mais nous ne saurions y consentir pour celles qui sont soumises à l'exercice, attendu que tout ce qu'elles produisent est assujetti au paiement du droit.

M. UYTENHOVEN. Je ne vois pas que les sucres pilés soient désignés comme pouvant être admis au drawback parmi les sucres de premier type. Il serait essentiel cependant de les dénommer.

M. AMÉ. Le drawback ne s'accorde qu'aux sucres présentés en pains; c'est seulement après vérification de leur nature qu'ils peuvent être pilés. Dès lors, quelle nécessité de mentionner au projet une facilité commerciale que nous voulons tous maintenir?

M. JAGERSCHMIDT. Si l'on accordait le drawback aux sucres pilés, il pourrait en résulter des difficultés, car il serait possible, en les présentant dans cet état, d'en augmenter le poids par des mélanges de farine ou d'autres matières.

M. OZENNE. Il s'agit maintenant de rédiger l'article qui doit constater la position prise par MM. les Commissaires belges.

On pourrait donc ajouter au projet: « Toutefois, MM. les Commissaires belges ont déposé, à titre de transaction, une note qui a été textuellement insérée dans le procès-verbal de la huitième séance. »

Cette rédaction est adoptée.

Il est ensuite décidé que des copies du projet définitif seront envoyées à MM. les Commissaires, pour qu'ils puissent l'examiner à nouveau.

La séance est levée à deux heures, et la Conférence s'ajourne au jeudi 16 avril, à midi.

Et ont signé :

BARBIER, *président*;

DESROCHES, *secrétaire*;

OGILVIE,

UYTENHOVEN,

FISCO.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire,

NEUVIÈME CONFÉRENCE.

16 AVRIL 1863.

Sont présents :

M. le PRÉSIDENT,

MM. les DÉLÉGUÉS,

Le SECRÉTAIRE.

La Conférence est ouverte à midi.

Le procès-verbal de la 8^e séance est lu et adopté.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture du protocole final.

Après une discussion à laquelle prennent part les membres de la Conférence, et qui a pour objet d'apporter quelques modifications de détail au projet lu par M. le Président, le protocole est définitivement adopté dans les termes suivants :

COMMISSION INTERNATIONALE DES SUCRES.

PROCÈS-VERBAL DE CLOTURE.

Les Gouvernements de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et des Pays-Bas, ayant reconnu qu'il était de l'intérêt général d'établir un drawback uniforme à l'exportation des sucres raffinés, et de faire disparaître, autant que possible, dans les quatre pays, le régime des primes de sortie, ont résolu de remettre à une Commission internationale, en conservant toutefois leur entière liberté de conduite et d'appréciation, le soin de rechercher les bases d'une entente commune, et de concerter les dispositions qu'il paraîtrait utile d'adopter dans chacun des États respectifs.

Les Commissaires désignés ont été :

POUR LA BELGIQUE.

MM. le baron BEYENS, conseiller de la légation de Belgique à Paris;
FISCO, inspecteur général au ministère des finances de Belgique;
GUILLAUME, directeur au ministère des finances de Belgique.

POUR LA FRANCE.

MM. OZENNE, directeur du commerce extérieur;
AMÉ, administrateur des douanes et des contributions indirectes;
JAGERSCHMIDT, sous-directeur au ministère des affaires étrangères.

POUR LA GRANDE-BRETAGNE.

MM. OGILVIE, inspecteur général des douanes en Angleterre;
MALET, membre du *Board of Trade*.

POUR LES PAYS-BAS.

MM. BERG DE MIDDELBURG, conseiller de la légation des Pays-Bas à Paris;
UTTENHOVEN, chef de la division de la douane et des accises au ministère des finances des Pays-Bas;
BYLEVELD, receveur général de la douane et de l'accise sur les sucres à Amsterdam.

La Commission s'est réunie sous la présidence de M. Barbier, conseiller d'État, directeur général des douanes et des contributions indirectes.

Après neuf séances consacrées à l'étude comparée des législations des quatre pays, et à la discussion des moyens propres à ramener l'uniformité désirée, les Commissaires pour la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas sont tombés d'accord pour reconnaître que l'adoption du système des types pour la tarification des sucres bruts à l'importation permettait seule de résoudre les nombreuses difficultés inhérentes à la question des drawbacks. Partant de cette base, ils ont formulé en commun les propositions suivantes, qu'ils croient pouvoir recommander à l'examen de leurs Gouvernements respectifs :

- 1° Les sucres bruts seront divisés en trois catégories;
- 2° La première comprendra tous les sucres de nuances supérieures au n° 14 hollandais jusqu'au raffiné exclusivement; — la seconde, ceux du n° 10 inclusivement au n° 14 inclusivement; — la troisième, ceux de nuances inférieures au n° 10;
- 3° On considérera comme raffinés les sucres du n° 19 et au-dessus;
- 4° Les droits sur les sucres bruts dériveront de celui qui, dans chaque pays, sera appliqué aux sucres raffinés;
- 5° Le droit sur le raffiné étant supposé de 100, on fixera les droits sur les sucres bruts :
A 92 pour les sucres au-dessus du 1^{er} type,
A 84 pour les sucres du 1^{er} au 2^e type,
A 74 pour les sucres au-dessous du 2^e type,
A 65 pour les sucres liquides, notamment pour ceux qu'on désigne dans le com-

merce sous le nom de *mélados*, pour les sirops et pour les mélasses contenant 50 p. o/o de sucre;

Pour les sucres candis, le droit sera de 105 p. o/o;

6° Le droit sur les sirops et sur les mélasses ne contenant pas au moins 50 p. o/o de sucre ne devra pas excéder le tiers du droit afférent au sucre brut du type inférieur;

7° Les différents droits qui précèdent sont indépendants des surtaxes de provenance ou de pavillon, que chacun des pays contractants jugerait utile de maintenir ou d'adopter pour les sucres bruts, les sirops ou les mélasses. Pour les sucres raffinés, y compris les candis, les surtaxes de provenance ne pourront pas dépasser 5 p. o/o du droit principal;

8° Chacun des pays contractants se réserve la faculté d'établir, soit des types intermédiaires, soit un type au-dessous du n° 10. Dans ce cas, les types intermédiaires et les droits qui s'y appliqueraient devraient être calculés sur les proportions résultant de la combinaison des articles 2 et 5, en laissant toujours subsister l'écart admis entre chacun des types principaux. De même, pour le type inférieur au n° 10, la réduction du droit devrait être proportionnelle au nombre de numéros d'abaissement;

9° La prise en charge, dans les fabriques de sucre indigène abonnées, ne pourra descendre au-dessous de 1,400 grammes par hectolitre de jus, et par degré du densimètre à la température de 15° centigrades;

10° Les drawbacks à l'exportation des sucres raffinés seront fixés dans les proportions ci-après, prises comme maxima :

- 105 p. o/o du droit sur le raffiné pour les candis;
- 100 p. o/o du droit sur le raffiné pour les sucres en pains parfaitement épurés, séchés et d'une blancheur uniforme;
- 80 p. o/o du droit sur le raffiné pour les sucres en pains inférieurs, pour les sucres en poudre et les sucres tapés;

11° Il ne sera pas accordé de drawback pour les mélasses et les sirops;

12° Les tares légales seront déterminées, dans chaque pays, conformément au tableau qui suit :

	Tares.
Futailles de toute sorte et de toute origine.	12 p. o/o
Caisses, <i>idem</i>	12
Canastres et crandjangs.	6
Balles ou sacs en simple emballage (nattes ou autres).	2
Balles ou sacs en plusieurs emballages (nattes ou autres).	5

Les commissaires pour la Belgique ont déclaré, en ce qui les concernait, qu'il leur était impossible d'adhérer à ces propositions, la législation de leur pays étant basée sur l'établissement d'un droit unique à l'importation des sucres bruts, et le système des types ayant été reconnu par leur Gouvernement présenter de sérieux inconvénients.

Toutefois, les commissaires belges ont déposé, à titre de transaction, une note qui est textuellement insérée dans le procès-verbal de la huitième séance.

En foi de quoi les commissaires ont signé le présent procès-verbal de clôture.
Fait en quadruple original, le 16 avril 1863.

Chacun des membres de la Conférence signe successivement le protocole de clôture en quatre exemplaires, dont l'un est remis ensuite à MM. les délégués de l'Angleterre, des Pays-Bas et de la Belgique.

M. LE PRÉSIDENT remercie MM. les membres de la Conférence du concours empressé qu'ils ont bien voulu apporter à l'examen des propositions qu'il a dû successivement leur soumettre; il exprime de nouveau le regret de voir MM. les délégués de la Belgique en dissidence avec les délégués des trois autres puissances : il conserve l'espoir que le gouvernement de S. M. le Roi des Belges, après un nouvel examen de la question, pourra modifier ses résolutions actuelles.

M. FISCO exprime à M. le Président les sentiments de gratitude des membres de la Conférence pour la bienveillante impartialité avec laquelle il a conduit les débats de la Conférence, et pour le soin qu'il a mis à chercher une conciliation acceptable pour tous. Toutefois, il ne pense pas que la Belgique puisse adopter un système de perception qui bouleverserait toutes les bases actuelles de sa législation fiscale. Il ajoute que son collègue et lui, malgré le regret qu'ils éprouvent d'être restés en dehors de la majorité, n'ont pu agir autrement en présence des instructions formelles qu'ils avaient reçues de leur Gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT déclare que les Conférences sont closes, et la séance est levée à deux heures.

Et ont signé :

BARBIER, *président*;

OGILVIE,

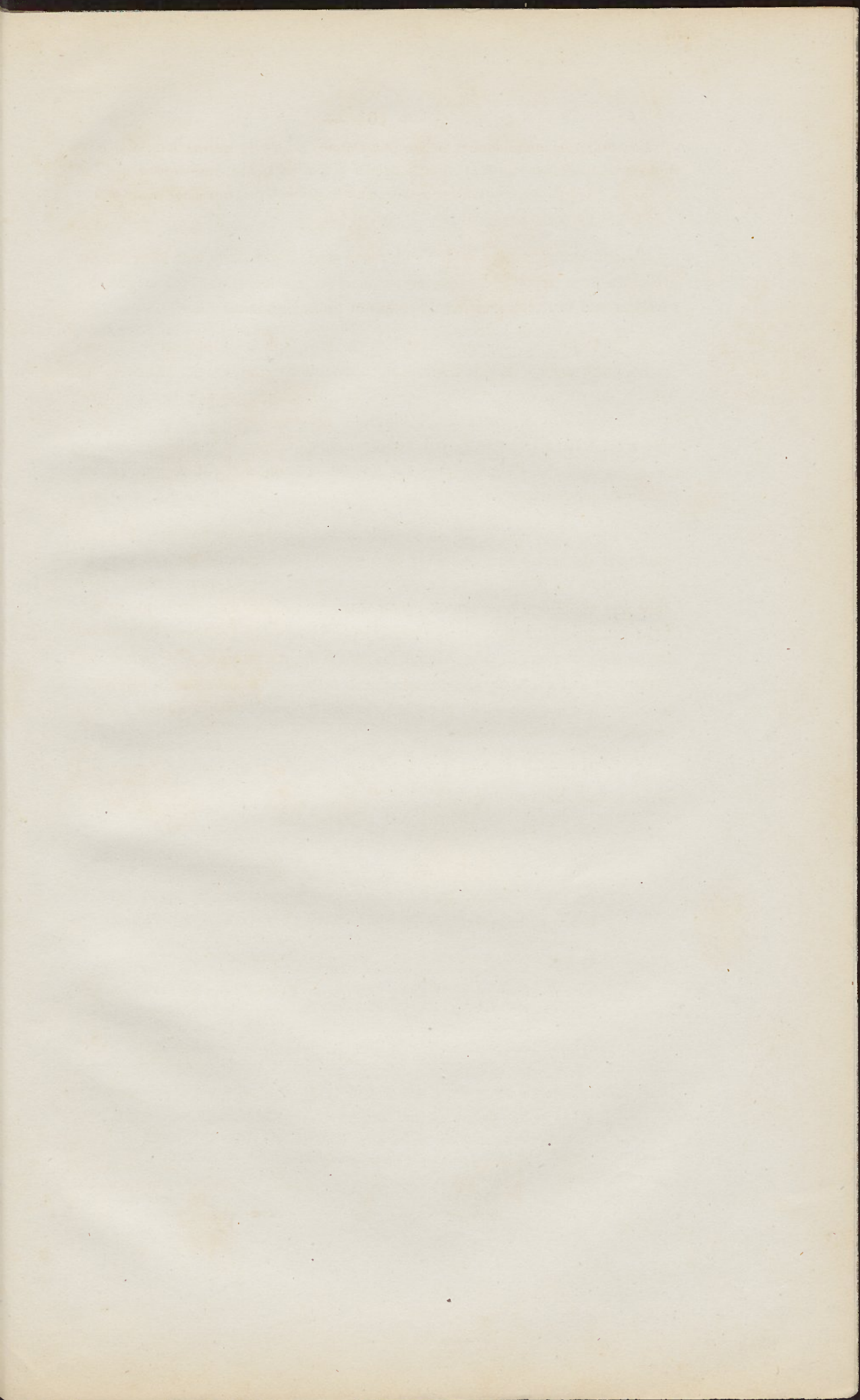
DESROCHES, *secrétaire*;

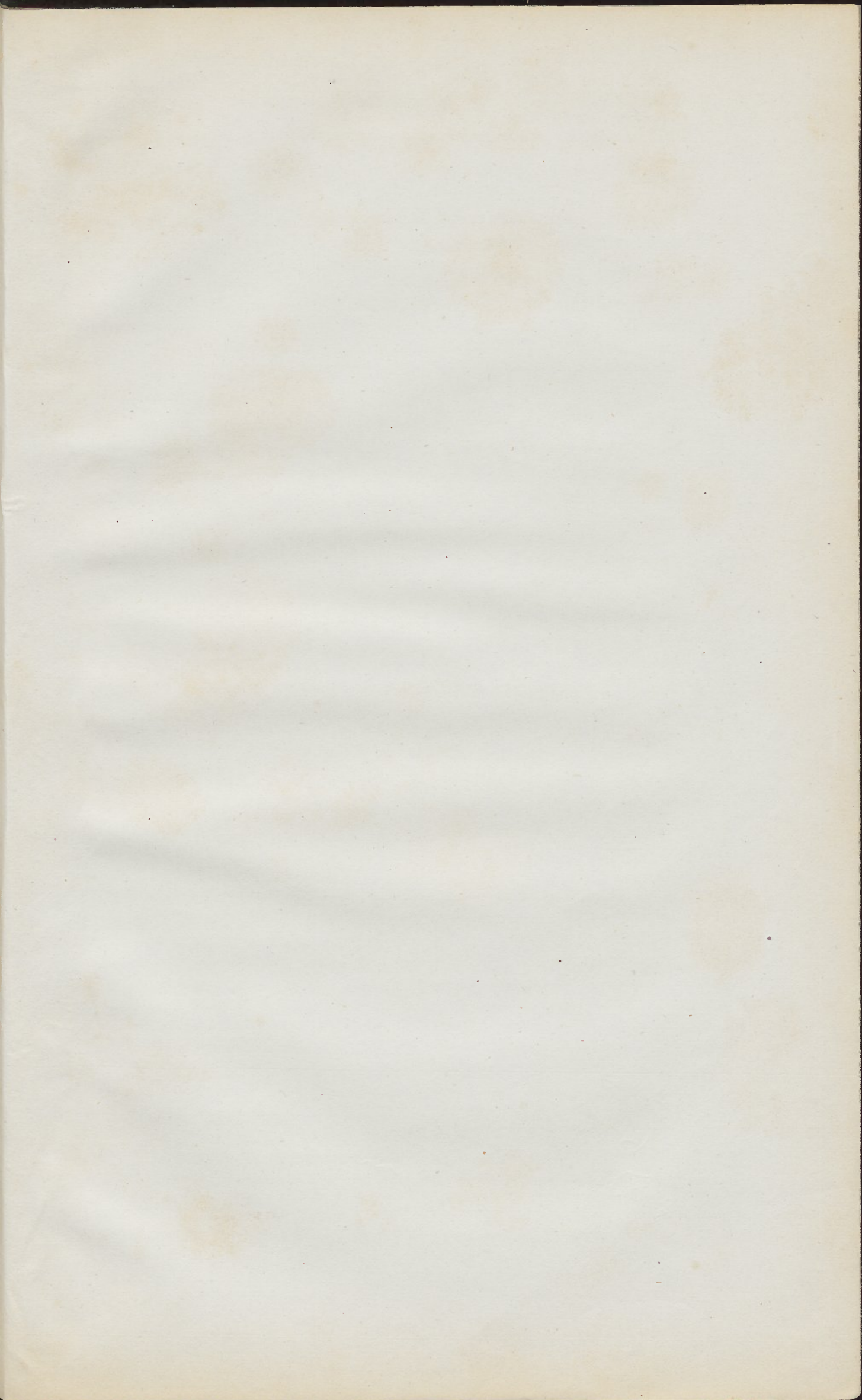
UYTTENHOOVEN,

FISCO.

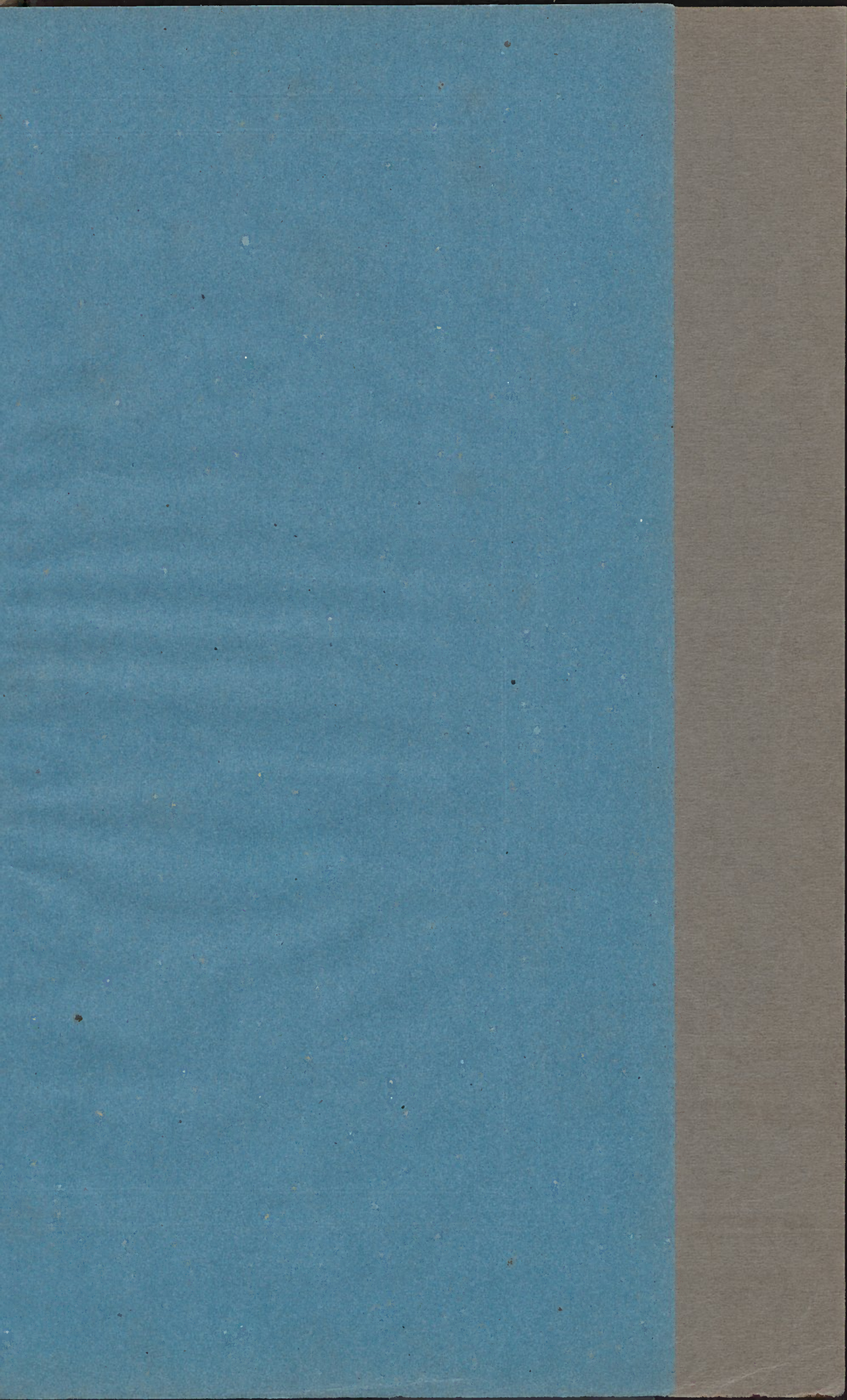
Pour copie conforme :

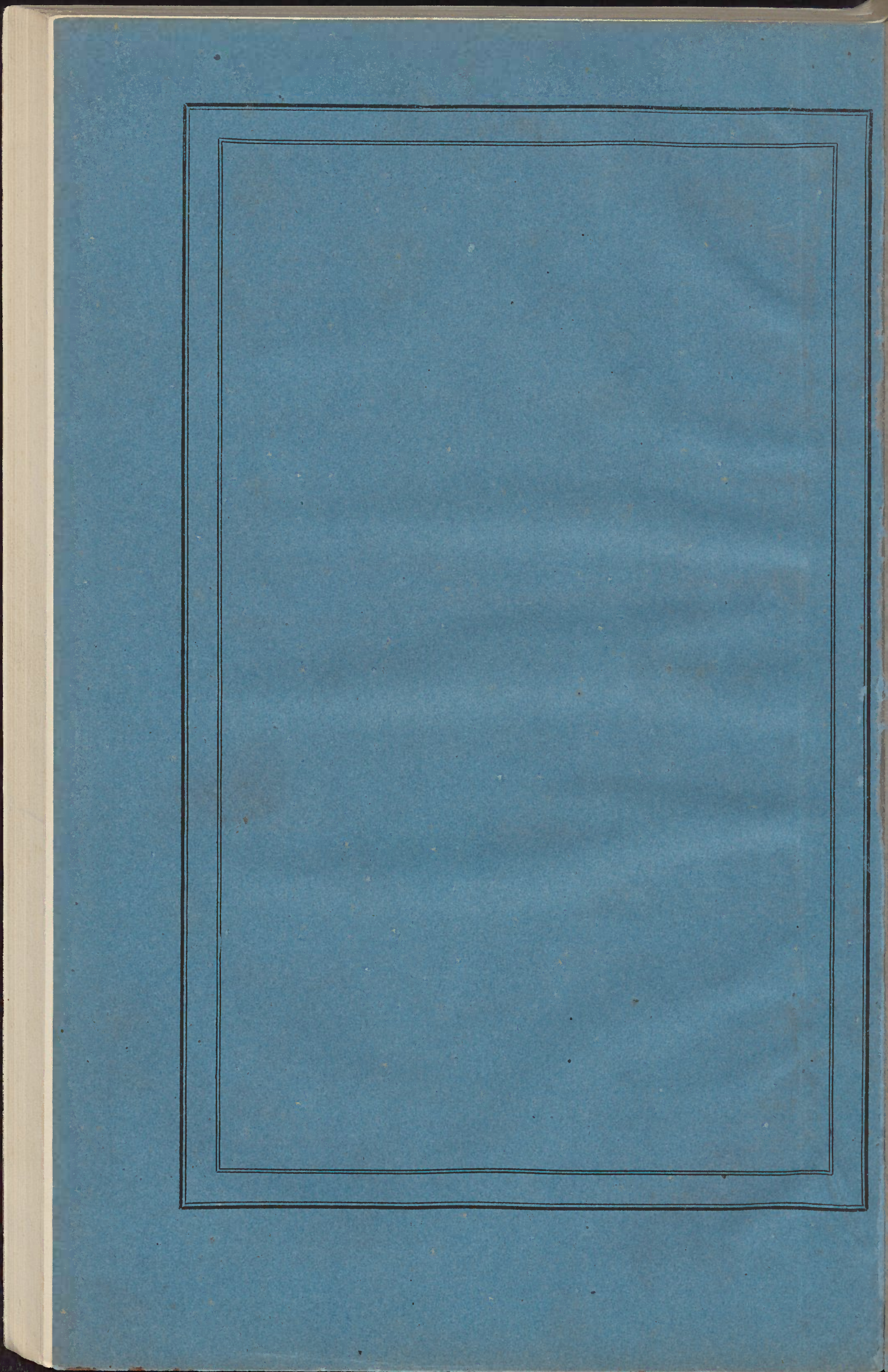
Le Secrétaire,

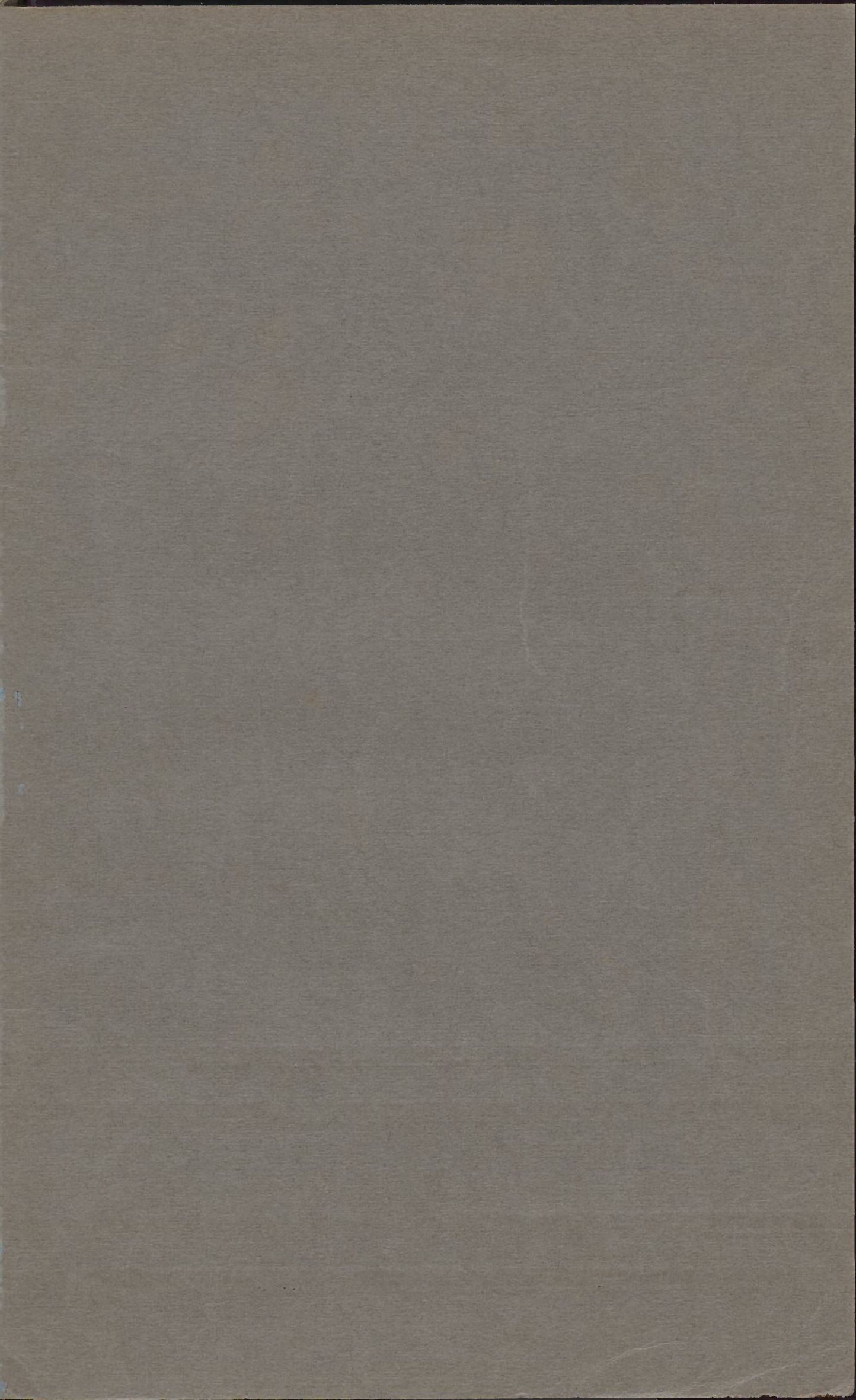




96









206\$01465805